



Vers une nouvelle approche

Quelle politique pour le Proche-Orient ? Alternance en vue au ministère des Affaires étrangères après cinq décennies de soutien à la cause palestinienne

„Fäerdeg maachen, wat een ugefaangen huet“

Claire Delcourt (LSAP) hat den Sprung ins Parlament geschafft. Den großen Erfolg kann sie sich selbst nicht so ganz erklären

Circuits

La tenniswoman Mandy Minella a converti sa célébrité en voix électorales. Portrait d'une probable future députée

Crise communicative

Le secteur de la communication est inquiet pour son avenir. Ses représentants dénoncent des pratiques contestables et préjudiciables

Schwarze Tinte, blaue Flecken

Mit großzügigen, doch gegensätzlichen Steuerversprechen haben CSV und DP die Wahlen gewonnen. Trotz hohem Haushaltsdefizit werden sie bis Ende nächster Woche liefern müssen

Foto: Sven Becker





Jean Asselborn
avec Mahmoud
Abbas au Caire
en octobre 2014

Vers une nouvelle approche

Pierre Surlut

Quelle politique pour le Proche-Orient ?

Alternance en vue au ministère des Affaires étrangères après cinq décennies de soutien à la cause palestinienne

C'est la trêve ce jeudi. Non pas à Gaza où la bande de terre peuplée par 2,3 millions de Palestiniens est pilonnée depuis un mois par l'armée israélienne, mais à Senningen. Les discussions entre les deux partis vainqueurs des élections du 8 octobre, le CSV et le DP, cessent pour permettre au Premier ministre sortant, Xavier Bettel, de se rendre à Paris. Son ami du camp libéral européen, le président Emmanuel Macron, y organise « une conférence humanitaire internationale pour la population civile de Gaza ». Trois heures durant lesquelles un aréopage d'acteurs internationaux se préoccupent (de plus ou moins bonne foi) du sort des populations civiles écrasées par Tsahal et étranglées par le gouvernement de Benjamin Netanyahu. Le national-conservateur a coupé l'eau et l'énergie aux 2,3 millions de Gazouïs au lendemain des massacres perpétrés le 7 octobre sur le territoire israélien par les milices du Hamas, organisation classée terroriste en Union européenne qui a autorité sur l'étroite bande de terre longeant la Méditerranée. Israël déplore 1 400 morts et rapporte que 240 de ses ressortissants ont été pris en otages. Le ministère de la Santé du Hamas fait état cette semaine de plus de 10 000 morts côté gazaoui, dont 4 000 enfants (des données à interpréter avec prudence, mais qui sont prises au sérieux par les Nations unies, organisation qui travaille sur place et qui a perdu une cinquantaine de salariés).

Depuis le début du mois d'octobre et le basculement du conflit israélo-palestinien dans une violence inédite depuis son commencement en 1948 (date de la création de l'État hébreu), le personnel politique luxembourgeois détonne par sa discrétion. Outre la condamnation de « l'assaut du Hamas » le jour-même, le chef du gouvernement en exercice s'est limité à un seul tweet au sujet de la guerre au Proche-Orient. C'était le 17 octobre en marge d'un sommet européen extraordinaire « on the terrorist attacks against Israel and the unfolding situation in the Gaza strip », selon l'intitulé institutionnel. Par cette prise de position, Xavier Bettel condamne une nouvelle fois les « atrocités » commises par le Hamas, reconnaît « pleinement » le droit d'Israël à se défendre « conformément au droit international », « avertit » contre tout élargissement du conflit dans la région et invite à faire un maximum contre l'antisémitisme, l'islamophobie et les discours haineux. Le minimum syndical. Trois jours plus tôt, son ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn (LSAP), avait fait publier un communiqué condamnant à nouveau les exactions du Hamas, mais insistant lui sur les dommages causés aux populations civiles, s'alignant « pleinement » avec la position du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres : une libération des otages et un cessez-le-feu. Ce que ni Xavier Bettel, ni

« Sur le plan économique, ces pays sont des fournisseurs importants pour nous et représentent par ailleurs un marché considérable. Certains d'entre eux sont riches en pétrole »

Gaston Thorn (DP) en 1974

Emmanuel Macron n'ont demandé. La France et le Luxembourg ont finalement voté le 27 octobre une résolution de l'assemblée générale de l'Onu (non contraignante) demandant une « trêve humanitaire, immédiate, durable et soutenue »... et une litote diplomatique pour ne pas demander un cessez-le-feu. Sur les 27 pays membres de l'UE, neuf ont voté pour, trois contre et quinze se sont abstenus.

La concordance des événements, les massacres du Hamas à la veille du scrutin luxembourgeois synonyme d'alternance, justifie la timidité du chef du gouvernement sortant. Ce quasi-mutisme (imité par presque tous les partis) signifie également que l'incertitude plane sur l'avenir de la politique étrangère luxembourgeoise dans la région. Les membres des groupes de travail « Europe » dans lequel les affaires internationales ont été traitées gardent secret le contenu des discussions. Ils refusent même de dire si le conflit israélo-palestinien y a été évoqué. Le secrétaire du CSV, Ady Richard, fait simplement savoir que les programmes électoraux sont « une bonne base » de travail. Que formulent-ils ?

Chez les chrétiens-sociaux, vainqueurs des élections, la politique extérieure arrive en queue de catalogue. Est prônée une *Realpolitik* avec « une stratégie et des priorités claires », le tout tourné dans l'intérêt du pays et « la résolution des problèmes des citoyens ». C'est la fameuse politique *aus einem Guss* où sont mis dans la balance les intérêts et les valeurs. Autrement dit, on fermera les yeux sur les valeurs si le jeu en vaut la chandelle. « Wir werden verstärkt auf Wirtschaftsdiplomatie setzen. Außenpolitik muss auch einen wirtschaftspolitischen Mehrwert haben. Wir werden unsere Kooperation stärker mit unseren Wirtschaftsinteressen bündeln », énumèrent les rédacteurs au service de la tête de liste Luc Frieden, qui avait quitté la présidence de la Chambre de commerce pour mener sa campagne. Le programme insiste en outre sur la force de l'alliance transatlantique et mise sur un renforcement de relations avec les États-Unis, « unabhängig vom kommenden Wahlausgang in Washington »... des élections qui pourraient très bien marquer le retour de Donald Trump, lui qui avait semé le trouble au Proche-Orient en reconnaissant en 2017 Jérusalem comme capitale d'Israël (au lieu de Tel Aviv selon les Nations unies). Comme le programme du CSV, celui du DP ne mentionne pas le conflit israélo-palestinien. Chez les libéraux, la politique étrangère est essentiellement envisagée dans le cadre du multilatéralisme, UE puis Nations unies. Les relations bilatérales sont étudiées au cas par cas, notamment en raison des intérêts commerciaux. Le flou donc, alors que Xavier Bettel est pressenti pour reprendre le poste de Jean Asselborn.

Il pourrait s'agir d'une rupture après cinq décennies de continuité dans la politique étrangère du Luxembourg au Proche-Orient. Les termes « Israël » et « Palestine » apparaissent avec parcimonie dans les discussions parlementaires au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Israël est associée pour la première fois à une stratégie diplomatique dans la bouche de Pierre Grégoire, ministre des Affaires étrangères CSV. En 1967, le dernier chef de la diplomatie chrétien-social (en date) a érigé en impératif : que la politique internationale n'accepte pas « de tutelle ». Pierre Grégoire jugeait naturel d'être « du côté des nations dont l'existence peut se trouver menacée par la force ou la rivalité des grandes puissances » et manifestait une « sympathie » pour Israël qui avait été attaquée six mois plus tôt par ses voisins arabes lors de la Guerre des Six jours (dont l'État hébreu était sorti victorieux). Pierre Grégoire ajoutait dans ces discussions du budget (dont une petite partie était allouée aux réfugiés de Palestine) que « ni des raisons d'État, ni des considérations d'ordre mercantile ne doivent intervenir dans nos options de politique internationale ». (Il manifestait en outre

le vœu de ne « jamais se retrouver du côté des dictatures ».) Ce temps s'est vite trouvé révolu.

Son successeur au ministère des Affaires étrangères, également Premier ministre à partir de 1974, Gaston Thorn, a innové en adoptant une stratégie diplomatique propre au Proche-Orient. Dans sa déclaration de politique étrangère après sa nomination au ministère d'État, Gaston Thorn explique que la politique luxembourgeoise repose sur deux principes. Premièrement, elle reconnaît les droits d'Israël à « vivre en paix » dans les frontières dessinées en 1967 à la fin de la Guerre des Six jours (selon la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'Onu) et conformément à la déclaration des neuf États membres de la Communauté européenne du 6 novembre 1973. Dans un deuxième temps, le Luxembourg veut entretenir de « bonnes relations avec les pays arabes ». Voisins immédiats de la Communauté européenne, « cent millions d'habitants qui eux aussi nous sont proches par de multiples liens culturels et historiques », développait ainsi le chef de gouvernement libéral. « Sur le plan économique, ces pays sont des fournisseurs importants pour nous et représentent par ailleurs un marché considérable. Certains d'entre eux sont riches en pétrole », poursuivait Gaston Thorn quelques mois après le choc pétrolier qui avait enfoncé le Luxembourg de l'acier dans la crise. Le chef du gouvernement plaçait ainsi ces deux « entités antagonistes » à équidistance. Le libéral privilégiait une politique d'équilibre « qui ne connaît que des partenaires amis, mais pas de partenaires privilégiés ».

Dans les semaines qui avaient précédé, les Nations unies avait reconnu l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) comme représentante des intérêts des Palestiniens. Le Luxembourg s'était abstenu au moment du vote (avec la majorité de la Communauté européenne) pour des raisons juridiques. Admettre une autre entité qu'un État aux Nations unies était inédit. La diplomatie luxembourgeoise y voyait « un précédent ».

La CEE est restée hors-jeu dans les négociations de Camp David menées en 1978 entre l'Israël de Menahem Begin et l'Égypte d'Anouar el-Sadate sous l'égide des États-Unis de Jimmy Carter. Y a cependant été retenu le principe de « land for peace », un plan de restitution aux Palestiniens des territoires occupés de Cisjordanie (dans la continuité de la résolution 242), sur lequel le Luxembourg a voulu s'appuyer dessus pour construire la paix et permettre à la CEE de remettre un pied dans la porte des négociations. Gaston Thorn a alors de plus en plus défendu les intérêts des Palestiniens, au nom

du Luxembourg et de la CEE. En 1980, il avait été, avec le Néerlandais Christiaan Van der Klaauw, le premier chef de gouvernement à se rendre au siège du leader de l'OLP, Yasser Arafat, à Beyrouth. La même année, le Premier ministre luxembourgeois avait été l'une des chevilles ouvrières de la déclaration de Venise où avait été décrété pour la première fois le principe de l'autodétermination du peuple palestinien. Celui-ci « a conscience d'exister en tant que tel, et doit être mis en mesure, par un processus approprié défini dans le cadre du règlement global de paix, d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination », avait clamé Gaston Thorn devant l'Assemblée générale des Nations unies au nom de la CEE dont le Luxembourg occupait la présidence.

Nommé ministre des Affaires étrangères en 1984, le socialiste Jacques Poos a lui aussi saisi le dossier israélo-palestinien à bras le corps. En 1986 à la Chambre, il constatait que, « malheureusement », le processus de paix s'était enlisé malgré « les inévitables évidences que sont le droit d'Israël à une existence paisible et le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Au Krautmaart, le socialiste a plaidé pour un retour du Luxembourg et de l'Europe des douze à la table des négociations, conformément à l'appel du roi Hussein de Jordanie l'année précédente à la même tribune. L'embrasement du Proche-Orient, avec la conjonction de la guerre au Liban et celle entre l'Iran et l'Irak, dans le contexte de la Guerre froide, menaçait la stabilité européenne. Jacques Poos explorait ainsi une manière d'intéresser les parties à discuter avec l'Europe. Il a, dans un premier temps, proposé l'établissement d'un Conseil des sages, en présence d'éminences qui ne seraient pas les seuls représentants de la CEE. Le projet prendra corps d'une autre manière après la première Intifada. En 1991, lors de la présidence luxembourgeoise a été menée une « percée diplomatique » en intégrant Israël dans l'espace économique européen, une proposition initialement luxembourgeoise. La Communauté a ainsi payé « son ticket d'entrée à la conférence » de Madrid (*d'Land*, 7.6.1996) : première initiative globale de négociation entre Israël et les pays arabes, sous la tutelle des grandes puissances. Mis au ban par la communauté internationale pour son soutien à Saddam Hussein, Yasser Arafat a progressivement été réhabilité, à l'initiative luxembourgeoise notamment. La démarche a permis qu'il représente les Palestiniens au processus d'Oslo entamé en 1993 dans la capitale norvégienne. Les premiers accords dans ce cadre ont permis l'installation d'une autorité palestinienne élue et un découpage négocié des territoires palestiniens.

Le processus a vite patiné face au durcissement des positions dans les deux camps, avec une résurgence de l'extrémisme et le recours accéléré à la colonisation de la Cisjordanie sous le premier gouvernement Nétanyahou en 1996. « Jacques Poos brûlait de jouer au médiateur européen dans le processus de paix au Proche-Orient », a écrit Victor Weitzel son ancien conseiller presse après le décès du socialiste (*d'Land*, 11.03.2022). L'Eschois, militant pour un État palestinien, entretenait des rapports tendus avec le gouvernement israélien et chaleureux avec Yasser Arafat. Henri Wehenkel (cofondateur du Comité pour une paix juste au Proche-Orient) raconte que Jacques Poos en était « fier » et qu'une photo de lui avec le leader palestinien ornait son entrée à Esch (au milieu d'autres). En vue de la présidence européenne en 1997, le ministre des Affaires étrangères a entrepris une tournée au Proche-Orient pour faire appliquer l'accord d'Hebron (qui marquait le retour en grâce des Européens dans le processus de paix). Il y a rencontré le 11 janvier le Premier ministre Nétanyahou, une entrevue marquée par des « discours francs, mais cordiaux », se rappelle le journaliste du *Wort* Josy Lorent aujourd'hui. (Il se souvient par ailleurs que le leader du Likoud était brusquement entré dans la pièce où l'attendait la délégation luxembourgeoise en claquant la porte au visage du cameraman de RTL.) Le lendemain, les Luxembourgeois étaient attendus par le président Arafat dans les territoires palestiniens. Dans une conférence de presse filmée par *Associated Press* (encore accès libre sur Youtube), Yasser Arafat remercie chaudement son interlocuteur luxembourgeois pour son implication dans le processus de paix au nom de l'Union européenne. « We are committed to this peace process. There is no alternative. We are in need of your help », a martelé trois fois le leader palestinien. Jacques Poos a déposé sur la table à cette occasion un code de conduite à l'attention des Palestiniens et des Israéliens pour garantir la sécurité, « une pièce dans la mosaïque de dispositifs » mise en place par la communauté internationale. Le ministre socialiste a reçu en guise de reconnaissance une crèche de

Xavier Bettel se positionne pour reprendre les rênes diplomatiques avec sans doute davantage de considérations économiques dans son appréhension du conflit israélo-palestinien

Noël en marbre blanc des mains du prix Nobel de la paix. Le socialiste s'est ensuite rendu sur la tombe de l'autre récipiendaire dudit prix de 1994 pour la signature des accords d'Oslo, Yitzhak Rabin (assassiné par un extrémiste israélien en 1995). Quelques mois plus tard, un attentat du Hamas à Jérusalem a de nouveau fait basculer la zone dans la spirale de la violence.

Lydie Polfer a repris le dossier en 1999 à son accession au poste de Vice-Premier et ministre des Affaires étrangères. À l'instar de ses collègues européens inquiets de l'embrasement régional, la libérale s'est rendue au Proche-Orient après la deuxième Intifada (qui a fait un millier de morts) et les attentats du 11 septembre 2001. À la veille de son arrivée, le *Jerusalem Post* avait prêté à Lydie Polfer des préjugés favorables à Israël, « contrairement à son prédécesseur Jacques Poos » avait remarqué la presse luxembourgeoise de l'époque. Sur place, Lydie Polfer a simplement mais fermement rappelé la nécessité pour les parties de reprendre les discussions de paix. « L'Union européenne s'est déclarée depuis longtemps pour le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, droit qui devra déboucher sur la constitution d'un État palestinien souverain, (...) la meilleure garantie pour la sécurité d'Israël et pour son acceptation en tant que partenaire égal dans la région », avait affirmé le numéro deux du gouvernement depuis Ramallah aux côtés de Yasser Arafat dont la stature commençait à séffriter. Il était accusé de ne pas respecter ses engagements de lutte contre le terrorisme. La ministre Polfer a joué le jeu de la diplomatie de l'Union au Proche-Orient, peu appréciée de Benyamin Netanyahou puis Ariel Sharon, dans la continuité de Jacques Poos. Le passage de la libérale aux Affaires étrangères s'est révélée un tiret entre les deux chefs de la diplomatie socialiste.

Jean Asselborn est installé au MAE le 31 juillet 2004. Le nouveau Vice-Premier débarque dès le mois d'octobre en Égypte et dans les territoires palestiniens. Le Luxembourg prenait la présidence du conseil de l'Union européenne en janvier 2005 et la feuille de route prévoyait l'instauration d'un État palestinien viable cette année-là. Jean Asselborn avait fait du dossier israélo-palestinien l'une de ses priorités pour ce semestre de présidence qui érigeait le chef de la diplomatie luxembourgeoise en patron de la politique étrangère de l'Union. Celle-ci était alors encore invitée dans le concert des négociations en tant que membre du quartet, avec les États-Unis, la Russie et les Nations unies. Jean Asselborn a raté de peu Yasser Arafat. À la veille du rendez-vous, ses services ont informé la diplomatie luxembourgeoise que l'entrevue ne serait pas maintenue. « Et schéngt mir schonn eppes ganz eesches ze sinn, sou wéi se eis dat explizéieren. Mä bon, ech mengen, ech sinn net Dokter, et ass do schwéier ze jugéieren », avait confié le ministre au micro de RTL.

« Une reprise de la coopération et des négociations directes représente le seul moyen d'arriver à une paix durable dans la région », avait affirmé le ministre Asselborn, avant d'ajouter que la question de sécurité dans les Territoires palestiniens restait primordiale. Le ministre avait également appelé les autorités palestiniennes à investir tous leurs efforts pour assurer la stabilité dans la bande de Gaza après le retrait des forces israéliennes, qui venait d'être approuvé par la Knesset. Yasser Arafat est décédé deux semaines plus tard, le 11 novembre 2004. À cette occasion, le Premier ministre luxembourgeois avait rappelé l'impératif de reprise des discussions : « Les Israéliens doivent le faire parce qu'ils savent pertinemment qu'il n'y aura jamais de paix et de sécurité dans cette région sans un État palestinien. Les Palestiniens doivent le faire dans l'intime conviction que les efforts pour la paix constituent le prolongement de la partie noble de la biographie de Yasser Arafat », avait analysé Jean-Claude Juncker (CSV) depuis la Chine.

À la conférence diplomatique d'Annapolis en 2007, « on était très près d'une solution », analyse Jean Asselborn aujourd'hui face au *Land*, relatant les plan d'échanges de territoires, très concrets, qu'il a eu entre les mains. « Mais on a loupé le coche », constate-t-il, fataliste. Durant quasiment vingt années, Jean Asselborn a travaillé pour la paix au Proche-Orient, se rendant une dizaine de fois sur place (y compris à Gaza) avec pour volonté de « donner les meilleures chances de départ à un État palestinien, pour qu'il soit reconnu par un maximum d'États ». En 2012, Jean Asselborn a œuvré pour que la Palestine soit reconnue par l'Assemblée générale comme État observateur. Le 17 décembre 2014, par une résolution, le Parlement européen a assuré son accord de principe à la reconnaissance de l'État palestinien et à la solution fondée sur deux États. Le même jour, la Chambre des députés a adopté une motion demandant au gouvernement de reconnaître « formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967 (...) au moment qui sera jugé le plus opportun ». Deux mois plus tard, Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne s'arrêta au Luxembourg, alors que le Grand-Duché occupait un siège de membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et la présidence de l'UE. Les deux hommes s'étaient aussi brièvement rencontrés au Caire, en octobre 2014, lors d'une conférence pour la reconstruction de Gaza. Dans le film *Foreign Affairs* de Pasha Rafiy, Jean Asselborn joue le second violon dans le concert diplomatique, derrière les États-Unis. « On saura quoi faire » en Europe, dit-il. Si l'Oncle Sam le permet, les États membres, dont le Luxembourg, reconnaitront l'État palestinien. En septembre 2015, à New York, Jean Asselborn avait assisté à la levée officielle à l'Onu du drapeau de la Palestine, étape sur la voie de la pleine reconnaissance.

Jean Asselborn a déjà partagé sa détermination à reconnaître la souveraineté de la Palestine si une résolution n'était pas votée et si le calendrier n'était pas respecté. « Le gouvernement luxembourgeois devra prendre ses responsabilités et reconnaître par conséquent formellement la Palestine en tant qu'État souverain et démocratique, d'un seul tenant et viable, sur la base des frontières de 1967, uniquement modifiées moyennant accord des deux parties et avec Jérusalem-Est comme capitale », a-t-il affirmé à la Chambre, attendant « le moment opportun ». Il n'a jamais été trouvé. Au contraire. Il semble s'éloigner. « La viabilité de la solution à deux États est érodée par la colonisation, les démolitions, les confiscations et les déplacements forcés, tous illégaux au regard du droit international », a développé Jean Asselborn à un symposium du Comité pour une paix juste au Proche-Orient. Depuis Oslo, le nombre de colons en Cisjordanie et Jérusalem-



Xavier Bettel et Benyamin Nétanyahou à Jérusalem en 2016



Lydie Polfer et Yasser Arafat en 2001 à Ramallah



Jacques Poos et Yasser Arafat à Luxembourg en 1997

Est a triplé pour atteindre 650 000 personnes, soit la population du Grand-Duché. Dans sa déclaration de politique étrangère prononcée devant les députés en juillet dernier, Jean Asselborn a partagé son désarroi face à l'exacerbation des tensions l'année passée. « La solution à deux États est devenue de facto quasiment impossible », s'est-il désespéré.

Les signaux envoyés par le Luxembourg ces dernières années ont été quelques peu ambigus. Xavier Bettel s'est rendu à Jérusalem en septembre 2016 et a ainsi signé la première visite d'un chef de gouvernement luxembourgeois. Celle-ci est intervenue durant le premier mandat du libéral. Dans la vidéo du point presse à l'issue de l'entrevue, le Premier ministre luxembourgeois se dit « ami d'Israël » et mentionne du bout des lèvres la nécessité de discuter avec toutes les parties. Sur la vidéo, Benjamin Nétanyahou reprend la main et raconte franco que Xavier Bettel l'a invité au Grand-Duché, pour éventuellement discuter avec les Palestiniens. « Que ce soit à Moscou ou à Luxembourg, nous sommes prêts à mener des négociations si elles n'ont pas de conditions préalables », a ainsi balancé le national-conservateur, aujourd'hui coalisé avec des ministres d'extrême droite. Le communiqué de presse du gouvernement luxembourgeois fait dire à Xavier Bettel qu'il a soutenu toute initiative susceptible de conduire à un accord de paix entre

les deux parties et mener à « une solution à deux États, (...) seule constellation envisageable et acceptable ». Une position limitative ignorant plusieurs préconisations de l'UE (comme les frontières de 1967, l'arrêt de la colonisation et Jérusalem comme capitale des deux États). Et Xavier Bettel d'apparaître comme le frein à la reconnaissance de l'État palestinien.

Les récents événements ont encore éloigné les camps. Sur place, la violence est poussée à l'extrême de part et d'autre. Les clivages politiques se cristallisent dans les démocraties occidentales. Les partis de gauche sont soupçonnés de postures inconditionnellement favorables aux Palestiniens et sont rapidement taxés d'antisémitisme. Les libéraux sont vus comme inconditionnellement liés par principe aux Israéliens, leur passant plus facilement les atteintes au droit international (qu'ils ont d'ailleurs multipliées durant des décennies). C'est dans ce contexte que Xavier Bettel se positionne pour reprendre les rênes diplomatiques, avec sans doute davantage de considérations économiques dans son approche du conflit israélo-palestinien. « C'est une leçon qu'il faut retenir. Il ne faut pas laisser pourrir les choses comme on les a laissées pourrir », confie Jean Asselborn avant de quitter la scène européenne la semaine prochaine. L'impasse au Proche-Orient est, dit-il, l'un de ses « plus gros regrets ». ●

LEITARTIKEL

CO₂ wird teurer

Peter Feist

Es gibt Gesetze, die das neue Parlament noch dieses Jahr verabschieden muss. Den provisorischen Staatshaushalt bis April 2024 natürlich, damit es keinen *government shutdown* gibt. Folgen hätte es aber auch, wenn die Erhöhung der CO₂-Steuer nicht bis Jahresende Gesetz wird. DP-Finanzministerin Yuriko Backes reichte dazu am 4. August einen Gesetzentwurf in der Kammer ein. Er sieht vor, dass die Steuer, wie seit 2021, auch in den nächsten drei Jahren um jeweils fünf Euro pro CO₂-Tonne steigt. Dieses Jahr liegt sie bei 30 Euro die Tonne. 2026 soll sie bei 45 Euro ankommen.

Die Handelskammer gab dazu diese Woche ihr Okay. Die Staatsbeamtenkammer äußerte sich, als die erste von Gewerkschaften getragene Berufskammer, schon Ende Oktober – vehement negativ: Sie sei „gegen“ die CO₂-Steuer. Die diene lediglich dazu, die „cagnotte de l’État“ zu füllen. Ihr Nutzen für die Umwelt sei nicht erwiesen, ihre Auswirkung auf Leute mit bescheidenem Einkommen hingegen sehr wohl. Sogar der „Mittelstand“ leide unter den gestiegenen Energiepreisen, vor allem wenn er einen Verbrenner-PKW fahre.

Dabei ist, die CO₂-Steuer fortschreiben zu wollen, kein Ausdruck grüner Ideologie. Sondern soll eine EU-Ausnahme nutzen: Staaten, die bis Ende dieses Jahres dafür sorgen, dass 2026 bei ihnen ein nationaler CO₂-Preis von 45 Euro die Tonne gelten wird, können diesen Preis bis 2030 beibehalten. Wer bis Jahresende keine solche Regeln in Kraft setzt, muss ab 2027 mit einem EU-CO₂-Preis für die Bereiche „Transport“, „Gebäude“ und „Brennstoffe in bestimmten Industriezweigen“ umgehen. Entstehen würde dieser Preis durch einen Handel mit CO₂-Lizenzen, der für die drei Bereiche 2027 anlaufen soll. Ähnlich wie im schon seit 20 Jahren bestehenden Emissionshandel für die besonders CO₂-intensive Industrie würde ein Teil der Lizenzen versteigert. Eine dieses Jahr in Kraft getretene EU-Richtlinie legt fest, dass der Preis bei 45 Euro pro Tonne anfangen soll. Und anschließend dem Jahresmittel jener Preise entspricht, die bei der Versteigerung der Lizenzen bezahlt werden: Von Petrolfirmen, die Tankstellen betreiben und Heizöl verkaufen; von Energieversorgern, die Gas verkaufen, von Kohlehändlern, die Industrien beliefern, sofern das noch geschieht. Manche Experten schätzen, dass die Lizenzen rasch so knapp werden könnten, dass der Preis pro Lizenz schnell auf 200 Euro oder mehr steigt. Er schläge auf alles durch, was in Transport, Gebäuden und der kleineren Industrie an fossilem Material verbrannt wird.

Dass die Handelskammer die Gelegenheit nutzt, um die „Preiswahrheit“ vom Markt her noch etwas aufzuschieben, während die Beamtenkammer verbissen gegen die Steuer überhaupt opponiert, ist auch Ausdruck davon, dass eine Art Klassenkampf sich abzeichnet, auf jeden Fall ein Ringen um Einfluss auf die große Politik, wenn es um die weitere Ausdeutung von Klimaschutz und Energie-Transition geht. Die Unternehmerverbände gehen dabei geschickter vor als die Gewerkschaften. Via Handelskammer finden sie die Fortschreibung der Steuer nur im Prinzip gut. Im Detail haben alle ihre eigenen Forderungen. Die Fedil etwa möchte, dass Industriebetriebe Innovationen für Energieeffizienz und weniger Emissionen von der CO₂-Steuer absetzen können. Die Straßentransportlobby wünscht sich aus den CO₂-Steuereinnahmen des Staates mehr Subventionen für Null-Emissions-LKW: In Deutschland gebe es mehr, Luxemburger Spediteure könnten hinter die Mosel abwandern.

Sofern die Gewerkschaften keinen aufgeklärteren Ansatz zur politischen Realität im Klimaschutz finden, bleiben die Sorgen der Menschen und ihre Fragen um Heizungsersatz, Häusersanierung und Elektromobilität der neuen Regierung überlassen. Das muss nicht schlecht sein. CSV und DP hatten im Wahlkampf Ankündigungen gemacht, wollten „no bei dir“ sein oder Klimaschutz „net géint d’Bierger“ machen. Aber #Luc wusste schon: Die Energie-Transition „kascht ganz vill Suen“. Was daraus folgen soll, wird erst dem Koalitionsvertrag und der Regierungserklärung des neuen Premiers zu entnehmen sein. Und der Praxis danach. Für viele Debatten bleibt keine Zeit mehr, ehe, womit zu rechnen ist, das CO₂-Steuergesetz in ein paar Wochen zusammen mit dem Vier-Zwölfel-Budget durchs Parlament bugsirt wird.

GESUNDHEIT

Live long and prosper

Die neue Gesundheitsstudie des OECD gibt Hinweise auf den Lebensstil der Luxemburger/innen und setzt sie zudem in einen internationalen Kontext. Luxemburger/innen rauchen etwa weitaus mehr als Isländer/innen, die das Podium der Tabak-Abstinenten für sich beanspruchen können. Demnach platziert Luxemburg sich im hinteren Drittel der Länder (Foto: Sven Becker). Auch wird derzeit mehr geraucht als 2011 – ein Trend, der sich sonst nur in Kroatien, in der Slowakei, der Türkei und Indonesien (dort ist der Konsum an höchsten) beobachten lässt. In allen anderen Ländern nimmt der Tabakkonsum ab, während das Vaping gängiger wird. In Luxemburg wird insgesamt mehr Alkohol getrunken als im OECD-Durchschnitt, leicht mehr als in Frankreich und in Deutschland. Auch hier liegt das Großherzogtum im letzten Drittel des Länder-Rankings, kurz vor Polen und Rumänien (in Lettland und Litauen wird am meisten gebechert). Der Konsum in Luxemburg scheint jedoch etwas abgenommen zu haben – die neuesten Daten stammen hierzu aus dem Jahr 2019. In der Kategorie „heavy episodic drinking“ verpasst Luxemburg knapp die Bronzemedaille im Binge drinking und klassiert sich kurz vor Großbritannien, Rumänien und Dänemark. Fast 50 Prozent der Männer im Gegensatz zu circa 22 Prozent der Frauen gaben hierzulande an, sich regelmäßig stark zu betrinken. Grund hierfür kann ihre Unzufriedenheit mit dem Gesundheitssystem nicht sein: Die Zufriedenheit liegt mit 86 Prozent höher als im OECD-Durchschnitt. Auch ihren individuellen Gesundheitszustand stuft die hiesige Bevölkerung besser als den Mittelwert ein; 76,4 Prozent der Erwachsenen beschreiben ihn als „gut“ oder „sehr gut“. ^{sp}

Robust

Obwohl die Agence E-Santé dieses Jahr ihren Präsidenten und ihren Direktor ausgewechselt und diese Ämter mit hohen Staatsbeamten besetzt hat, ist die Ärztevereinigung AMMD bislang nicht in den Conseil de Gérance des GIE zurückgekehrt, den sie vor einem halben Jahr aus Protest verlassen hatte. Was neben persönlichen Auseinandersetzungen mit dem früheren E-Santé-Direktor Hervé Barge wohl vor allem damit zusammenhängt, dass die für die Digitalisierung des Gesundheitswesens zuständige Agentur zur Umsetzung des Paiement immédiat direct (PID) auf andere Anbieter als die von der AMMD mitgegründete Firma Digital Health Network (DHN) zurückgegriffen hat, um ein regelbasiertes System zur Aufschlüsselung der von E-Santé verwalteten Datenbanken zu entwickeln. Der neue Präsident von E-Santé, Marc Hostert, Erster Regierungsrat im Ministerium für soziale Sicherheit, erklärte am Mittwoch bei einer Pressekonferenz auf Nachfrage, er hoffe, dass die AMMD in den

Conseil de Gérance zurückkehre, weil es auch ein Forum sei, wo über zukünftige Ausrichtungen diskutiert werde. Allerdings würden in diesem Gremium Entscheidungen auf der Basis von Mehrheiten beschlossen, an die alle Beteiligten sich anschließend zu halten hätten. Zuvor hatte Hostert bereits ausdrücklich darauf hingewiesen, dass der Sektor der Anbieter von Arztpraxen-Software in Luxemburg ein auf Konkurrenz basierender, liberaler Markt sei. Weil der Markt aber vergleichsweise klein sei, müsse die Agence E-Santé die „Robustheit“ der Anbieter überprüfen, mit denen sie zusammenarbeite: „Well mir kënnen net informatesch Solutiounen an d’Hänn leeë vun enger Entreprise, déi esou gutt a legitim se och ass, op annerhallwe Kapp berout a wann do eppes géif virkommen, sëtze mer am Schlamassel“, sagte Hostert. Es war ein unmissverständlicher Wink mit dem Zaunpfahl an die AMMD und ihre verschuldete Firma DHN, die sich eine quasi exklusive Zusammenarbeit mit der CNS und der Agence E-Santé gewünscht hatten, nicht nur zur Umsetzung des PID, sondern auch zur elektronischen Übermittlung von Medikamentenverschreibungen (die sich laut dem neuen E-Santé Direktor Ian Tewes in Ausarbeitung befindet) und von Krankenscheinen. Letzteres sei aus arbeitsrechtlichen Gründen jedoch schwer umsetzbar, hieß es am Mittwoch. ^{ll}

P E R S O N A L I E N

Axel Hochkirch,

Professor für Biogeografie an der Uni Trier und Kurator für Ökologie am Luxemburger Naturmusée, hat mit einem Forscherteam aus Trier und Luxemburg ermittelt, dass weltweit doppelt so viele Arten vom Aussterben bedroht sind (zwei Millionen), wie die letzte globale Bestandsaufnahme im Auftrag des Weltbiodiversitätsrats 2019 angenommen hatte. In Europa sei von den 14 699 Tier- und Pflanzenarten, die 2020 auf der

Roten Liste standen, ein Fünftel bedroht. Dabei rund 27 Prozent der Pflanzen, 24 Prozent der Wirbellosen und 18 Prozent der Wirbeltiere. Dass über betroffene Artengruppen hinweg der Gefährungsgrad ähnlich hoch ist, stellt eine der wichtigsten Erkenntnisse der Studie dar, die im Wissenschaftsjournal *PLOS One* veröffentlicht wurde. ^{pf}

Paulette Lenert,



Noch-Gesundheitsministerin und gewesene sozialistische Spitzenkandidatin (Foto: Sven Becker), wird wohl nicht Fraktionsvorsitzende der LSAP im Parlament werden. Schon in der Woche nach den Wahlen hatte sie sich im *Radio 100,7* darüber gefreut, endlich einmal ausschlafen und ihr Privatleben genießen zu können, was sich in den vergangenen Wochen auch in ihren Social-Media-Accounts widerspiegelte. Lenerts Motivation, Oppositions-Leaderin zu werden, ist offensichtlich weniger groß wie ihr Antrieb, als Luxemburgs erste Premierministerin in die Geschichte einzugehen. Trotz eines Sitzgewinns wird die LSAP erstmals seit 2004 nicht an der Regierungsbildung beteiligt sein, für Paulette Lenert hat es nur zur Premierministerin der Herzen gereicht. Fraktionspräsidentin soll nun Innenministerin Taina Bofferding werden, die im Süden parteiübergreifend den dritten Platz hinter Jean Asselborn (LSAP) und Gilles Roth (CSV) belegte. Die Rolle der nationalen Spitzenkandidatin zu übernehmen, hatte die LSAP ihr vor den Wahlen nicht zugetraut, sondern den Umfragen geglaubt und Lenert den Vorzug gegeben. Es war nicht das erste Mal, dass Taina Bofferding von ihrer Partei unterschätzt



wurde. Beim letzten Mal, 2013, hatte es für die Sozialisten in Esch/Alzette in internen Zerwürfnissen und 2017 schließlich in einem kommunalen Wahldebakel geendet. ^{ll}

Jean Asselborn,

Immigrationsminister (LSAP), erklärte am Mittwoch gegenüber dem *Land*, dass an jenem Tag neun Asylsuchende, die unter die Dublin-Regel fallen, auf der Warteliste für eine Aufnahme beim ONA standen. Noch vor kurzem seien es 25 pro Tag gewesen; der Rückgang zeige, dass seine Entscheidung, alleinstehende Männer mit Dublin-Statut in Luxemburg nicht mehr anzunehmen, offenbar „von den Schleusern verstanden“ wurde. Asselborn unterstrich, dass er die vor zwei Wochen getroffene Entscheidung bedauere, nach der Luxemburg alleinreisende männliche Asylsuchende, deren Antrag bereits in einem anderen EU-Land registriert wurde, nun behandelt, wie zum Beispiel Belgien das schon länger tut. „Aber wir hatten ein Problem, unsere Aufnahmestrukturen sind voll. In Europa herrscht ein politisches Chaos und die EU-Kommission schaut zu.“ ^{pf}

S O Z I A L E S

Bloß vorsichtig!

2027 dürfte die CNS nicht mehr imstande sein, den für die Krankenversicherung gesetzlich vorgeschriebenen Fonds de roulement in Höhe von einem Zehntel ihrer Jahresausgaben vorzuhalten. Damit rechnet die Generalinspektion der Sozialversicherung (IGSS) in einem Bericht, den sie am Mittwoch der Herbstsitzung der Krankenkassen-Quadripartite vorlegte. Neu ist das nicht, die Krankenversicherung gilt seit zwei Jahren als strukturell defizitär. Dieses Jahr gibt es einen Lichtblick: Drei Indextranchen lassen die Beitragseinnahmen um 10,5 Prozent gegenüber dem Vorjahr steigen. Weil die Ausgaben

weniger schnell wachsen (+7,8%), ergibt sich wohl ein kleiner Überschuss von 24,9 Millionen Euro. Ab nächstem Jahr drohen erneut Defizite: Viele Ausgaben sind indiziert, Tarifierungsanpassungen müssen nachgeholt werden, das Beschäftigungswachstum (und damit das der Beitragszahler) sinkt wahrscheinlich. In einem besonders pessimistischen Szenario des Statec, in dem die Beschäftigung 2024 bis 2027 nur um 1,8 Prozent im Jahresschnitt wüchse, stünde der Fonds de roulement der Krankenversicherung schon ab 2025 in Frage. Die absehbaren Forderungen zur Behebung des Problems wurden auf der Quadripartite bereits laut: Der OGBL würde den Beitragssatz erhöhen, die UEL ist strikt dagegen. Der Ärzteverband AMMD erinnert daran, dass die Ausweitung des Angebots, die alle großen Parteien im Wahlkampf versprochen haben, etwas kostet. Die IGSS mahnt zur Vorsicht bei „toutes les actions qui visent un changement structurel, même mineur“. Zumal „dans un contexte géopolitique hostile“. ^{pf}

Rectificatif

Dans l'article sur le convoi du 16 octobre 1941, paru en page 14 du *Land* du 3 novembre dernier, nous avions cité la circulaire Bech du 15 mars 1945 qui devait empêcher l'entrée sur le territoire luxembourgeois des rescapés de les camps de la mort (ANLux, AE-14113). Nous avions écrit 1944, ce qui n'avait pas de sens.

Blog

„Fäerdeg maachen, wat een ugefaangen huet“

Sarah Pepin

Claire Delcourt (LSAP) hat den Sprung ins Parlament geschafft. Den großen Erfolg kann sie sich selbst nicht so ganz erklären

Als Treffpunkt hat Claire Delcourt das Chocolate House gegenüber vom großherzoglichen Palast vorgeschlagen. Sie kommt gerade aus der Fraktions-sitzung, gefolgt von einer weiteren internen Partei-sitzung. Sie trägt blaue Converse Schuhe, das lange blonde Haar fällt über eine perlenbestickte Bluse. Dienstags ist der vollste Tag, meistens weiß sie nicht, was genau alles ansteht. „Das ist meine erste Mahlzeit heute“, sagt sie, als die heiße Schokolade mit Spéculoos-Geschmack vor ihr steht – es ist kurz nach 13 Uhr. Die letzten Wochen seien etwas „d’ennescht-d’iewesch“ gewesen. Aber sie habe immer schon morgens nur einen grünen Tee gebraucht, auch bevor sie Mutter und Abgeordnete wurde.

Eine große Überraschung war es, als es beim vierten Mal letztlich für ein Mandat geklappt hat. Erst kandidierte die Sozialistin 2017 bei den Gemein-dewahlen in Hesperingen, dann bei den Nation-alwahlen 2018; damals wurde sie vierzehnte auf der Zentrumsliste. Im Juni dieses Jahres trat sie in Contern an und wurde in den Gemeinderat gewählt, konnte diese Rolle jedoch nicht anneh-men, weil sie bei der Kriminalpolizei arbeitete und eine professionelle Unvereinbarkeit bestand. Sie sei „bestürzt“ darüber gewesen. Sie hätte niemals kandidiert, wenn sie das gewusst hätte. Dieses Pflichtbewusstsein zieht sich durch das Gespräch mit Claire Delcourt. „Ich bin aufgewachsen mit dem Gedanken, dass man das, was man anfängt, auch zu Ende bringt.“ Am 8. Oktober holt sie den Restsitz im Zentrum, platziert sich vor der Partei-größe Cécile Hemmen. Ihre Mitsprecherin Liz Braz, 27 Jahre alt, und Claire Delcourt kann man als die weibliche Erneuerung der Sozialisten verstehen, vor allem im Kontext der leichten Abnahme an Zuspruch von gestandenen Politikern wie Mars Di Bartolomeo und Jean Asselborn.

Sie informiert sich jeden Morgen, vor allem über nationale Medien. ARD und ZDF für Internationa-les, sagt sie, denn sie sei germanophil. Wenn Claire Delcourt Zeit hat, und davon hat sie derzeit wenig, dann auch BBC oder Guardian. Wie nimmt sie den Israel-Palästina Konflikt wahr? „Mehr als tragisch. Als ich ein Foto von einer Mutter gesehen habe, die ihr totes Kind im Arm hält...“ Ihre Stimme bricht ab, ihre Augen füllen sich mit Tränen, die die Wan-gen runterkullern. Sie entschuldigt sich. Vor zehn Monaten ist sie Mutter eines Sohnes geworden. Es sei irgendwie lachhaft, wie wir hier in Luxemburg über Bodycams und Sicherheit debattieren. Das Leid, das die Menschen durchleben, könnten wir uns nicht vorstellen.

Zu Beginn ihres Engagements habe sie eine rosarote Brille angehabt, sagt sie. Sie habe sich ganz einfach „für Tiere starkmachen wollen“, und erst später bemerkt, dass das nur ein kleiner Teil eines sehr großen politischen Themenfeldes darstelle. Claire Delcourt wuchs in der gehobenen luxemburgischen Mittelklasse auf, ihre Familie war jedoch nicht poli-tisch aktiv. Ihr Vater Claude Delcourt ist Allgemein-arzt, ihre Mutter Simone Delcourt war Direktorin der CSSF, ist Vizepräsidentin des Verwaltungsrats der Spuerkeess und Mitglied des Conseil national des finances publiques (CNFP). Ihr Urgroßvater mütterlicherseits wurde im Konzentrationslager Hinzert ermordet, weil er Leuten geholfen hat, die Schwierigkeiten hatten. Jemand hatte ihn verraten.

Das politische Engagement führt sie darauf zurück, dass ihr großer Bruder Yves Delcourt sie motiviert habe, sich in der Lokalsektion in Hesperingen ein-zubringen. Er war selbst damals bereits in der Partei aktiv und kandidierte 2017 in Walferdingen. Auch Rita Velazquez-Lunghi, die die Lokalpolitik in der historisch für die LSAP sehr schwachen Gemeinde prägt, habe sie motiviert. 2016, als sie den Sozialisten beitrat, sei die langjährige Gemeinderätin eine Men-torin für sie gewesen. Sie habe Claire Delcourt an-deren aus der Partei vorgestellt, sie in die Strukturen eingearbeitet. „Ich habe einfach Glück gehabt, nicht zu denen zu gehören, die bewusst kleingehalten wer-den.“ Ihren Erfolg am 8. Oktober kann sie sich den-noch nicht erklären. Ihr Bruder habe noch darüber gescherzt, Claire habe gehofft, nicht Letzte zu wer-den. In Hesperingen kennen die Menschen sie zwar, weil sie etwa im Musikverein oder den *Vakanzen-aktivitäten* aktiv war, aber sie sei ja auch mehrmals umgezogen. Während ihrer Zeit in der Hauptstadt gab es Corona-Lockdowns, und sie war kaum nach



Claire Delcourt

„Vielleicht lerne ich mich nun von einer anderen Seite kennen.“

Claire Delcourt, LSAP-Abgeordnete

außen sichtbar. „Wahrscheinlich sind es letztlich viele kleine Faktoren.“

Nach einem Abitur am *Stater Kolléisch*, wo sie ei-genen Angaben nach eher ein „Underdog“ war und mit den Schülern abhing, die nicht so aufgefallen sind, wollte sie erst Veterinärmedizin studieren, entschied sich dann jedoch für ein Biologiestudium in Innsbruck. Dem schloss sie eine Ausbildung zur Physiotherapeutin für Tiere an, und schließlich ein berufsbegleitendes Master-Fernstudium in Biologie an der Universität Edinburgh. Das briti-sche System findet sie viel interessanter, weil es die Autonomie der Studenten fördert. Ihre Arbeit bei der Kriminalpolizei bestand in den letzten Jahren vor allem darin, genetische Profile, die die Spu-rensicherung an Tatorten birgt, in eine Datenbank einzuführen. Die nächsten Wochen wird sie sich in politische Dossiers einarbeiten. Sie begrüßt, dass sie in der Opposition erstmal „*picken*“ gehen darf, dort, wo ihr etwas an der Regierungsarbeit nicht gefällt, und sie nicht von Anfang an Kompromisse als Koalitionspartner eingehen muss. Sie sorgt sich darum, dass es möglicherweise zu mehr Unsicher-heit kommen könnte, wenn soziale Prekarität im Kurs einer restriktiven Steuer- und Finanzpolitik zunimmt. Sie sei ebenfalls gespannt darauf, wie grün der neue Koalitionsvertrag sein wird.

Privat stemmt sie derzeit einiges. Ihr Mann Jérôme Merker, Wirtschaftsberater im Finanzministerium, überquert gerade den Atlantik alleine in einem Segelboot, für einen guten Zweck in Zusammenar-beit mit der Fondation Kriibskrank Kanner. Seit mehreren Monaten ist er wochenweise weg. Dieses Herzensprojekt sei seit vielen Jahren geplant gewe-sen, es war auch klar, dass es möglicherweise mit dem Nachwuchs einhergehen würde. Der Einzug ins Parlament war indes nicht planbar, was zu ei-nem ziemlich chaotischen Oktobermonat geführt hat. Ihre Familie sei ihr „Standbein im Leben“, ohne sie würde sie den Alltag nicht hinkriegen. „Wenn mein Mann wieder da ist, will ich erst mal

eine Weile nichts mehr über Boote hören und er wird sich wieder mehr kümmern.“ Seit mehr als einer Woche hat sie nichts mehr von ihm gehört, da er auf offener See in Richtung Karibik fährt. In etwa einer Woche wird er die Mission hoffentlich abgeschlossen haben. „Wir sind ein Paar, das sich gegenseitig bei der eigenen Entfaltung unterstüt-zen will.“ Wer inspiriert sie politisch? Jacinda Ard-ern. An ihr bewundere sie vor allem, *wie* sie ihr Land geführt habe. Tatsächlich wurde der früheren neuseeländischen Premierministerin immer schon eine große Empathie zugesprochen, vor allem in der Covid-Pandemie und während der Terroratta-cken. Sie stillte ihr Kind im Parlament, ein *jamais-viv*. Und am Anfang dieses Jahres legte sie ihr Amt nieder, weil sie nicht mehr „genug im Tank hatte, um dem Job gerecht zu werden“. Eine solche Ver-antwortung hat Claire Delcourt natürlich nicht übernommen. Dennoch hat sie den Willen mit ih-rem Eintritt in die Politik zu zeigen, dass mit etwas Mut eine Vereinbarkeit zwischen Politik und Mut-terschaft möglich ist. „Ob das dann geklappt hat, sehen wir in fünf Jahren“, fügt sie lachend hinzu.

Delcourt wirkt aufgeschlossen, gesprächig und zu-gewandt, und – ein schwieriges, im Kontext von Politiker/innen durchaus waghalsiges Wort – auf-richtig. Wenn es um politische Themen geht, lehnt sich Claire Delcourt noch nicht allzu weit aus dem Fenster und gibt gerne zu, dass sie sich unsicher ist. Etwa, wie die monumentale Transition zu ei-nem sozial inklusiven Klimaschutz in der Praxis aussehen soll. Wärmepumpe, finanzielle Hilfen, die nicht an der richtigen Stelle ankommen: „Ich habe noch keine konkrete Antwort auf diese sehr komplexe Frage.“

Was sie auch nicht weiß, ist, wie sie die Politare-na verändern wird. Ein Lernprozess, der bei Be-rufspolitiker/innen notgedrungen zu mehr Ab-gebrühtheit führt. Hat sie Angst davor? „Ja. Ich werde an mir arbeiten müssen, um Angriffe eher an mir abprallen zu lassen.“ Wie will sie auf Pro-vokationen unter der Gürtellinie reagieren? Das kann sie sich noch nicht vorstellen. Sie will so gut wie möglich versuchen, das Ganze nicht aufs persönliche Niveau zu heben. Kürzlich gab es ei-nen Mittelfinger von Myriam Cecchetti (Linke) für Delcourts Parteikollegen Dan Kersch. „Er sagt, was er denkt. Das kommt nicht immer gut an, und kann zu solch unglücklichen Situationen führen.“ Sie dagegen sei eher harmoniebedürftig – „aber vielleicht lerne ich mich nun von einer anderen Seite kennen“. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Gezinkte Lotterie

Nach jeder Wahl gibt es Leute, die mit dem Ergebnis unzufrieden sind. Oft geben sie dem Wahlsystem die Schuld. Das ist eine einseitige Sicht auf die Funktion von Parlament, Parteien, Gewaltenteilung. Aber keine falsche.

Oft verlangen diese Kritiker eine Wahlrechtsreform. Meist sind es Linke. Die CSV hat keinen Grund, sich über das Wahlrecht zu beklagen. Die DP auch nicht. Beide profitierten am 8. Oktober von der Rechtslastigkeit des Wahlrechts.

Die LSAP erhielt mit 711 890 Sitzen elf Abgeordnete. Die DP erhielt mit 703 833 Stimmen 14 Abgeordnete: Mit 8 057 Stimmen weniger bekam die DP drei Mandate mehr als die LSAP. Die Stimmen gehobener Mittelschichtenwähler waren deutlich wertvoller als die Stimmen von Arbeiterinnen und kleinen Angestellten. Das Wahlrecht grenzte an Wahlbetrug. Es begünstigte eine bürgerliche Koalition von CSV und DP. Durch die Verbindung von Landbezirken und Restsitzverfahren.

Die Einteilung der Wahlbezirke steigert künstlich den Einfluss kleiner Landgemeinden. Dadurch begünstigt sie rechte Parteien. Dank der konservativen Landbezirke erhielt die CSV am 8. Oktober drei Abgeordnete mehr als wenn in einem landesweiten Wahlbezirk gewählt worden wäre. Die DP erhielt auf diese Weise zwei Mandate mehr. In einem einheitlichen Wahlbezirk hätten LSAP, Grüne, Piraten, ADR und Fokus je eine Abgeordnete mehr bekommen. Sogar nach dem geltenden Sitzteilungungsverfahren.

Die von Victor D'Hondt erfundene Berechnung der Mandatsaufteilung begünstigt die größte Partei, die CSV. Die CSV erhielt landesweit 29 Prozent der Stimmen, aber 35 Prozent der Abgeordneten. Die DP kam auf 19 Prozent der Stimmen und 23 Prozent der Abgeordneten. Umgekehrt war bei allen anderen Parteien der Abgeordnetenanteil geringer als der Stimmenanteil. Das Divisorverfahren mit Abrundung und Restsitzen ist mehr als die an jedem Wahlabend beklagte „Lotterie“.

Das Wahlgesetz begünstigt bürgerliche Garanten der herrschenden Verhältnisse. Der Wahlzwang soll unpolitische Wahlberechtigte gegen den Einfluss überzeugter Linkswählerinnen mobilisieren. 2004 erhöhte die CSV die Altersgrenze der Wahlpflicht. Weil Ältere überdurchschnittlich konservativ wählen. Das Panaschieren reduziert politische Konflikte auf Personalangelegenheiten.

Es begünstigt die Wahl bürgerlicher Notabeln. Neuerdings auch fernseh- und internetgewandter Schwätzer.

Kritisiert wird die mangelnde soziale Repräsentativität des Parlaments. Von den 60 am 8. Oktober gewählten Abgeordneten sind 32 Beamtinnen und Rechtsanwälte. Das macht 53 Prozent aus. Ihr Anteil an der Gesamtbevölkerung beträgt 16 Prozent. Wäre die LSAP-Kandidatin Antonia Afonso Bagine nicht in den Stadtrat, sondern ins Parlament gewählt worden, wäre sie dort die erste Arbeiterin in 175 Jahren.

Wenn drei Viertel der Arbeitenden nicht wählen dürfen, müsste die Stimmabgabe vom Wohnort an den Arbeitsplatz verlegt werden

Am häufigsten wird das Wahlrecht kritisiert für die Entmündigung eingewanderter Einwohner: 47 Prozent der Landesbewohnerinnen sind nicht zu Parlamentswahlen zugelassen. Weil sie den falschen Pass besitzen. Der Anteil der Wahlberechtigten an der Gesamtbevölkerung war seit 1913 nicht mehr so niedrig (Statec, *Cahiers économiques* 79, S. 304).

Das Zensuswahlrecht kommt zurück: Von einer halben Millionen Erwerbstätigen sind 74 Prozent vom Wahlrecht ausgeschlossen. Weil sie über eine Landesgrenze zur Arbeit fahren (47 Prozent) oder eingewandert sind (27 Prozent; *Statnews* 17/23). Das 1919 eingeführte Arbeiterwahlrecht wurde zurückgerollt. Linke Arbeiterparteien werden zur Verbürgerlichung oder Marginalisierung verurteilt.

In einem Land, wo drei Viertel der Arbeitenden von Legislativwahlen ausgeschlossen sind, müsste die Stimmabgabe vom Wohnort an den Arbeitsplatz verlegt werden. Vielleicht nach dem Vorbild der Räte. Die im November 1918 spontan in Fabriken, bei der Eisenbahn und der Armee gewählt wurden. Dadurch würden auch die Probleme der Wahlbezirke und der sozialen Repräsentativität gelöst. ● Romain Hilgert



Wahlabend bei der CSV. Die von Victor D'Hondt erfundene

Berechnung der Sitzaufteilung begünstigt die größte Partei



Schwarze Tinte, blaue Flecken

Luc Laboulle

Mit großzügigen, doch gegensätzlichen Steuerversprechen haben CSV und DP die Wahlen gewonnen. Trotz hohem Haushaltsdefizit werden sie bis Ende nächster Woche liefern müssen

Neiufank 1999, als CSV und DP zum letzten Mal koalitierten, hatte es siebeneinhalb Wochen gedauert, bis die Verhandlungen abgeschlossen waren. Premierminister Jean-Claude Juncker (CSV) musste seine Regierungserklärung mitten im August halten. Je nach politischer Couleur wurde befürchtet oder gehofft, dass es zu einer Liberalisierungs- und Privatisierungswelle kommen werde, doch schließlich setzte die neue Koalition weitgehend den Kurs fort, den CSV und LSAP in den 15 Jahren davor eingeschlagen hatten.

Das wird diesmal wohl anders sein. Der mächtige Seniorpartner CSV war zehn Jahre in der Opposition, er rechne mit einem „Neiufank“, sagte Formateur Luc Frieden (CSV) am Montag auf einer kurzen Pressekonferenz im Schloss Senningen. Wie dieser Neuanfang aussehen könnte, hatte Noch-Wirtschaftsminister Franz Fayot (LSAP) bereits am Samstag in einem Beitrag im *Tageblatt* dargelegt: „Die öffentlichen Finanzen werden entsprechend in düstersten Farbtönen an die Wand gemalt, um das Land auf einen bevorstehenden Austeritätskurs einzustimmen. Es wird sich dann später herausstellen, dass die Situation eigentlich besser ist, als sie ursprünglich dargestellt wurde, was dann im nächsten Jahr eine

Reihe an großzügigen Geschenken ermöglichen wird“, schreibt der zukünftige Oppositionsabgeordnete. Bis zum Ende der Juncker-Ära sei diese Vorgehensweise ein wesentlicher Bestandteil der CSV-geführten Finanzpolitik und ihrer aufs sture Sparen ausgerichteten Haushaltspolitik gewesen.

In der Woche nach den Wahlen war Frieden vor die Öffentlichkeit getreten, um zu deklarieren, das Haushaltsdefizit sei höher als im Frühjahr gedacht und die künftige CSV-DP-Regierung werde alles dafür tun, das AAA zu erhalten. Seine Aussagen basierte er auf die *Note de travail* an den Formateur, die das mehrheitlich mit hohen Beamten aus dem Finanzministerium besetzte Comité économique et financier national (CEFN) den Verhandlungsdelegationen von CSV und DP am 12. Oktober vorgestellt hatte. Auf Anfrage von LSAP und Piraten wurde die *Note* am Dienstag auch den Abgeordneten zur Verfügung gestellt (und liegt dem *Land* vor). Daraus geht hervor, dass die Haushaltslage des Staates sich seit 2020 verschlechtert hat, 2024 soll das Defizit mit 2,7 Prozent des BIP (2,3 Milliarden Euro) seinen Höhepunkt erreichen, um sich 2027 bei 2,2 Prozent des BIP (2,2 Milliarden Euro) einzupendeln. Die im

Maastricht-Vertrag vereinbarte Grenze von drei Prozent wird in keinem Jahr überschritten. Damit Luxemburg flüssig bleibt, rät das CEFN, im ersten Trimester 2024 die nächste Staatsanleihe aufzunehmen, bis 2027 müsse die Regierung jährlich weitere Schulden in Höhe von 3,5 bis 4,5 Milliarden Euro machen, deren Tilgung wegen der gestiegenen Zinsen teuer werden könnte.

Die Staatsverschuldung soll laut *Note* weiter zunehmen, um 2026 die von DP, LSAP und Grünen 2013 festgesetzte „magische“ Grenze von 30 Prozent des BIP erstmals zu überschreiten und 2027 32,4 Prozent des BIP zu erreichen. In ihrem Stabilitätsprogramm vom April war DP-Finanzministerin Yuriko Backes im zentralen Szenario noch davon ausgegangen, dass die Staatsschuld 2027 unter 30 Prozent bleiben würde. Allerdings hatte sie für den Fall, dass ein wirtschaftlicher Schock eintritt, ein ungünstiges Szenario mit nach Brüssel geschickt, das zwar prozentual von einem etwas geringeren Defizit für 2024 ausging, als jetzt vom CEFN prognostiziert. Jedoch sah dieses *sénario défavorable* ebenfalls bereits vor, dass die Staatsschuld 2026 auf 31,6 und 2027 gar auf 33,7 Prozent des BIP steigen könnte. Die Verschlechterung der Staatsfinanzen führt das CEFN nun auf sinkende Einnahmen (insbesondere bei den *droits d'enregistrement* wegen der Flaute im Bausektor, bei der *taxe d'abonnement* und wegen der bis Ende 2024 begrenzten TVA-Senkung) und auf zusätzliche Ausgaben in den drei Tripartiten (Energiepreisbremse, Steuerkredite, Subventionen) zurück.

Contraction Das Stateg schließt für dieses Jahr eine Rezession (von minus 0,8 Prozent) wegen eines wirtschaftlichen Abschwungs im Finanzsektor nicht aus und geht für nächstes Jahr von einem niedrigeren Wachstum (1,5%) aus als noch im September: „Au vu des dernières données des comptes nationaux trimestriels, publiés en date du 14.9.2023, l'économie luxembourgeoise ne semble pouvoir éviter une contraction en 2023“, heißt es in der *Note de travail*. Das Stateg hatte schon in seiner *Note de conjoncture* im Juni vor einem Rückgang des BIP (von minus 0,4 Prozent) gewarnt – im ungünstigsten der drei Szenarien, die es zur Auswahl gestellt hatte. Bei schnellerer Desinflation hatte das Statistikamt ein Wachstum von 2,8 Prozent für dieses und gar von 4,5 Prozent für nächstes Jahr prognostiziert.

„Klar ist jedoch, dass das von de #NeieLuc verbreitete Lügenmärchen, dass eine allgemeine Steuererleichterung für Haushalte und Unternehmen das Wirtschaftswachstum ankurbeln und somit in wundersamer Weise mehr Steuereinnahmen in die Staatskasse spülen würde, nicht einmal die erste Verhandlungswoche zwischen CSV und DP überlebt hat“, schreibt Franz Fayot im *Tageblatt*. Das gilt wohl auch für das zentrale Wahlversprechen von Fayots Noch-Koalitionspartner DP, die sich durchaus bewusst ist, dass sie die Einführung einer einheitlichen Steuerklasse nicht in einer Legislaturperiode hinbekommen würde, nicht einmal bei einer günstigeren Haushaltslage und Konjunktur. Allerdings hatte sie seit Juli angekündigt, gleich nach den Wahlen mit der schrittweisen Umsetzung zu beginnen, falls sie wieder in die Regierung kommen würde (ohne jedoch zu präzisieren, wie). Die DP kann sich nun auf die schlechten Staatsfinanzen berufen, um ihre große Steuerreform erst „mittelfristig“ realisieren zu müssen, wie sie es schon in den vergangenen zehn Jahren getan hat – bis irgendwann vielleicht wieder genug „Sputt“ vorhanden sein wird. Damit nähert sie sich der Position der CSV an, die sich in ihrem Wahlprogramm „mittelfristig einer Debatte über die Abschaffung der Steuerklassen“ nicht verschloss. Luc Frieden hatte im Wahlkampf stets behauptet, die Individualisierung der Steuern sei nicht zu bezahlen.

Das Wahlversprechen der CSV, durch weitreichende Steuermaßnahmen sowohl die Mittelschicht (integrale Inflationsbereinigung der Steuertabelle innerhalb des ersten Jahres nach Regierungsantritt, Erhöhung des Eingangsteuersatzes, Verbreiterung der Steuertranchen, Steuerentlastung für Berufsanfänger und für Erstkäufer einer Wohnung) als auch die Wirtschaft (Absenkung der Unternehmenssteuer, zusätzliche Steueranreize für Investoren) zu entlasten, um das Wachstum anzukurbeln, neue Arbeitsplätze zu schaffen und dadurch die staatlichen Einnahmen zu erhöhen, dürfte indes mindestens genauso schwierig zu finanzieren sein. Romain Bausch, Präsident des Conseil national des finances publiques, sagte am Dienstag in einem Interview im *RTL Télé*, Senkungen der Einkommenssteuer seien nur möglich, wenn man sie durch eine Erhöhung indirekter oder anderer Steuern oder durch eine Kürzung der Ausgaben gegenfinanziere. Wirtschaftswachstum alleine reiche dazu nicht aus.

Die Wahlversprechen von DP und CSV in der Steuerpolitik scheinen kaum miteinander vereinbar. Ihre jeweiligen Positionen offenbaren auch grundverschiedene gesellschaftspolitische Visionen: Während die CSV „die Familie wieder zur politischen Priorität machen“ will, setzt die DP sich „für die steuerliche Gleichbehandlung aller Lebensmodelle“ ein. Die CSV will mit der „Herdprämie“ Eltern dazu ermutigen, ihre Kinder zuhause zu betreuen; die DP verspricht eine Betreuungsplatz-Garantie für alle. Die Leihmutter-schaft wollen die Liberalen erlauben, während die CSV dagegen ist. Konversionstherapien von LGBTQ+-Personen will die DP verbieten und die Rechte von intersexuellen Menschen stärken, während die CSV die von „Gambia“ verbesserten „Modalitäten bei Geschlechtsumwandlungen evaluieren und gegebenenfalls anpassen“ möchte – was so klingt, als wolle sie diese „Modalitäten“ wieder rückgängig machen.

Widersprüche Man darf demnach gespannt sein, wie die künftigen Koalitionspartner diese Widersprüche lösen werden, ohne

Der Finanzplatz ist mehr als nur Garant für Wohlstand, an ihm hängt vielleicht sogar Luxemburgs staatliche Unabhängigkeit

dass eine Partei ihr Gesicht verliert, beziehungsweise ihre Wahlversprechen brechen muss. Neue Steuern oder Steuererhöhungen sieht keine der beiden Parteien in ihrem Wahlprogramm vor. Also werden sie sparen müssen, um die Steuererleichterungen zu bezahlen. Belastet wird der Staatshaushalt vor allem durch die hohen Ausgaben beim Zentralstaat. Die Investitionen in die Infrastruktur zu drosseln, ist wegen des Wachstums jedoch keine Option: Die Wirtschaftsprognosen des CEFN („à politique inchangée“) gehen davon aus, dass die Arbeitslosigkeit in den kommenden fünf Jahren leicht ansteigt (was den Haushalt zusätzlich belasten würde, erst recht wenn in einigen Jahren die aufgeschobene EU-Direktive wirksam wird, die Luxemburg dazu verpflichtet, auch Grenzpendlern Arbeitslosengeld zu zahlen). Während die Binnenbeschäftigung um rund 2,5 Prozent jährlich konstant zunehmen, würde die Bevölkerung um rund 50 000 Personen wachsen und die Zahl der Grenzgänger um über 30 000. Bei den laufenden Ausgaben des Zentralstaats fallen insbesondere die Löhne der Beamten und Angestellten ins Gewicht. In den vergangenen beiden Jahren stiegen die Einnahmen des Zentralstaats wegen der kalten Progression infolge mehrerer Indextranchen substantiell. Wenn die CSV ihre Wahlversprechen einlöst, die Steuertabelle integral an die Inflation anzupassen und zudem die Steuertranchen zu verbreitern, um die Steuerlast zu verlangsamen, werden auch die Einnahmen des Zentralstaats sinken – umso mehr, da das CEFN bis 2027 von einer Indextranche jährlich ausgeht.

Die *Note de travail* des CEFN beinhaltet zudem weitere potenzielle Herausforderungen und Risiken, die mittel- bis langfristig den Staatshaushalt zusätzlich belasten könnten. Etwa das im Juli von Umweltministerin Joëlle Welfring und Energieminister Claude Turmes (beide Grüne) an die EU-Kommission verschickte Update des nationalen Energie- und Klimaplan, das laut CEFN bis 2027 zusätzliche Kosten von über 900 Millionen Euro generieren wird, die im mehrjährigen Haushaltsentwurf 2023 bis 2026 noch nicht vorgesehen waren. Oder die Erhöhung der Verteidigungsausgaben im Rahmen der Nato-Verpflichtungen (auf zwei Prozent des Bruttonationaleinkommens) und die Aufrechterhaltung der Entwicklungshilfe (bei einem Prozent des BNE). Darüber hinaus muss Luxemburg seine finanziellen Verpflichtungen gegenüber der EU, des IWF und beim Wiederaufbau der Ukraine erfüllen. In diesen Bereichen zu sparen oder sich der Verantwortung zu entziehen, wäre politisch unverantwortlich.

Nicht zuletzt wird in der *Note de travail* die hohe (steuerliche) Abhängigkeit des Staates von der Finanzindustrie und von der Gunst der Rating-Agenturen ersichtlich. Der Finanzplatz ist mehr als nur Garant für Wohlstand, an ihm hängt vielleicht sogar Luxemburgs staatliche Unabhängigkeit. Die Umsetzung von europäischen Direktiven und OECD-Maßnahmen wie Beps, Unshell, Pilier 1 und 2 oder Befit, die für mehr internationale Steuergerechtigkeit sorgen sollen, könnten die Finanzindustrie schwächen und dadurch die Steuereinnahmen erheblich senken. Ob sie tatsächlich alle umgesetzt werden, ist jedoch fraglich; die Regierung und die davon am meisten betroffenen Großkonzerne dürften das gemeinsam zu verhindern wissen.

„An engem Koalitiounsaccord steet net alles am Detail, wat een a fënnef Joer mécht“, sagte Luc Frieden am Montag. In der Steuerpolitik seien die Diskussionen „schwierig, awer konstruktiv“. Bislang habe keine der beiden Parteien „eppes Fundamentales opgin“.

1999, nachdem der Nationalvorstand des OGBL das erste Mal nach den Wahlen zusammengekommen war, urteilte dessen Präsident John Castegnaro, das Regierungsprogramm sei „mit viel schwarzer Tinte und einigen blauen Flecken“ geschrieben. Damit meinte er, das Abkommen trage eindeutig die Handschrift der CSV, die sich klar gegen die „neoliberalen Tendenzen“ innerhalb ihres Juniorpartners DP durchgesetzt habe. Heute scheinen die Rollen vertauscht, während das Ungleichgewicht bei den Sitzen noch ausgeprägter ist als damals. Der „soziale“ Noch-Klima-Premier Xavier Bettel von der DP sieht sich als soziales und ökologisches Gewissen und linker Flügel der neuen Koalition, was er allerdings erst beweisen muss. Bis Ende nächster Woche soll die Regierung langsam Form annehmen. „Seriö an zügeg“ würden die Verhandlungen geführt, sagt Formateur Luc Frieden. Seit nunmehr fast fünf Wochen. ●

Circuits

Bernard Thomas

La tennismwoman Mandy Minella a converti sa célébrité en voix électorales. Portrait d’une probable future députée

Le système du panachage a toujours favorisé la montée de sportifs dans l’arène politique : des joueurs olympiques Josy Barthel (nommé ministre en 1977), Colette Flesch (élue députée en 1968), Nancy Kemp-Arendt (1996) et Norbert Hauptert (1999) aux anciens joueurs nationaux de foot Camille Dimmer (1984) et Jeannot Krecké (1989). En 2023, les libéraux étaient les seuls à continuer à miser sur les stars locales, en présentant deux sportifs de haut niveau sur leurs listes : Mandy Minella et Raphaël Stacchiotti. Le programme du DP a enveloppé cet opportunisme électoral d’une phraséologie néo-libérale : le sport de compétition comme expression du « Leistungswillen » et de la « Leistungsfähigkeit » d’une société. La stratégie s’est avérée gagnante pour le DP, et pour Mandy Minella. Le soir des élections, elle faisait un barbecue chez elle, dans la commune de Reckange-sur-Mess. Surprise, voire anxieuse, la tennismwoman de 37 ans découvre qu’elle se place sixième sur la liste du DP, c’est-à-dire en rang utile. Si le DP nomme deux de ses élus sudistes comme ministres (ce qui paraît probable), Minella va monter à la Chambre des députés,

Cela faisait une année qu’elle en parlait avec Claude Lamberty, le (désormais ex-)député libéral et président de la Fédération luxembourgeoise de tennis (FLT), mais elle ne se serait décidée qu’en juin à se porter candidate. Mandy Minella est habituée aux exercices médiatiques depuis son adolescence. Au journaliste, elle sert un discours politique ready-made. Elle partagerait « les mêmes valeurs » que le DP qui serait un parti « vun der Mëtt » et mènerait une politique « no beim Mënsch ». Elle devient plus passionnée, quand elle évoque son engagement pour le sport, « c’est le sujet pour lequel je brûle ». Le manque de mouvements des enfants la préoccupe, « dans une génération nous risquons d’avoir de vrais, vrais problèmes de santé ». Elle propose entre autres d’améliorer la collaboration entre maisons-relais et clubs sportifs, ainsi que d’inciter les communes à se doter d’un « coordinateur sportif ». (Financé à moitié par l’État, celui-ci est censé « favoriser l’intégration de l’activité physique dans le cadre du programme journalier des enfants ».) Pour le reste, Mandy Minella s’affiche comme fan de Claude Meisch. Elle voit ainsi dans l’alphabétisation en français « une bonne solution » pour une population scolaire diversifiée.

Les liens entre le milieu tennistique et le DP sont anciens et apparents. Avant Claude Lamberty, le maire libéral de la capitale Paul Helminger présidait déjà la FLT. Kik Schneider, une des éminences grises du parti, se retrouve à la tête du club sélect des Arquebusiers (la « Schéiss »). Avant Mandy Minella, la tennismwoman Anne Kremer s’était déjà portée candidate sur les listes du DP. La 18^e joueuse mondiale (en 2002) finit 15^e dans la circonscription Centre (en 2009). Et puis il y a le Spora, lieu de sociabilité du Tout-Luxembourg depuis les seventies. En 1967, une demi-douzaine de « tontons fondateurs » et fétards érigèrent, en plein milieu du Bambësch, un club house, des courts de tennis et, en 1984, un grand hall *indoor*. (Vue d’aujourd’hui, cette construction couverte en pleine forêt communale paraît extravagante ; elle fut rendue possible par le Conseil d’État qui annula les refus ministériels.)

Le club house allait vite devenir *the place to be* des élites libérales dans les années 1970 et 1980. « Le Spora regroupait beaucoup de ces jeunes loups du commerce, de la banque et de l’industrie », notait André Wengler en 1991 dans le magazine *Forum*. La jeune joueuse Anne Brasseur s’y activa et fut rapidement repérée par Lydie Polfer. Dans une plaquette parue pour le quarantième anniversaire du club, Brasseur encensera « cette ambiance Tennis Spora ». Le bistrotier bon-vivant Zapp Mertes était l’âme du club, il était également un pilier du Stater DP. Candidat (malheureux) aux législatives, il siégera pour le parti libéral dans la commission consultative des sports de la Ville de Luxembourg. En 1990, « Zapp » reprend le restaurant de la Badanstalt communale. Il meurt en mars 2020, une des premières victimes luxembourgeoises du Covid-19.

La liste des présidents du Tennis Club Spora se lit comme un *who’s who* du monde patronal : un industriel, à l’époque président de la Fedil (Charles Krombach), un manager de fonds, qui deviendra président de l’Alfi (Jean-Marc Goy), un PDG de la construction, conseiller communal à Bridel (Patrick Neuman). Le monde du tennis reste dominé par les deux clubs de la capitale : le Spora et les Arquebusiers. Revenant sur ses débuts dans le tennis, André Wengler décrit le « monde assez clos » qui était celui de la « Schéiss » à la fin des fifties : « Qui étions-nous, ces rares jeunes à taper des heures durant sur la petite balle blanche ?

Les liens entre le milieu tennistique et le DP sont anciens et apparents

Certainement pour la plupart des privilégiés, fils de bourgeois aisés ». Au fil des décennies, le sport s’est popularisé, grâce aux retransmissions télévisuelles (surtout l’époque Becker/Graf au Luxembourg). Une récente étude empirique témoigne d’« une démocratisation » de la pratique du tennis en France, mais qui resterait « incomplète ». Sur les 5 293 joueuses interrogées par la sociologue sportive Marine Fontaine, soixante pour cent étaient issues des classes moyennes, 21 pour cent des classes populaires et 19 pour cent des classes favorisées.

Ni Gilles Muller ni Mandy Minella ne sont nés avec une cuillère d’argent dans la bouche. Le père du Schiffangeois travaillait comme facteur, sa mère comme employée des postes. La mère de l’Eschoise tenait un magasin vestimentaire, le Gio’ Uomo, à deux pas de l’Uelzechstrooss (qu’elle a vendu peu avant la pandémie). Fille unique, Minella a grandi à Lallange. Depuis sa maison natale, dit-elle, on peut voir la « Schmelz » de Belval, où son père travaillait, d’abord comme serrurier, puis à l’infirmierie.

À cinq ans, son instructeur de tennis remarque qu’elle a du talent, « une bonne coordination œil-main ». À quinze ans, Mandy Minella quitte le foyer parental pour s’installer dans la banlieue parisienne, à Montreuil, où une nouvelle académie de tennis vient d’ouvrir. L’ado vit dans une famille d’accueil, « à six sur 45 mètres carrés, sous les combles ». (Cela ne l’aurait pas gênée, « je savais ce que je voulais », dit-elle.) Plus

tard, sa mère lui avouera avoir pleuré pendant tout le chemin de retour au Luxembourg, après avoir découvert ses conditions de vie parisiennes. À plusieurs reprises lors de l’interview, Mandy Minella évoque les « sacrifices » financiers consentis par ses parents, « si hunn sech gestreckt fir mäin Tennis ». Les observateurs tennistiques estiment que Minella ne disposait pas des avantages naturels de son contemporain Gilles Muller, qui est grand, gaucher et a « un service qui claque ». Mais elle comptait pour très disciplinée et appliquée, « une bosseuse ». Elle n’a jamais percé dans le top 50, son meilleur classement, elle l’atteint en 2012 : 66^e position. (Gilles Muller atteint son sommet en 2017 : la 21^e place mondiale.)

Minella décrit une journée typique d’entraînement : « À huit heures du matin j’allais au warm-up, suivi de deux heures de tennis et d’une heure de condi’[tioning], puis pause déjeuner, deux heures de tennis, une autre heure de condi’, et enfin la récup’ avec les kinés. » Alimentation saine, un minimum d’alcool, un maximum de sommeil : « Je n’ai jamais connu la vie étudiante, où on passe d’une fête à une autre ». Elle aurait constamment vécu sous pression : « Et muss ee sech all Woch erëm bewiesen... A meeschens verléiert een erëm... Et muss een andauernd liwweren. » Une vie sous adrénaline. « Wann ee grad op *best ranking* ass a gutt Resultater mécht, ass et wéi wann ee geif fléien. » Mais il y a également les inévitables et nombreuses défaites, et leurs lendemains : « Do kann een sech och ausserhalb vum Tennis extrem erofzéien, mental. Do kënnt ee scho a Sphären, wou een net geduecht hätt, dat ee kënnt kommen... »

La récente biographie sur Gilles Muller, rédigée par Christophe Nadin (pour la version française) et David Thinnes (pour la version allemande), donne un aperçu du quotidien peu glorieux du circuit professionnel. À l’ombre des stars de la raquette, c’est le règne de la débrouille. Pour monter dans le classement, les petits pros passent l’année à « chasser les points » aux quatre coins du globe. « J’ai vu un garçon perdre un quart de finale un jeudi à Sofia et disputer les qualifications à Memphis le samedi », raconte

Muller. Minella estime avoir passé en moyenne 35 semaines par an sur le circuit, c’est-à-dire des centaines d’heures en avion, sautant entre les continents et les fuseaux horaires. À l’inverse des joueurs qui ont une fédération majeure et des sponsors puissants dans le dos, Muller et Minella se déplacent sans entourage. (Durant les trois premières années, Minella voyage même sans entraîneur.)

Ce n’est que vers 2010, une décennie après avoir quitté son foyer familial, qu’elle commence à gagner plus sur le circuit que les frais de déplacement qu’elle y laisse. À la même période, Minella se met en couple avec Tim Sommer, un entraîneur allemand qui va rapidement devenir le sien. À partir de 2012, les deux voyageront ensemble d’un tournoi à l’autre. Peu de temps après, Minella perce dans le top 100. Sur l’ensemble de sa carrière, elle aura récolté 2,18 millions en « prize money » aux grands tournois. Une somme dont il faut déduire les honoraires des entraîneurs, les tickets d’avion, les nuitées d’hôtel, sans oublier les impôts.

Les joueurs luxembourgeois sont structurellement désavantagés par rapport à leurs concurrents des grands pays. Les sponsors locaux sont rares, et leurs poches peu profondes. Quant aux multinationales du luxe, qui financent les stars internationales, le marché luxembourgeois leur paraît trop insignifiant. Minella a tout de même réussi à signer l’un ou l’autre contrat. Luxaviation lui offrait trois vols gratuits par an, dont elle profitait pour se rendre à des tournois à Bakou et Tachkent. Mercedes-Benz lui mettait à disposition une grande berline. En contrepartie, elle apparaissait à des événements *corporate*, et mentionnait ses sponsors sur les réseaux sociaux. Minella entama également une collaboration avec la chaîne Fischer qui lança un sandwich à son nom, dont elle faisait la promotion. (Le sandwich était supposé avoir un « goût méditerranéen » ; il était composé de viande de bœuf, de courgettes à huile d’olive, de tomates, de roquette et de pignons).

Dans ce qui est probablement le plus beau passage de la biographie, Christophe Nadin relate le duel

entre Rafael Nadal et Gilles Muller en 2017 à Wimbledon : « Le duel s’enfonçait tout doucement dans l’obscurité londonienne. Et là, une étrange pensée traverse l’esprit de Gilles Muller : ‘Je me suis demandé où j’allais manger ce soir, car les restaurants ferment tôt’ ». Mandy Minella connaît ce genre de situations. Pendant les matches, il lui arrivait souvent de chanter dans sa tête. Elle dessinait également, de la pointe des pieds, des figures géométriques sur la terre battue. « Mir Tennis-Sportler, mir hunn immens vill Ticker. Mir si superstitiéis. Ech mengen, dat ass déi eenzeg Sécherheet, déi mir hunn an enger Welt, wou mir näischt selwer kënnen bestëmmen. » Bien que l’adversaire soit distant de plus de vingt mètres, il s’agirait d’un « vrai combat », rappelle-t-elle : « D’Leit kréien de Kampf net mat, deen ee matt dem aneren huet. Kleng Gester, e kleng ‘come on’ zum falsche Moment. Do ginn et scho Provokatiounen... »

Pour jouer à un très haut niveau, il faudrait avoir une certaine mentalité compétitive, et se montrer impitoyable sur le terrain : « Wann een um Bueden läit, nach eng Kéier drop trëppelen, fir sécher ze goen, dat en net méi opsteet. » Or, elle reconnaît que face au top 20, elle n’aurait pas toujours fait preuve de « la confiance nécessaire ». Une sorte de complexe luxembourgeois. Les meilleures joueuses au monde seraient « vu Kand op gestriit ginn », leur ambition et arrogance systématiquement nourries. « Hei kritt ee gesot : ‘Fir Lëtzebuerg ass dat net schlecht’. Et gëtt een vu vir un excuséiert ».

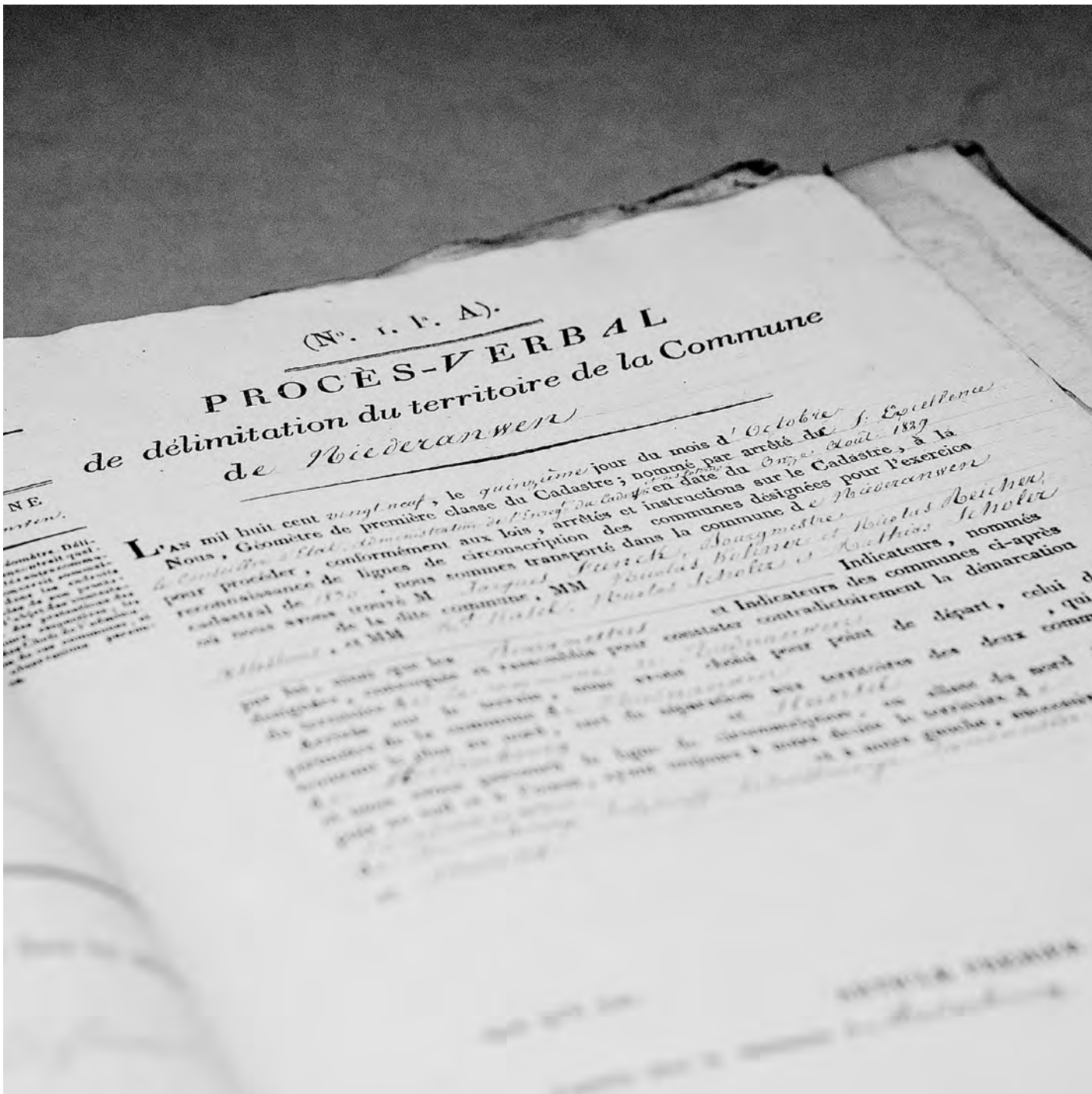
Mandy Minella atteint sa meilleure forme tennistique vers la fin de sa carrière. Au début de l’année 2016, la trentenaire se retrouvait reléguée à la 180^e place du classement. Elle se sent « simplement fatiguée ». Avec son mari, elle décide qu’une fois le tournoi de Wimbledon passé, elle tirera un trait sur sa carrière. Paradoxalement, après avoir fait ce choix, elle se met à jouer son « meilleur tennis ». Minella gagne un titre en Croatie et un autre dans l’Arizona, et réintègre le top 100. Rétrospectivement, la joueuse pense que la décision de quitter le circuit avait enlevé un fardeau énorme de ses épaules. Elle aurait réalisé à ce moment-là qu’elle était libre d’arrêter à tout moment. Du coup, elle continue.

Début 2017, elle tombe enceinte. Trois mois après avoir accouché de sa première fille, elle réintègre le circuit, avec son mari et le bébé. « Es ist logistisch schwierig, die Nächte sind anders. Aber es ist eine freie Entscheidung. Niederlagen sind leichter hinzunehmen, wenn man vom Platz kommt und die Kleine ist da. Das ist anders, als gefrustet im Hotelzimmer zu sitzen », explique alors son époux à la *Süddeutsche*. En juin 2022, Mandy Minella annonce finalement se retirer du circuit professionnel. L’année précédente, elle avait déclaré au *Quotidien* : « Honnêtement, ça devient vraiment dur de bouger tout le temps », et de rappeler que sa fille aînée allait bientôt entrer à l’école précoce. « Je voulais qu’elles vivent leur vie, pas la mienne », dit-elle au *Land* à propos de ses deux filles. Comme la plupart des anciens professionnels du tennis, elle se reconverit dans le milieu du sport. Elle travaille à mi-temps au Sportlycée, où elle assure le suivi administratif des « ARS » (« absences pour raisons sportives »), et à mi-temps comme indépendante, jouant des exhibitions et interclubs les week-ends. En parallèle, elle entraîne Marie Weckerle, jeune espoir féminin du tennis luxembourgeois.

Mandy Minella a réussi à monnayer sa renommée sportive en capital politique, une année à peine après avoir arrêté le tennis professionnel. Son bon score aux législatives n’allait pas de soi. Les élections de 2009 étaient les dernières où les partis politiques, toutes couleurs confondues, avaient massivement mobilisé des sportifs sur leurs listes. Ce fut la bérézina : ni le cycliste Benoît Joachim, ni la marathonnienne Pascale Schmoetten, ni le nageur Luc Decker, ni la pongiste Carine Risch, ni le footballeur Patrick Morocutti ne réussirent à se faire élire. (Seule la karatéka Tessy Scholtes se classa en rang utile pour être repêchée au Parlement par le CSV.) Les partis gardent pourtant un pied dans les milieux sportifs. C’est dominant-donnant : les politiciens comptent sur des voix, les fédérations sur des contacts. Stéphanie Empain a remplacé Claude Haagen à la présidence de la fédération d’athlétisme. Nancy Kemp-Arendt porte le titre de « présidente honoraire » de la fédération « de natation et de sauvetage », Sven Clement celui de vice-président de la fédération de volleyball. Le père de Carole Hartmann est à la tête de la fédération de tennis de table, sport que sa fille a pratiqué comme cadre nationale. Quant à Xavier Bettel, il présidait un moment la Fédération luxembourgeoise de tir aux armes sportives. ●



Mandy Minella, ce mardi



Leudelange et Niederanven en appel

Ce jeudi, la Cour administrative a fixé au 11 janvier les plaidoiries dans deux affaires opposant Leudelange et Niederanven (photo : sb) contre le ministère de l'Intérieur et l'Administration des contributions directes. Les deux communes contestent l'application de la réforme communale menée par Dan Kersch (LSAP) en 2016. La loi visant à mieux répartir les recettes de l'Impôt communal commercial (ICC) sur l'ensemble du territoire a sapé les ressources de ces deux municipalités accueillant nombre d'entreprises. En vertu de la loi du 14 décembre 2016, les recettes de l'ICC sont collectées dans le Fonds de dotation globale des communes (FDGC) puis réparties selon des critères incitatifs comme le nombre de logements sociaux

Leudelange et Niederanven visent ici des décisions du fisc pour l'année 2020. Leudelange a levé cette année-là 25 millions d'euros de rentrées fiscales via l'ICC. La commune aux trois zones d'activités économiques a récupéré 8,7 millions du FDGC et 1,2 million par décision ministérielle. L'ICC levé à Niederanven a atteint 44,9 millions d'euros. La commune a touché 21 millions d'euros. Le 27 juin dernier, le tribunal administratif a débouté les deux communes.

En 2020, Leudelange avait testé (à ses dépens) devant la Cour constitutionnelle la conformité de la loi Kersch au texte suprême. pso

... bin ich um den Schlaf gebracht



L'ambassadeur français à Berlin entre 1999 et 2007, Claude Martin, a pondu plus de 900 pages sur les relations

franco-allemandes sous le titre (emprunté au poète Heine) *Quand je pense à l'Allemagne, la nuit*. Ce lundi, l'ancien diplomate était l'invité de l'Institut Pierre Werner pour présenter cet ouvrage. Il a probablement voulu flatter son audience (grisonnante) lorsqu'il loua, vers la fin de la conférence, le Luxembourg comme « trait d'union » et « cheville ouvrière entre la France et l'Allemagne ». Or, les Premiers ministres luxembourgeois sont quasi absents de ses mémoires. Au détour d'une phrase, Jean-Claude Juncker et Pierre Werner sont furtivement cités. Gaston Thorn, lui, fait une brève apparition à la page 299.

Cela se passe à l'automne 1984, lorsque le Luxembourgeois finit son mandat de président de la Commission européen : « J'avais gardé des réunions européennes dans lesquelles je l'avais rencontré dans ses fonctions précédentes le souvenir d'un esprit joyeux, subtil et facétieux. Je retrouvai un homme amer, et usé. » Lors de l'entrevue, Thorn se serait surtout plaint : L'Angleterre de Thatcher voudrait « déréglémenter l'économie européenne [...] en d'autres termes, défaire ce que nous avons eu tant de mal à construire, depuis trente ans ». Selon les mémoires (rédigées presque quarante ans après les faits), l'ancien Premier libéral se serait dit « content de passer la main », avouant à demi-mot être dépassé par la tâche : « La Commission est un

lourd vaisseau. » Martin décrit l'impression que lui a laissé Thorn au Berlaymont : « Il était de petite taille, et paraissait lui-même perdu dans l'immensité de ce bâtiment aux couloirs sans fin ». Puis de commenter : « Le Luxembourg, malgré sa petite taille, avait toujours été un élément important dans l'Europe des Six, et un maillon précieux de la relation entre la France et l'Allemagne, dont il conjuguaient les deux cultures. Le passage à une relation désormais triangulaire entre Paris, Bonn et Londres, l'avait désorienté. »

Claude Martin (photo : Institut Pierre Werner) donne à voir les coulisses de la politique internationale : Il relate ses conversations avec Merkel, Chirac, Sarkozy. Son témoignage, forcément subjectif, est truffé d'indiscrétions et d'anecdotes. (Les plus croustillantes mettent en scène Douste-Blazy trébuchant sur son propre égo à Bayreuth.) Martin s'affiche comme gaulliste pro-européen. Il dit son admiration pour Jacques Chirac, par exemple lorsqu'il évoque son opposition à la guerre en Iraq : « J'étais fier de mon pays. [...] Il était l'intelligence contre la force. Quelque chose de l'enseignement du Général de Gaulle guidait encore nos pas » (p.726). Il revient longuement sur l'improbable *bromance* entre Chirac et Schröder, le dernier « couple » franco-allemand fonctionnel en date, après ceux formés par De Gaulle et Adenauer, Giscard et

Schmidt et Mitterrand et Kohl. À lire les mémoires de l'ancien ambassadeur, on se rend compte que le Luxembourg comme intermédiaire (ou *go-between*) ne joue quasiment aucun rôle dans ces rapprochements, à l'inverse de la légende locale alimentée par la presse et l'historiographie officielle.

Martin ne cache par contre pas un certain dédain vis-à-vis de Nicolas Sarkozy qui privilégiait Washington à Berlin, sans réussir pour autant à établir une relation de confiance avec Obama qui lui préférerait Merkel. « Nicolas Sarkozy avait visiblement du mal à s'entendre avec des interlocuteurs d'outre-Rhin, y compris ceux qui auraient dû être, politiquement, ses 'amis', note Martin (p.825). « Il y avait heureusement une exception. Friedrich Merz, qui n'était plus qu'un fantôme dans le système merkelien, mais gardait de l'influence au sein du CDU, lui restait sympathique, ils se voyaient régulièrement. » Sous François Hollande, on aurait senti que le couple franco-allemand n'existait plus, la France ayant décroché économiquement, expliquait Martin ce lundi. Quant à Emmanuel Macron, ses discours européens seraient « trop compliqués » : « C'est bien pour Arte, mais ce n'est pas compris [par les Allemands] ». Berlin se soucierait surtout de l'équilibre budgétaire de la France, et interpréterait les allocutions de Macron comme typiques des « intellectuels français ».

Martin n'est pas un fan de l'élargissement de l'UE. Il reste nostalgique de l'Europe à Neuf, voire à Six. Ce lundi, il idéalisait la complicité et l'amitié de cette « communauté de destin » : « Ils étaient réunis dans une pièce grande comme un mouchoir de poche. Chacun retirait ses chaussures pour être à l'aise, tout le monde parlait français ». Cette proximité se serait perdue : « Comment faire pour que les 27 soient là au même moment ? Certains arrivent quand les autres partent. À 27 on ne peut pas être ensemble autour d'une table, sauf pour une photo. C'est un problème physique, il n'y a pas d'échange. Les sommets, ce sont des exercices d'affichage. »

Devant le public luxembourgeois, Martin a plaidé pour « retrouver un dialogue » avec la Russie et « ne pas rester à la confrontation éternellement ». Or, il s'est montré pessimiste quant à la faisabilité d'une politique étrangère commune : « On arrive à deux choses : des déclarations insipides et des sanctions. On condamne, on se préoccupe... » Il croit encore moins à la perspective d'une armée européenne : « La Bundeswehr se sent très à l'aise dans l'alliance atlantique », à l'ombre du grand allié américain. Et de rappeler les échecs de la brigade franco-allemande qui n'aurait jamais été une priorité à Berlin : « Il n'y a pas d'appétit, pas d'élan sentimental. Il n'y a même pas d'effort pour que les soldats français et allemands mangent ensemble. » bt

An Luxemburgs Wesen...

Le *Handelsblatt* fait l'apologie du système de l'indexation automatique des salaires. Dans un article paru ce mercredi le quotidien de Düsseldorf rappelle que de nombreux pays industrialisés connaissent un tel mécanisme, appelé Cola (pour « Cost-of-living adjustment ») aux États-Unis ou Scala Mobile (« escalator ») en Italie, mais abolis à partir des années 1980. « Italien verzichtete vor dem Beitritt zur Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion 1990 auf seine Scala Mobile. In Spanien erhielten laut Arbeitsministerium 2021 nur noch 16 Prozent der Arbeitnehmer Indexlöhne. In den USA war bereits 1995 der Anteil der Arbeitnehmer, die COLA genossen, auf 22 Prozent gefallen ». Avec son attachement à l'index, le Luxembourg faisait donc figure de passiste. Seulement voilà, pour revenir à la mode, il suffit d'attendre. « Eine breitere Rückkehr der einst verfesten Index- oder Cola-Regeln könnte bevorstehen », se fait citer Stan de Spiegelaere de l'université de Gand. Et veut pour indice de cette « renaissance » la victoire des travailleurs automobiles américains. Au bout de six semaines de grèves, les Unites Autoworkers viennent d'obtenir une augmentation des paies spectaculaire (25 pour cent sur quatre ans), couplée à une réinstauration de la Cola, l'index américain. bt

Crise communicative

France Clarinval

**Le secteur de la communication est inquiet pour son avenir.
Ses représentants dénoncent des pratiques contestables et préjudiciables**

C'est assez rare pour être souligné : Pour la première fois, la MarkCom, association des agences de conseil en marketing et communication, et Design Luxembourg, fédération des designers du pays, s'allient. Elles signent ensemble une lettre ouverte pour provoquer une prise de conscience sur ce qu'elles nomment « la crise silencieuse » de leur secteur. Il est difficile d'en évaluer le périmètre pour bien cerner les enjeux. L'association des agences en communication compte une trentaine de membres, dont les plus importantes du pays. Design Luxembourg comprend environ 80 entités, beaucoup sont des indépendants. Ensemble, ils représentent quelque 700 personnes. Une petite portion du secteur puisque selon les chiffres du Stateg, le Luxembourg comptait en 2020 (derniers chiffres assez détaillés disponibles), 416 agences de publicité et 165 en design et communication visuelle. Une bonne moitié de ces entreprises n'affiche aucun salarié et seulement quatre d'entre elles en ont plus de cinquante. « C'est donc un domaine très morcelé, avec des structures peu comparables entre elles et beaucoup de toutes petites entités qui sont de plus en plus livrées à elles-mêmes », relève Thomas Tomschak, président de Design Luxembourg.

« Il est aujourd'hui beaucoup question de crises dans des domaines tels que la construction ou l'immobilier. Cependant, le secteur de la communication, vital pour notre économie, est actuellement confronté à des défis majeurs... », commence la missive. Ce qu'André Hesse, président de la MarkCom, confirme lors de notre entretien : « Après avoir surmonté difficilement la période du Covid, certaines agences ne se voient plus comme économiquement stables d'ici l'année prochaine. Le risque de faillite est de plus en plus grand dans le secteur. » La faillite de A3Com en août (qui avait, notamment, créé l'identité visuelle des produits des Moulins de Kleinbettingen) et la liquidation de Farvest (et avec elle l'arrêt d'événements comme le Gala Marketers ou l'ICT Spring) ne seraient que les prémices de secousses plus importantes. « Il faut veiller à renforcer le secteur car beaucoup d'autres emplois en découlent dans l'imprimerie, les médias, l'informatique... Une étude européenne de Deloitte calcule que chaque euro investi en publicité génère un effet multiplicateur de sept euros sur le Produit intérieur brut », ajoute-t-il. Autre indicateur, le niveau des investissements publicitaires, calculé par la fédération Espace Pub (qui rassemble nombre de régies média) et la société Nielsen. En 2022, 130 millions d'euros ont été investis dans la presse quotidienne, hebdomadaire et périodique, en radio, en TV, sur Internet (hors réseaux sociaux), en affichage et au cinéma. C'est plus qu'en 2021 (125 millions d'euros), mais pas encore un retour au niveau d'avant Covid, 159 millions en 2019.

La morosité ambiante face aux crises que l'on sait (géopolitique, écologique, économique), n'explique qu'en partie l'inquiétude palpable chez les dirigeants d'agences de communication et autres studios graphiques luxembourgeois. « Quand une entreprise doit faire des économies, la communication est un des premiers budgets qui saute ou sur lequel on dépense moins », analyse Jérôme Rudoni, fondateur de *adada.lu* un site spécialisé qui suit l'actualité de la publicité, du design et des médias au Luxembourg. Il ajoute un changement de paradigme avec la digitalisation croissante du métier : « Les budgets communication ont glissé vers le digital. En même temps, les médias sociaux nécessitent de créer beaucoup de contenu qui change régulièrement. » Les agences ont ainsi fait face à des investissements massifs dans des compétences spécialisées, de la formation et dans des outils technologiques de pointe. « Ces investissements, bien que cruciaux pour offrir des solutions innovantes, ne sont pas toujours valorisés dans le tarif des prestations alors qu'ils devraient logiquement renforcer la valeur du conseil », regrette André Hesse. Il note aussi que les indexations salariales n'ont pas pu être totalement reportées sur les tarifs appliqués aux clients.

Les associations professionnelles dénoncent surtout « des pratiques de plus en plus contestables » qui minent la rentabilité des agences. Elles pointent la multiplication des concours (ou « pitches ») non rémunérés, accueillant un trop grand nombre de participants et avec des critères d'évaluation difficiles à cerner. « Faire plancher parfois dix agences sur des projets dont les budgets sont limités et où les cahiers des charges restent imprécis est un manque de respect et un manque de connaissance de la réalité de nos métiers », martèle André Hesse. Il propose une analogie : « C'est comme si on allait manger dans plusieurs restaurants pour les tester et qu'on ne paye que dans celui qu'on a préféré. » Une enquête de la MarkCom auprès de ses membres estime qu'une agence subit en moyenne 70 000 euros de perte par an à cause de ce travail fourni et non facturé. « Les agences devraient toucher une rémunération qui couvre au moins leurs frais, c'est-à-dire à trente pour cent du tarif normal appliqué pour les heures prestées ». De son côté, Thomas Tomschak calcule que la participation à un pitch représente un investissement moyen de 200 heures. « Le travail non rémunéré serait-il devenu la norme ? », interroge-t-il. Le président de Design Luxembourg invoque une « crise de sens » qui incite les directeurs de marketing ou de communication à demander un travail approfondi en matière de conseil en stratégie, de conception et de création à un grand nombre d'interlocuteurs. « Ils ne savent plus vraiment qui ils sont, où ils vont, ce qu'ils doivent dire. Ils espèrent qu'on fera le boulot à leur place. »

Le phénomène n'est pas nouveau. On se souvient que, dès 2005, Tom Gloesener, alors président de Design Luxembourg, avait ini-



« Les directeurs marketing, nos clients, ne savent plus vraiment qui ils sont, où ils vont, ce qu'ils doivent dire. Ils espèrent qu'on fera le boulot à leur place. »

Thomas Tomschak, Design Luxembourg

tié des rendez-vous auprès du ministre de l'Économie de l'époque, Jeannot Krecké (LSAP), pour mettre en place un cadre légal définissant les grandes lignes en matière de relation entre les annonceurs et les agences. « Depuis que je travaille dans le domaine, j'entends parler de cette problématique des concours non rémunérés. Certains disent qu'il faut les boycotter mais peu d'agences peuvent se permettre de ne pas répondre aux appels d'offre car elles ont peur d'être blacklistées et savent que d'autres continueront à participer », ajoute le fondateur d'*adada*. Ce qui est nouveau en revanche et mobilise les professionnels aujourd'hui, c'est une tendance à la volatilité, à changer d'agence pour chaque nouveau projet et à lancer des concours « pour tout et n'importe quoi, avec trop d'agences, pour des projets parfois insignifiants en termes stratégiques, créatifs et financiers. Les responsables marketing ont peur de s'engager, peur de faire des mauvais choix ». « On ne peut pas savoir à l'avance si le choix est bon. La communication c'est toujours un pari, pas une assurance », ponctue Thomas Tomschak. Il considère qu'en ces temps « d'infobésité », où tout est noyé dans un fil continu d'images, il est indispensable de mettre en œuvre des créations pertinentes et réfléchies pour les clients. Les associations appellent de leurs vœux à revenir à des partenariats sur des termes plus longs. « Quand on travaille pendant plusieurs années pour un client, il y a une relation de confiance mutuelle qui se développe. On connaît son secteur, ses besoins, ses clients, ses concurrents. On a un historique de ce qui a été réalisé. On donne un maximum pour lui et les campagnes sont plus efficaces », argue André Hesse. Il pense que tout le monde y perd en changeant trop souvent de partenaires.

Un autre sujet de préoccupation est la propension de certaines institutions, y compris celles financées par l'État, de favoriser les agences étrangères. « Les agences locales, qui contribuent à l'économie luxembourgeoise et donc indirectement au financement de ces mêmes institutions, se retrouvent écartées. Ce paradoxe est non seulement préjudiciable à l'économie locale, mais il est aussi contraire à une logique de soutien au savoir-faire des agences qui opèrent sur le territoire luxembourgeois », lit-on dans la lettre ouverte. Ainsi, le *rebranding* de la Philharmonie a été confiée aux Londoniens de NB Studio qui ont remporté le marché face à une entité luxembourgeoise. « Nous participons aussi à des appels internationaux et on est fiers quand on gagne. On ne va donc pas interdire l'accès aux agences étrangères ici. Mais il faut s'assurer que les locaux soient aussi appelés », intime la MarkCom.

L'association a édité en 2019 un guide de bonnes pratiques à destination des annonceurs. « Nous espérons qu'elles deviennent des lignes de conduite distribuées dans les ministères et institutions publiques. À eux de montrer l'exemple au secteur privé », enjoint son président. Analyse du marché en fonction des projets à réaliser (taille de l'agence, clients similaires, références, expertise technique...), recommandations, rencontres prospectives, *benchmarks* devraient déjà limiter le nombre d'agences à qui l'on adresse un concours, si un concours s'impose par la taille du projet ou les contraintes légales. Établir un cahier des charges précis (avec des objectifs, des délais, des critères de sélection), définir un budget et un cadre stratégique aux pitches, organiser un briefing doivent ensuite s'imposer, de même que la rétribution des candidats non retenus.

Chez nos voisins français, les principales organisations représentatives des agences de communication ont créé, en 2014, « La belle compétition », une charte visant à créer un cadre vertueux pour les appels d'offres d'agences, fondé sur la transparence, la responsabilité et la sincérité. Côté belge, l'Union belge des annonceurs a signé une charte en 2019 avec l'Association des entreprises de communication et le United media agencies. Dans une perspective d'autorégulation, le texte vise à optimiser l'organisation des sélection d'agences pour que toutes les parties gagnent en efficacité. Côté annonceurs, la charte donne les règles de base relatives au nombre d'agences, au briefing, au timing, au remboursement des frais, à l'évaluation, aux droits d'auteur. Côté agences, elle détaille les engagements en termes de transparence, de responsabilité et d'équité. En l'absence d'une fédération rassemblant les annonceurs au Luxembourg, il faut compter sur la pédagogie, l'éducation et le lobbying. ●

ZU GAST

Bitte Einsteigen

Der Fracht- und Verkehrssektor ist der einzige Bereich, in dem die Emissionen in Europa noch ansteigen. Bis Hydrogen- oder gar elektrische Flugzeuge durch den Himmel ziehen, dauert es noch. Mehr Verkehr auf Schienen, statt auf Straßen und an Flughäfen ist deshalb ein elementarer Teil der Verkehrswende. Die EU-Kommission hat dies erkannt und versucht, den Ausbau und die Verbesserung des Zugverkehrs zu unterstützen. 2021 wurde zum europäischen Jahr der Schiene erklärt, ein Aktionsplan veröffentlicht.

Tilly Metz ist EU-Abgeordnete für Déi Gréng

Über 200 000 Kilometer Schiene gibt es bereits in der EU. Nur sieben Prozent des Zugverkehrs ist jedoch grenzüberschreitend. Flugzeug und Auto bleiben die bevorzugten Optionen für Urlaubs- und Dienstreisen. Eine europäische Umfrage von 2021 ergab, dass 45 Prozent der Befragten noch nie mit der Bahn über eine Grenze gefahren sind. Zwei Drittel äußerten jedoch Interesse daran. Wieso das Zögern?

Viele Reisende sind grundsätzlich bereit, auf den Zug als nachhaltige Alternative zu setzen. Verglichen mit dem Flugzeug spart man bei Zugreisen immerhin bis zu 90 Prozent an Emissionen ein. Doch internationale Züge bleiben oft teurer und umständlicher als andere Verkehrsmittel.

Passagiere erwarten nahtlose und pünktliche Zugverbindungen, die eine sorglose und gemütliche Reise garantieren. Auch im Bereich Güterverkehr gibt es hohe Erwartungen: ein verlässliches Netzwerk durch ganz Europa, mit interoperablen Infrastrukturen und einer klaren und fairen Koordination des Frachtverkehrs, mit wettbewerbsfähigen Preisen und Transportgeschwindigkeiten.

Die Realität sieht leider anders aus. Schienennetze sind überlastet und Züge vielerorts unpünktlich, was zu verpassten Anschlüssen führt. Beim Buchen von Reisen, an denen mehrere Unternehmen beteiligt sind, muss man viel Geduld und Savoir-faire mitbringen, um den besten Preis und die richtigen Verbindungen zu ergattern, für Erstattungsanträge bei Verspätungen oder Ausfällen erst recht. Hinzu kommen unattraktive Preise. Während die Bahn mit Steuern, Umweltauflagen und Nutzungsgebühren rechnen muss, bleiben andere Verkehrsmittel von solchen Pflichten teils verschont. Ein frappantes Beispiel: Kerosin, der Brennstoff, mit dem Flugzeuge angetrieben werden, wird nicht besteuert, eine wettbewerbsverzerrende Anomalie, die Billigflüge indirekt fördert. Die Einnahmen einer Kerosinsteuer, sogar einer minimalen, könnten zum Ausbau der Bahn genutzt werden.

Über die Finanzierungsfrage hinaus, muss die EU vor allem mit konkreten Vorschlägen zur Verbesserung des internationalen Zugverkehrs kommen: Nur vertiefte Zusammenarbeit kann den derzeitigen Flickenteppich nationaler Netze zu einem europäischen Netz verbinden.

Die Zuweisung von Schienenkapazitäten, erfolgt zum Beispiel jährlich, manuell und vor allem national – ein System, das einem effizienten EU-Verkehr nicht gerecht werden kann. Neue Regelungen könnten für Flexibilität sorgen, indem Fahrbahnen auch kurzfristig vergeben werden, wodurch sichergestellt wird, dass keine Spur ungenutzt bleibt.

Notwendig ist auch ein klares Bekenntnis zum Nachtzug. Zwischen 2001 und 2019 wurde die Zahl der Nachtzüge um 65 Prozent reduziert, erst in den letzten Jahren kam es wieder zu einem Ausbau. Wenige Menschen sind bereit, einen ganzen Tag auf Reisen zu verbringen. Günstige Nachtzüge wären für viele eine realistische Alternative.

Es ist Zeit, auf den Zug aufzuspringen und den Schienenverkehr als Rückgrat eines umweltfreundlichen Europas zu stärken. Mit der richtigen Weichenstellung können grenzüberschreitende Reisen in Zukunft nicht nur komfortabel und zuverlässig, sondern auch nachhaltig sind. ● Tilly Metz

D’GEDICHT VUN DER WOCH



Den Dénnen an den Décken

Jacques Drescher

Den Dénnen an den Décken,
Déi sinn elo déck Frënn.
De Bloen ass deen Décken,
De Schwaarzen ass méi dénn.

Den Décke seet zum Dénnen:
Mir loossen d’Kierch am Duerf.
An dofir kritt den Décken
Vum Dénnen och kee Kuerf.

Den Dénne seet zum Décken:
Mir schwätze konstruktiv.
Den Décke kuckt den Dénnen
Trotzdeem e bësse schif.

Den Dénnen ass méi schwéier;
Säi Club huet méi Gewicht.
Den Décke muss sech wieren,
Soss gëtt en déck gebiischt.

ISRAËL-PALESTINE

« An d’Hell, a viv »

Paul Rauchs



Depuis le 7 octobre, ce jeu de mots qui prend pour cible la capitale d’Israël et qu’enfants nous annonions dans la cour de récré, est remis au goût du jour. Comme la plupart de mes camarades, j’ignorais alors les tenants et les aboutissants de cette « plaisanterie », mais je me souviens très bien de l’effroi de ma mère, dont la maman s’appelait Loewenstein, quand je lui répétais que les méchants Juifs avaient tué Dieu. C’est du moins ce que nous apprenait dans les leçons de catéchisme Sœur Thérèse. Je mettrai ma main au feu que cette bonne nonne généreuse aux réels talents de conteuse n’était pas antisémite pour un shekel, mais qu’elle véhiculait les préjugés catholiques sur le peuple décide, à la source de tant de clichés antisémites et de pogroms, dont le dernier en date fut l’holocauste, du moins jusqu’à ce funeste 7 octobre. Des prophètes à Yitzhak Rabin, en passant par Jésus, de tous temps, les Hébreux priaient, jeûnaient et ... prêchaient dans le désert. Le 7 octobre, leurs cadets y faisaient la fête. De la prière à la bière, en quelque sorte.

Ce massacre commis dans le Néguev par le Hamas, est-ce un crime de guerre ou un acte terroriste ? Le premier est perpétré par une autorité reconnue, légale, mais pas forcément légitime, le second par une organisation qui ne représente qu’elle-même, non légale, mais dont la cause peut être légitime. Menahem Begin, le premier Premier ministre d’Israël issu du Likoud, se revendiquait terroriste dans sa jeunesse et organisa notamment en 1946 le fameux attentat de l’Hôtel King David à Jérusalem contre les Britanniques. Le Hamas, classé organisation terroriste par de nombreux pays, reste, qu’on le veuille ou non, l’autorité de tutelle de la bande de Gaza. Rappelons que ce fut Netanyahu en personne qui a mis le pied à l’étrier au Hamas pour affaiblir le Fatah de Mahmoud Abbas.

Du côté israélien, comme du côté palestinien, les extrémistes au pouvoir œuvrent pour saboter la solution des deux États. Le Hamas et Netanyahu c’est un même combat : anéantir l’autre. Anéantir l’autre non pas pour ce qu’il est, comme voulaient le faire les nazis, mais pour ce qu’il fait : empêcher l’autre d’exister.

Du côté israélien, Netanyahu est obligé de se maintenir au pouvoir pour échapper à la prison, et il s’allie pour cela à des repris de justice qui l’obligent à pousser les colons à construire de plus en plus de villages fortifiés qui prolifèrent telles des métastases cancéreuses en Cisjordanie. Du côté palestinien, la soldatesque du Hamas massacre des kibboutnikim qui sont pourtant

Du côté israélien, comme du côté palestinien, les extrémistes au pouvoir œuvrent pour saboter la solution des deux États

parmi les derniers à vivre encore l’idéal des pères fondateurs de leur pays. En égorgeant jusqu’aux bébés, elle se place dans la logique et l’horreur du génocide. Mais en comparant ce crime avec Le Crime de la shoah, Netanyaou relativise le caractère unique de la solution finale prônée par les nazis et n’est pas loin de se retrouver, paradoxalement, dans le sinistre camp des négationnistes. Et en bombardant des monuments, comme le fameux cheval à Jénine, qui sont des symboles de la culture, et donc de l’identité palestinienne, il se place lui aussi dans une stratégie génocidaire. Osons à notre tour un parallèle qui ne vaut pas équation : si Hitler a « rendu », à leurs corps et cadavre défendants, leur judéité à beaucoup de Juifs assimilés, le Hamas a réuni dans une même solidarité un peuple que Netanyahu a fortement divisé par sa politique démocratocide. Comme l’État Islamique, le Hamas et le Hezbollah, téléguidés par l’Iran, veulent détruire l’État juif et, partant, aussi les Juifs, en Palestine et dans le monde entier, comme le prouvent les attentats et manifestations antisémites qui éclatent de nouveau un peu partout. Et on voit apparaître jusqu’au Luxembourg des appels au boycott de commerces tenus par des Juifs. L’Histoire ne se contente plus de bégayer, elle vomit, et la haine s’ajoute à la peine. Contrairement au Hezbollah qui a construit au Liban des écoles et des hôpitaux pour s’attacher la population musulmane, le Hamas utilise le peuple palestinien comme bouclier et chair à canon. Il terrorise son peuple comme Netanyahu sacrifie le sien, en négligeant par exemple la sécurité des kibboutzim pour mieux protéger les colonies. Le Hamas et les jusqu’au-boutistes israéliens sont les deux faces d’une même médaille, écrit le philo-

sophe Slavoj Žižek. Espérons que le peuple israélien soit assez mature pour se souvenir des valeurs de ses fondatrices et fondateurs et se débarrasser de son bourreau Netanyahou. Quant au peuple palestinien, se fera-t-il, par un ironique paradoxe, libérer de ses tyrans par Tsahal ? L’immense majorité des Palestiniens et des Israéliens n’aspirent qu’à vivre en paix et voir vivre leurs enfants, de préférence dans deux États, l’un à côté de l’autre, comme le prônent les accords signés par les deux côtés, par des colombes de paix, il est vrai, entre-temps assassinées.

Gardons-nous de verser dans une macabre compatibilité en comparant le nombre de victimes civiles des deux côtés. Pleurer les victimes du Hamas et porter le deuil des civils palestiniens, soutenir Israël dans la guerre pour sa survie tout en l’exhortant à ne pas commettre l’irréparable, n’est pas un paradoxe, mais une dialectique seule porteuse (peut-être) d’évolution.

Les belligérants ne devraient pas oublier que la guerre se gagne (et se perd) autant sur le terrain de la communication que sur le champ si mal nommé d’honneur. Israël vaincra peut-être sur le plan militaire, mais ce sera une victoire à la Pyrrhus face à des Palestiniens en train de gagner la bataille de l’émotion. Le monopole du cœur que les Juifs avaient gagné après la shoah, est en train de changer de camp. Ce n’est pas une bonne nouvelle, ni pour l’un, ni pour l’autre. L’expérience de sinistres et cyniques négociations a montré qu’un prisonnier juif vaut des milliers de prisonniers palestiniens. Nous ne pouvons qu’espérer que le parallèle ne vaut pas pour les dommages collatéraux de la riposte israélienne. Et nous ne pouvons qu’espérer que cette réponse ne soit pas une vengeance, mais une défense. Et que la loi du talion disparaisse au profit du droit d’Israël à assurer sa survie, fût-ce au prix de l’élimination du serpent que la droite israélienne elle-même a nourri, rapelons-le, dans son sein.

Mais si aujourd’hui l’espoir semble disparu, il reste demain le rêve. Le rêve de deux peuples, l’un débarrassé des sbires du Hamas, l’autre délivré des bandits de Netanyahu. Le rêve de deux États qu’habitent deux peuples sémites, Arabes et Hébreux qui vénèrent un père commun, Abraham. Duquel Dieu exigea le sacrifice de son fils Isaac, avant de se raviser. Aujourd’hui, Dieu est caricaturé par une minorité d’orthodoxes et d’islamistes, et ignoré par une majorité de sécularisés. Plus que d’un dieu, le monde a besoin d’un deus ex machina qui viendra interdire aux deux peuples sémites de sacrifier leurs filles et leurs fils. ●

De Jemp Gillen vu Fëschbech

Nico Graf

E Resistenz-Exkurs

Wat e Buch! Fir mat de Baussenzekheeten unzefänken: 1 724 Gramm schwéier, hard-cover of course, beschte Pabeier, 363 Säiten. A wéi erwaart: dat fënnest Wuert am Text vum Auteur Marc Trossen ass d'Wuert „stolz(en)“ Fräiwëllegekompanie a siwen Zeile méi weit dat anert onbedéngt erwaart Wuert „verhasste“ Polizeiform. Stolz an Haass – do sinn d'Stereotypen vun eiser Geschichtsschreiwung, wann et ëm d'Joren 1940-1945 geet, also ëm d'Nazi-Occupatioun vum Land an ëm Zwangsrekrutierung an ëm d'Résistance. A wéi ëmmer huet een als Lieser – och no Lecture a Bliederen an dësem décke Buch – e puer Äntwerten an awer trotzdeem nach ganz vill Froen.

Woubäi ech perséinlech soe muss, dat d'Geschicht vun eiser Fräiwëllegekompanie, déi hei zentral ass, bis viru kuerzem awer och total laanscht mech gaang war – firwat? Eng gutt Fro, et muss eppes mat eiser mémoire collective ze dinn hunn, wou jo den Accent vill op Résistance a Generalstreik 1942 geluecht ginn ass an awer och guer net op déi jonk Zaldoten, déi op emol däitsch Poliziste sollte ginn. Ech hat gemengt, dat wier meng perséinlech Lacune bis ech dëser Deeg gréisst Problemer hat, engem léiwe Mënsch ze explizéieren, datt dat Wuert „Fräiwëlleg“ eben net géif heeschen, datt do Lëtzebuurger fräiwëlleg Nazi-Uniformen ugedoen hätten, mä datt et do eng eige Geschicht gouf, eben déi vun enger Armée, déi et am Land zwar net gouf, wou et awer eng kleng Trupp vu fräiwëllegen Zaldote gouf. Si hat meeschtens representativ Aufgaben – wann d'Grand-Ducs dorëmmer gereest ass – a si haten de Reservoir ze stelle fir alles wat am Land Uniform (Police, Gendarmerie, Douane, Post) sollt droen. Hier Kasär war um St-Esprit-Plateau.

A wéi dunnt op eemol kloer war, datt d'Nazien d'Land iwwerfale géifen, du sollten si – jo wat eigentlech? – mat hirer Presenz d'Grenzen iwwerwaachen a verdeedegen, mä déi kleesper Lëtzebuurger Barrière waren natierlech séier iwwerrannt. D'Zaldoten aus der Fräiwëllegekompanie waren awer net entlooss ginn, net heem geschéckt ginn, mä si goufen en bloc vun de Nazien – jo wat eigentlech? – haut géif ech soen „zwangsrekrutiert“, wuelgemierkt 1940, net 1942. De Marc Trossen schreift richtig vun „Luxemburger Zwangspolizisten“. Dat sollten si, déi jo schon Drill un Uerder gewinnt waren, ginn: däitsch Polizisten. Do war anscheinend Umschulung néideg, 461 hunn dowéinst missen op Weimar, ugangs Dezember 1940. An ënner deenen Zwangspolizisten war eben de Jemp Gillen vu Fëschbech, deen spéider sollt doriwwer Tagebuch féieren.

Déi éischt Dokumenter am Buch si Postkaarten a Fotoe just vun där Umschulung. Mat der Pointe, datt d'Jongen (laanscht dat Wuert kënnst ee wuel net, sorry) gemengt haten, si kéimen erëm heem a kéinten am Heim-ins-Reich-Lëtzebuerg Poliziste sinn. An domat bei e Problem vum Trossen/Gillen-Buch: wichtegst a néideg Informatiounen stinn op eemol net am Text mä an de Foussnotte vum Buch, esou – fir unzefänken – op der Seit 32, datt d'Lëtzebuurger eben net sollten heem geschéckt ginn, mä si sollte queesch duerch Däitschland agesat ginn – an dat wollten si net, also gouf et eng breet Demissioun aus där däitscher Police. An eben déi hunn d'Nazien net acceptéiert an den definitive Misär fir d'Lëtzebuurger huet ugefaang. Als repressiv Measure sollt eng Kompanie a Jugoslawien geschéckt ginn. Et gouf Refus, Abschiedsgesuche an et sinn der desertéiert.

De Jemp Gillen ass mat iwwer honnert Kolleegen a Slowenien am Duerf Laak gelant. An där Géigend sollten – no der perfider Nazi-Dictioun – „Banditen“ bekämpft ginn. A Wierklechkeet ass et natierlech géintgt déi lokal Résistance gaang, géint d'Partisane. D'Lëtzebuurger ware knapps do, du waren der scho véier vun hinne erschoss ginn „und mit allen militärischen Ehren bestattet“. D'Partisanen hunn d'Differenz tëschent Lëtzebuurger an Däitschen nach net kannt. Mä béid Säiten hu séier bäigeleiert: d'Lëtzebuurger hu, wéi et schéngt, mat der lokaler Populatioun fraterniséiert an ëmgeleiert. An dunnt ass lues a lues opgefall, datt eben déi Lëtzebuurger am Partisane-Kampf keng Perte méi an hire Reien haten iwwerdeems Däitscher an Eisträicher erschoss gi sinn. Derbäi kount: déi Lëtzebuurger sinn ëmmer méi rebellesch ginn: „Niemand will mehr in die Berge. Wir reichen Abschiedsgesuche ein. Wir haben das Lachen verlernt!“, schreift de Jemp Gillen. A si maachen de Geck mat Führer und Vaterland.

Op der Sait 58 vum Buch ass eng Foto, déi et nawell derwäert ass, méi genee bekuckt ze ginn: eefel „Polizisten“ hunn sech verkleet,

zéng vun hinne kucken elegech an eng aner Welt – méi genee: an Direktioun Lëtzebuerg, dat 1 200 Kilometer weit ewech wier, steet op engem Schëld – an e puer vun hinne hunn en Hitler-Schnutz am Gesicht. Lénks nieft de Nazi-Fuesboka steet awer e Partisan: eng folkloristesche Kap um Kapp, e Gewier am Aarm an e spatz Messer an der Hand, mat deem hien op déi Pseudo-Preise diicht. De Message ass kloer: de GröFaZ gëtt attackéiert vun engem Partisan. An erëm an enger Foussnotte steet, en SS-Generol hätt de Lëtzebuurger virgehale „es wäre der Führung bereits bekannt, dass wir den Partisanen Vorschub geleistet hätten, dass Fälle von Desertion vorlägen, dass der Führer verhöhnt und dass sogar das Führerbild bespuckt wurde“. Kuerz a gutt: si sinn onzouverlässig a rebellesch ginn a sollten dowéinst eng Verpflichtung „für Führer, Volk und Vaterland zu kämpfen“ ënnerschreien. 84 vun hinne hu „Ja“, geäntwert, mä der 17 „Nein!“. „Die Neiner wurden sogleich isoliert, ich befand mich auch da drunter“, schreift de Jemp Gillen. Mat der Konsequenz um Enn: KZ Dachau

An do gëtt et dann an deem Buch eng Lacune. Et géif ee gär gewuer ginn, firwat de Jemp Gillen a seng Kolleegen „Neiner“ waren. Et kann een sech jo vill Grënn virstellen: reliéier, politescher oder einfach patriotescher. Beim Jemp Gillen ass et éischters net bekannt, firwat genee hien déi groussaarteg Decisioun geholl huet „Nein“ ze soen, an awer kann een eppes unhuelen: well am Buch ass op der Seit 37 schon eng Foto ze gesinn, déi berühmte Foto vun der Muttergottes, déi op dem Land trouant an d'Land vu friemem Joch a Leed behidde soll („aus dem Archiv von Jemp Gillen“), an uewe riets am Eck eng aner méi kleng Foto: déi genee esou bekannt-emblematesch vun der Grand-Duchesse, déi och op dem Land steet mam Text, mir wëlte bleiwe wat mer sinn. Zwanzeg Säite weider dann e Gedicht mam Titel „Gute Nacht, Mutter!“, e kitschege Text iwwer d'Mamm, déi hire Bouf, deen an der Friem ass, esou gär hätt, déi e Breif geschriwwen hätt an „plötzlich war die Heimat da, mit tausend lieben Grüßen“. De Marc Trossen schreift als Commentaire: „Auch solche Postkarten schickten unsere Soldaten, wie hier Jemp Gillen, nach Hause. Hierbei dachte der Fischbacher offensichtlich an seine Mutter, die zwei von den Deutschen zwangsingezogene Söhne hatte. (Archiv Jemp Gillen)“ an et freet een sech, ob déi dräi Dokumenter zesummen eng Fëster an d'Welt vun engem jonke Kärle sinn, OK e bësse kichpsychologisch: an do hätte matriarchal Strukturen dominiert. An enger Foussnotte gëtt e Neiner-Kolleg vum Gillen zitiert, dee schreift, si wiere léiwer gestuerwe wéi d'Heemecht an d'Grande-Duchesse ze verroden; déi wier „eine Heilige für uns, eine Mutter der Nation“ gewiescht. Oder hunn si all no Krich a KZ hier Erinnerung mat de néidegen Archiv-Ikonen ausstaffiert? Eleng datt esou eng Sammlung vun Dokumenter gouf, ass schon interessant, well de Marc Trossen schreift, datt „der Fischbacher, wie die allermeisten KZler, nach seiner Rückkehr in die Heimat, sehr selten mit seiner Familie über das Schaurige damals in Dachau erlebte sprach.“

D'Memoir vum Häftling 29579 aus dem KZ sinn iwwerall de kierzesten Deel vun dësem Buch, well aus evidente Grënn konnt hie jo eréischt duerno eng Zort Tagebuch schreien. Keelt, Honger, schwéier Aarbecht, déidlech Krankheeten, Stacheldrot, elektreschen Drot, Brutalitëten, Folter, permanent Doubes-Menace – dat war dräi Joer laang zu Dachau dem Jemp Gillen sei Liewen. Mä peu à peu sinn si och esouguer am KZ gewuer ginn, datt d'Amerikaner no bäi wieren, an de 29. Abrëll 1945 war et dunnt esou weit: Dachau ass befreit ginn an de Pränz Felix *himself* stoung am Lager an huet mat de Lëtzebuurger geschwat, notéieren déi.

Dem Marc Trossen sei Buch iwwer de Jemp Gillen an iwwer Dachau ass virop – pardon – e Billerbuch. Et sinn enorm vill Dokumenter, Statistiken, Lëscht mat Nimm an Detailen an absënns ebe Fotoen dran, déi poignanst vläicht déi vun der Befreiung vum Lager: d'SS, déi erschoss gi sinn, d'Baracken, déi nach do stinn, en Zuch voll mat Lächer. An d'Prisonéier, déi iwwerlieft hunn a sech freeën a wénken. An hei erëm: vum Jemp Gillen gëtt een net vill gewuer, hie schreift nëmmen, datt d'Wierchter op den Tiern erschoss gi wieren an datt d'Cheffe fortgelaaf waren. Mä de Marc Trossen zitëiert ganz vill aner Zeien – an da gëtt et eben d'Fotoen!

Och déi, wou een e Schëld gesäit, op deem steet „Quarantine Typhus“ – am KZ gouf et Fäll vu Flecktyphus, an dat hat als Suite, datt d'Prisonéier (och no der Libération) méi laang hu missen am Lager bleiwen. An domat net genuch: d'Lëtzebuurger sinn och duerno net direkt heem komm, zwar an d'Land mee net wierklech heem, well si goufen e puer Deeg – nees a Quarantaine – zu Mondorf internéiert, peniblerweis an der Noperschaft vum Hotel, wou d'Nazi-Bonzen dran agespaart waren, eng béis Episod. Bei där een awer d'Impressioun huet um Leidenswee vun „In der Heimat unerwünschte Helden!“, titelt de Marc Trossen, dee resümiert: „viele Fragen offen“ an hien stellt der do e puer. Mä als Lieser huet een d'Impressioun, datt hei ganz all Kämpf nach eng Kéier gekämpft ginn. An dozou gehéiert wuel och de Buttek tëschent de Jongen an der 1940-er fortgelaafener Regierung (notamment mam Victor Bodson), alles haut zimmlech wäit ewech. An awer, an de Kanner- an Enkelkreiser vun de „Jongen“ sinn dat wuel nach wichteg Stijeeën.

Am Resumé: am Marc Trossen sengem Buch ass vill ze fannen, vill ze kucken, vill recherchéiert ginn. Wien e bësse blatzeg bleift ass de Jemp Gillen selwer, quitt datt ganz vill Fotoen an Dokumenter aus sengen Tiräng kommen. Nom Krich ass hie Fieschter ginn an ass am Mee 1980 – am Fong jonk – gestuerwen. An elo eréischt, 43 Joer no sengem Doud, ginn seng Dokumenter publizéiert, schued, well et hätt ee gär mat him driwwer geschwat. ●



Lëtzebuurger „Zwangspoliziste“ zu Škofja Loka (haut Slovenien), de 5. November 1941



Dezember 1940: „Umschulung“ zu Weimar. Den Zaldot an der Mëtt huet nach de Lëtzebuurger Kepi op, awer scho mam Ofzeeche vun der däitscher Police



Herausgegeben von der Union des Mouvements de Résistance Luxembourgeois

Als Lieser huet een d'Impressioun, datt hei ganz all Kämpf nach eng Kéier gekämpft ginn

Pour une agence de gestion des participations de l'État

David Arendt*

Beaucoup de pays d'économie de marché modernes délèguent la gouvernance de leurs entreprises publiques et des sociétés du secteur privé dans lesquelles l'État détient une participation à une agence ou à une société holding nationale. Les raisons pour lesquelles cela n'est pas le cas au Luxembourg sont la réticence des ministres de tutelle à renoncer à leurs prérogatives quant au contrôle qu'ils peuvent exercer sur les entreprises sous leur tutelle et leur capacité à compléter les salaires de fonctionnaires méritants. Pas question de mettre en cause ici la compétence et l'intégrité des fonctionnaires qui, à la demande de leur ministre, siègent dans des conseils d'administration d'entreprises publiques, ni l'objectif d'aligner ou de rapprocher leur rémunération à celle de leurs collègues du secteur privé qui siègent dans ces mêmes conseils. L'objectif de créer une agence de participations doit être poursuivi pour éviter de créer des conflits d'intérêts qui nuisent à la bonne gouvernance.

Une partie de la journée, les hauts fonctionnaires élaborent les lois et règlements, font voter ces lois et publier ces règlements, en supervisent l'application, proposent l'imposition et montant d'amendes aux personnes en infraction, émettent des licences et agréments d'opérateurs et de prestataires de services (pour compte des opérateurs/prestataires et de leurs employés), émettent des certificats de conformité, collectent des taxes et redevances. Le reste du temps, les mêmes personnes siègent dans les conseils d'administration (les président parfois) des sociétés concernées par ces lois et règlements. Ces dernières sont aussi demandeuses de ces licences, agréments et certificats. Ce n'est pas sain. Il n'est pas sain non plus de retrouver dans un même conseil d'administration d'une entreprise publique des supérieurs hiérarchiques et une ou plusieurs personne(s) leur rapportant.

On peut mettre en question le fait que ces règles ne s'appliquent pas aux représentants de l'État et se poser la question de savoir comment les fonctionnaires qui disposent de multiples mandats d'administrateur trouvent le temps de vaquer à leur occupation normale

Un autre problème est celui du cumul de mandats d'administrateur. La fréquence et l'intensité (en termes de temps de préparation, longueur des séances, suivi après les réunions...) varie d'une entreprise à l'autre. Les conseils d'administration de sociétés commerciales se réunissent de quatre à douze fois par an. Les mandats d'administrateur sont souvent liés à l'appartenance à des comités spécialisés créés par le conseil d'administration (comité d'audit, comité de gestion des risques, comité de rémunération, comité stratégique, etc.) de sorte que le nombre de réunions liées à un mandat s'élève à entre huit et 24 par an, et parfois plus. Ces chiffres doivent être multipliés par cinq à dix pour dégager le nombre total d'heures consacrées à un mandat durant l'année. Pour les postes de président du conseil et président d'un comité spécialisé il faut multiplier ce nombre par un coefficient de 1.5 à deux. Ainsi, le nombre d'heures consacrées par un administrateur à l'accomplissement de ses fonctions de mandataire peut être significatif. C'est pour cette raison que la CSSF limite à la fois le nombre de mandats (pas plus que vingt) et le nombre d'heures par an dédiées à des engagements professionnels (pas plus que 1 920) des administrateurs d'entités réglementées soumis à son agrément. Ainsi, les administrateurs candidats à un poste d'administrateur dans un établissement de crédit, « à moins de représenter l'État », doivent démontrer qu'ils/elles sont capables de consacrer un temps suffisant à l'exercice de leur mandat, dit la loi sur le secteur financier. Dans la déclaration de compétence et d'honorabilité que le postulant au poste d'administrateur est invité à remplir, il devra rendre compte en détail du temps consacré à ses mandats actuels et du temps additionnel lié à l'exercice du mandat visé. On peut mettre en question le fait que ces règles ne s'appliquent pas aux représentants de l'État et se poser la question de savoir comment les fonctionnaires qui disposent de multiples mandats d'administrateur trouvent le temps de vaquer à leur occupation normale !

Lorsque l'État joue un double rôle, lorsqu'il est à la fois autorité de réglementation du marché et de contrôle et actionnaire d'entreprises publiques actives dans ce marché, il y a un danger manifeste de confusion d'objectifs et de conflits d'intérêts entre ses différentes compétences. Les lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises¹ publiques prescrivent une série de mesures pour pallier à ce danger et prévenir toute ingérence politique dans les conseils d'administration d'entreprises publiques et déconseillent de nommer au conseil de l'entreprise publique une personne ayant des pouvoirs exécutifs par rapport à celle-ci ou son secteur d'activité. Ces lignes directrices constituent les normes internationalement reconnues relative à la façon dont la puissance publique doit assumer sa fonction d'actionnaire et formulent des recommandations par rapport aux bonnes pratiques à mettre en place pour « s'assurer que les entreprises publiques exercent leurs activités de manière efficace, transparente et responsable ».

Selon ces Lignes directrices, « [l']exercice des droits attachés à la qualité d'actionnaire doit être centralisé au sein d'une entité actionnaire unique ou, lorsque cela n'est pas possible, confié à une instance de coordination [qui] doit avoir les pouvoirs et les compétences nécessaires pour s'acquitter de ses obligations ». La centralisation du rôle de l'État actionnaire dans une entité unique, indépendante ou sous la tutelle d'un ministère (Finances ou Économie) contribue à clarifier la stratégie actionnariale et à garantir une plus grande cohérence dans la mise en œuvre de cette stratégie. Cette centralisation permet en outre de réunir les compétences requises et l'élaboration d'un système de diffusion intégrée sur les participations de l'État. Elle se révèle une manière efficace de tracer une limite rigoureuse entre l'exercice des fonctions actionnariales et d'autres activités de l'État qui pourraient entrer en conflit avec celle-ci, en particulier la réglementation ou les politiques publiques et éviter tous conflits d'intérêts, supposés ou réels.

Pour s'aligner sur ces lignes directrices, la France a créé en 2004 l'Agence des participations de l'État (APE) pour « incarner [r] l'État actionnaire, investisseur en fonds propres dans des entreprises jugées stratégiques » et gérer son portefeuille de participations. La doctrine d'intervention, les missions de l'APE, ses règles de gouvernance, son organigramme, ses pôles d'expertise, les procédures de recrutement (sélection, qualification, expérience et genre de ses collaborateurs issus tant du secteur public que privé) sont clairement explicitées sur son site internet. On apprend ainsi que la majorité des administrateurs nommés pour siéger dans des entreprises relevant du périmètre de l'APE ne sont pas des fonctionnaires en activité. L'APE publie par ailleurs un rapport d'activité annuel contenant (entre autres) la rémunération des dirigeants et mandataires et la valorisation des entreprises dans son portefeuille. En Belgique, la Société fédérale de participations et d'investissement (SFPIM) est bâtie sur le même modèle.

L'État luxembourgeois est actionnaire dans des entreprises commerciales actives dans de nombreux secteurs d'activité : finance, production et distribution d'énergie, transports, télécommunications, opération de satellites, production et commercialisation de produits en acier, entreposage de données, radiodiffusion, etc. Les motifs qui ont amené l'État à devenir actionnaire sont divers : importance stratégique du secteur ou de l'entreprise, sau-

vetage d'entreprises en difficultés posant un risque systémique ou une crise potentielle de l'emploi, ouverture de nouveaux créneaux pour l'économie. Les lignes directrices définissent l'entreprise publique comme toute entité juridique reconnue comme entreprise en vertu de la législation nationale (société anonyme, société à responsabilité limitée, société en commandite par actions) qui est effectivement sous le contrôle de l'État « soit parce qu'il est le bénéficiaire effectif de la majorité des actions assorties d'un droit de vote, soit parce qu'il exerce un contrôle équivalent par d'autres voies, » par exemple la détention de *golden shares*.

Tombent sous le coup de cette définition d'entreprise publique les sociétés de droit privé suivantes : Encevo (la maison mère de Enovos et Créos), Luxair, Cargolux, Lux-Airport, LuxConnect, LuxTrust. Par contre, les lignes directrices n'ont pas vocation à s'appliquer aux entités « dont le but premier est d'exercer une fonction relevant des politiques publiques, même si les entités concernées ont la forme juridique d'une entreprise », comme les sociétés de droit privé SNHBM (accès au logement abordable) ou LuxTram (transports urbains gratuits). Si les lignes directrices s'appliquent aux entreprises publiques dont les actions sont cotées en bourse, elles ne s'appliquent pas aux entreprises où l'État n'exerce pas le contrôle. Dans les cas où l'État est minoritaire, il faut examiner au cas par cas s'il exerce un contrôle équivalent en vertu de dispositions légales ou statutaires. Ainsi, on peut considérer que la SES est une entreprise publique du fait que l'État non seulement dispose d'une minorité de blocage, mais peut aussi opposer son veto à l'acquisition par une partie, agissant seule ou de concert avec d'autres acteurs, d'une participation significative. BGL BNP Paribas, dans laquelle l'État dispose d'une minorité de blocage et la BIL, dont l'État ne détient qu'une participation de dix pour cent, ne tombent a priori pas dans la définition d'entreprise publique qu'en donnent les lignes directrices.

Selon ces dernières, « l'État doit préciser les motifs justifiant sa participation dans telle ou telle entreprise publique et les réévaluer régulièrement. Il doit [notamment] indiquer dans quelle mesure chaque entreprise publique est supposée poursuivre des objectifs de politique publique » . L'État luxembourgeois devrait donc régulièrement évaluer et expliquer publiquement pourquoi il reste actionnaire de ses entreprises publiques, notamment après normalisation de la situation qui a provoqué son entrée dans le capital de la société commerciale. Pourquoi par exemple l'État luxembourgeois contrôle-t-il toujours une entreprise qui effectue des transports de personnes (Luxair) ou de fret (Cargolux), ou bien gère un aéroport (Lux-Airport) ou (même s'il ne s'agit pas d'entreprises publiques au sens des lignes directrices) pourquoi reste-t-il actionnaire de référence/significatif de banques commerciales (BGL, BIL) longtemps après avoir participé à leur sauvetage.

L'État luxembourgeois cimenter son contrôle sur les entreprises publiques à travers les participations parallèles détenues par la BCEE et la SNCI (toutes deux personnes morales de droit public). L'idée serait de centraliser/ fédérer toutes les participations, directes et indirectes, dans les entreprises publiques et participations minoritaires (BGL, BIL...) dans une seule entité qui exercerait la fonction de l'État actionnaire. Le modèle serait par exemple l'APE. Dans le contexte luxembourgeois, les collaborateurs de l'entité étatique seraient des anciens fonctionnaires désireux de continuer à servir le pays en mettant à sa disposition le savoir-faire et l'expérience acquis pendant leur carrière, ainsi que des personnes qualifiées recrutées directement par l'entité. Le personnel de l'entité serait complété par un support administratif et technique avec des compétences dans les domaines comptables, financiers, légaux, informatiques... soit en interne soit via de la sous-traitance. L'entité serait rattachée à un ministère de tutelle, qui pourrait être le Ministère d'État, des Finances ou de l'Économie. Les collaborateurs seraient liés à l'agence soit par un contrat de travail, soit par un contrat de prestation de services. À l'instar de sa consœur française, l'agence rendrait compte de sa mission d'actionnaire public en continu à son/ sa ministre de tutelle et périodiquement aux citoyens par la publication de rapports annuels. Plutôt que de créer une entité *de novo* on pourrait imaginer que la SNCI serve d'agence des participations de l'État. Cela impliquerait cependant de sérieux changements dans sa structure, sa gouvernance et la qualification de son personnel.

Pour éviter des conflits d'intérêts, pour s'aligner sur les lignes directrices, pour plus de transparence et redevabilité de l'État actionnaire, pour une gestion centralisée permettant une gestion plus efficace, homogène et professionnelle des participations de l'État, une agence des participations de l'État s'impose. Notre prochain gouvernement aura-t-il la sagesse, la vision et le courage de le faire ? ●



La SNCI doit déménager dans de plus grands bureaux au Limpertsberg en 2024

¹OCDE (2015), Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques, Édition 2015, Editions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264244221->

*David Arendt et membre de l'ILA (administrateur certifié de l'INSEAD/ILA)



Unpolitisch

Was im Herbstsalon des CAL, derzeit im Tramsschapp (bis 19. November) zu sehen ist, gibt einen Einblick in die hiesige künstlerische Praxis – also auch in das, was 46 Künstler/innen in Luxemburg beschäftigt. Bleibt festzustellen, dass sie sich auf ihren zum Teil ästhetisch sehr gelungenen Werken vergleichsweise viel mit Natur und ihrem Eigenleben befassen. Man könnte fast meinen, wir lebten nicht in einer Zeit der belastenden Polykrisen. Besonders auffällig ist dies bei den Arbeiten der zahlreich vertretenen *jeunes artistes*. (Den Nachwuchspreis Révélation bekam Pit Riewer für drei Gemälde namens *Melancholy*, *Or perform* und *To seek attention*.) Ausnahmen (insgesamt) sind etwa Flora Mars *Your hair is kissing the air*, dessen Titel einem iranischen Protestlied entliehen ist, und schwarzes Haar zeigt, einmal streng verknotet, daneben lose hängend. Oder Filip Markiewicz's Malerei *Impeach* (Foto), auf dem ein verdrossener Joker zu

sehen ist, der einen gleich an den amerikanischen Ex-Präsidenten denken lässt. Die drei vertikalen Malereien *Gay and Proud* von Fernand Bertemes nehmen eine gesellschaftspolitische Position ein. Ansonsten findet sich kaum etwas, das auf den ersten oder zweiten Blick sozial- oder gesellschaftskritisch lesbar ist und einen fest in dieses Zeitalter verankert. Da die Werke der Künstler/innen sich im Salon gut verkaufen, ist davon auszugehen, dass diese Herangehensweise dem Publikum gefällt. Immerhin kann man mit eher braver Kunst nichts falschmachen. [sp](#)

L’art du vernissage

Offizielllement, la Luxembourg Art Week commence ce vendredi et dure tout le week-end. Mercredi soir, pourtant, on pouvait déambuler dans les allées de la foire installée sur la place du Glacis, un verre de champagne à la main alors que beaucoup de stands n'avaient pas fini d'accrocher les œuvres. « On est comme des animaux au zoo », confiait une galeriste un peu sous la pression de ces visiteurs. C'était le « pré-vernissage » réservé aux invités VIP, conviés par Kontz, un des sponsors de l'événement. Le concessionnaire en profitait pour « exposer » une nouvelle micro-voiture qui attirait au moins autant de regards que les tableaux sur les cimaises. Jeudi soir, rebelote, les sponsors invitent leurs clients et partenaires pour un autre vernissage et vendredi, c'est encore sur invitation, beaucoup plus largement diffusée, que les amateurs d'art iront siroter leur

coupe. Bien évidemment, la foire, événement privé, a besoin de soutiens financiers et, bien évidemment, ceux qui donnent des sous veulent que cela se sache. Mais c'est piquant de constater que le *vulgus pecus* est finalement le seul à payer un billet d'entrée à 20 euros pour visiter le salon. Plus de 20 000 visiteurs se sont pressés l'année dernière. Il y a de fortes chances que ce succès soit réitéré car la recette est maintenant éprouvée avec cette neuvième édition. La diversité des exposants (galeries locales et internationales, collectifs d'artistes, centres d'art, *artist-run spaces*, focus sur une ville, Vienne cette année) est la marque de fabrique de la manifestation luxembourgeoise. Mais les organisateurs ont aussi bien compris ce qui fonctionne ailleurs avec un programme culturel parallèle. Parcours de sculptures dans la ville (lire en page 15), conférences, visites guidées, partenariat avec des institutions (Casino Luxembourg, Konschthal, Centre national des arts plastiques français) et des associations (les ateliers de l'association des artistes plasticiens du Luxembourg au Verlorenkost ouvrent leurs portes) ajoutent un attrait à l'événement. [fc](#)

L I T E R A T U R

Büchermarkt

Um der hiesigen Buchproduktion für den Herbst mehr Sichtbarkeit zu verleihen, hat der Verband der Luxemburger Verleger einen

Katalog der Neuerscheinungen herausgeben. Die digitale Version, zu finden unter [bicherrentree.lu](#) weist in ihrem *infinite scroll* darauf hin, wie viele Bücher dann doch im Zwergstaat erscheinen. Hervorzuheben seien in der Literatursparte etwa die neue Ausgabe der *Young Voices of Luxembourg. Life – A Series of (Un)Eventful Events*, das die Gewinner des Schreibwettbewerbs für Jugendliche und junge Erwachsene zwischen 15 und 25 Jahren bündelt. Ebenfalls bei den jungen Stimmen zu finden ist das dritte Buch von Antoine Pohu *Nous sommes ceux qui marchent dans la ville*, das diesen Monat bei capybara erscheint und wahrscheinlich das erste Buch in französisch gegendeter Sprache ist, das in Luxemburg erscheint. Ein Monolog der Verzweiflung gegenüber politischer Untätigkeit, wie es im Klappentext heißt. Joël Adami, Woxx-Journalist, publiziert bei Op der Lay seinen Roman *Fassad a Substanz* auf Luxemburgisch. Darin findet sich der Ich-Erzähler eines Tages vor „dem großen Loch, das früher mal der Aldringer war“, und wird das Gefühl nicht los, dass alles „eine Kulisse aus Karton ist“. Im gleichen Verlag etwas für satirisch Aufgelegte in der Form von *Ditteridi* von Charles Meder und Pierre Louis II, das erste Buch das (natürlich nicht) von einer KI zusammengestellt wurde. Auch die gestandenen üblichen Verdächtigen der Szene haben Neues geschrieben: Guy Helminger einen Kurzgeschichtenband mit dem Titel *Das Geräusch der Stilleben* (capybara); Nico Helminger das

592-Seiten lange „Erzählwerk“ *Kappgras* (Editions Guy Binsfeld); Guy Rewenig die Erzählung *La coupe est pleine*, ebenfalls bei Binsfeld; sowie Jemp Schuster den Roman *Béischten* (Kremart) – über ein Öslingdorf, in das die Deutschen 1940 einmarschieren und den dortigen *Beschass*. Wer zu lokaler Sachliteratur aufgelegt ist, kann sich in *Die Familie Bofferding* (Editions Schortgen) die Geschichte der Bierbrauerdynastie zu Gemüte führen. [sp](#)

N O M I N A T I O N



Michelle Cotton

L'actuelle directrice des programmes du Mudam prendra la direction de la Kunsthalle Wien à l'été 2024 (photo : Wolfgang Voglhuber). Elle a été sélectionnée parmi 37 candidats, après un premier tour où les vingt candidatures initiales n'avait pas répondu aux attentes de la ville de Vienne. Née à Preston, au Royaume-Uni, en 1977, Michelle Cotton a étudié la littérature anglaise et l'histoire de l'art. Elle a commencé sa carrière de commissaire d'exposition à la

Norwich Gallery et a géré les programmes de plusieurs galeries et centres d'art. De 2010 à 2015, elle a été conservatrice en chef du centre d'art contemporain Firstsite à Colchester, avant de diriger le Bonner Kunstverein de 2015 à 2019, date à laquelle elle est arrivée au Luxembourg pour seconder Suzanne Cotter. Elle prendra son poste à Vienne dans un contexte assez tendu, succédant au collectif de trois curatrices WHW (What, How & for Whom) de Zagreb dont le contrat n'a pas été renouvelé. La Kunsthalle Wien est une institution municipale qui présente sur deux sites des expositions d'art contemporain international et les replace dans leur contexte social et politique. Une attention particulière est accordée à la recherche sur les pratiques artistiques et au soutien des artistes locaux et internationaux. [fc](#)

C A R N E T N O I R

Michel Pilz

Le clarinettiste de jazz est décédé à l'âge de 78 ans (photo : Valerios Ioannidis). Né en Allemagne et ayant grandi au Luxembourg, il a été formé au Conservatoire de la capitale, tout en restant proche de la scène de son pays natal. En 1968, à 23 ans, il avait rejoint le Manfred Schoof Quintet. Dans les années 1970, il s'est produit sur de nombreuses scènes internationales avec le quintette German All Stars et le Globe Unity Orchestra. Les festivals internationaux de jazz où il s'est produit sont légion, parmi

eux, Montreux, Bombay, Tokyo, Francfort, Château-Vallon... Michel Pilz revenait régulièrement au Luxembourg où il a fondé le Jazz Club Luxembourg. Sous son impulsion, le Melusina devint, autour de 1980, une scène incontournable du jazz accueillant Charles Mingus, Art Blakey, Clark Terry, Chet Baker ou Anthony Braxton. Sa virtuosité le plaçait, aux yeux des amateurs de jazz, comme le digne héritier du musicien américain Eric Dolphy, mort en 1964 à 36 ans, avec qui il partageait la pratique de la clarinette basse. Auteur de treize albums (le dernier, *Nemu* avec Kai Kanthak et Klaus Kugel date de 2020), Michel Pilz était à l'initiative de JAM – Jazz am Minett qui, à partir de 1987, organisait des concerts de jazz contemporain dans le bassin minier. L'improvisation complètement libre et sauvage, la création sur le moment, était essentielle pour Pilz qui a continué à joué jusqu'à un âge avancé. Ces dernières années, le clarinettiste basse s'est régulièrement engagé dans des projets avec le batteur Benoît Martiny (avec qui il a enregistré *The Grand Cosmic Journey* en live) et dans des collaborations intergénérationnelles comme les concerts de la troupe de hip-hop De Läb. [fc](#)



Land

10.11.2023



F E S T I V A L

Science pas fiction

Difficile de trouver un point commun entre pêche durable, chatbot, dinosaures, déchets toxiques, lumière et couleurs, paysages de l'ère glaciaire, statique des ponts, voitures autonomes, molécules alimentaires, statistiques sportives, cryptographie, aurores boréales... Ces sujets semblent bien trop divers pour être rassemblés. Pourtant le Science Festival les explore tous, et bien d'autres, à travers des expositions, des ateliers, des spectacles et des démonstrations. Tout le week-end, le parvis et les étages de l'abbaye de Neumünster ainsi que le « Natur Musée » se transforment en un laboratoire géant où génétique, astronomie, sciences de l'espace, histoire naturelle, chimie, physique, informatique sont à l'honneur. Enfants et adolescents sont le public cible, mais les parents, voire les grands-parents se prennent aussi au jeu quand il s'agit de manier la pipette, pousser le roulement à billes ou donner des instructions aux robots. En plus tout est gratuit.

L'exploration spatiale fascine aussi petits et grands. Et la nouvelle exposition temporaire du musée histoire naturelle, *Asteroid Mission*, en détaille de nombreux aspects. L'exposition traite de

l'histoire du système solaire, de la formation et du développement des astéroïdes. Actuellement, près de 200 structures d'impact sont connues sur la Terre. Le cratère de Vredefort, dont le diamètre est estimé à environ 300 km, est le plus grand cratère d'impact de météorite connu sur la Terre. Il s'est formé il y a environ deux milliards d'années, lorsqu'une météorite géante s'est écrasée sur la Terre. À quand la prochaine et comment s'en protéger, interrogent les organisateurs. L'exposition s'intéresse aussi à des problématiques actuelles comme l'exploitation des ressources spatiales (photo : Sven Becker), l'éventualité d'une vie future en dehors de la Terre. Panneaux explicatifs, objets et matériaux, robots, photos, illustrent le propos et tentent de répondre aux questions brûlantes : à qui appartiennent les ressources de l'espace ? Quels défis technologiques devrions-nous relever pour pouvoir vivre et travailler dans l'espace pendant une longue période ? [fc](#)

LUXEMBURGENSIA

Die große Verletzung

Die in Rostock geborene und seit 40 Jahren in Luxemburg lebende Autorin Margret Steckel hat 2023 den Prix Batty Weber für ihr Lebenswerk erhalten – zahlreiche Erzählungen, Novellen und Romane mit teils autobiografischen und historischen Referenzen auf die Wendemomente des 20. Jahrhunderts – sowie, so die Jury, für „eine schriftstellerische Haltung, die sich, in der Beschreibung der schmerzhaften Wirren der Geschichte, stets für humanistische Werte und die Würde des Einzelnen einsetzt“.

Zeitgleich erschien dieses Jahr ihre knapp 50 Seiten umfassende Novelle *Mutterrache* bei Cappybarabooks, in der es um die vereinsamte Ich-Erzählerin Eva geht, die durch die Straßen Berlins wandert, um sich ihrem beengenden Zuhause zu entziehen, in dem all ihre Gedanken nur um eines kreisen: Ihre mittlerweile erwachsene Tochter Emily meldet sich seit Jahren nicht mehr, hat jeden Kontakt zu ihr abgebrochen ... und dennoch wartet Eva jeden Abend sehnsüchtig auf einen Anruf.

So auch an Heiligabend, der Tag, an dem wir Eva begegnen; einem Tag, der eigentlich den Familienfesten gehört und an dem die Einsamkeit besonders grausam zuschlagen kann; in einer Jahreszeit, die Eva an die Nachricht über den Tod des Vaters ihrer Tochter erinnert. In *Mutterrache* geht es um das bittere Ringen mit der Einsamkeit und den eigenen Ängsten, um die Verzweiflung der sich im Kreis drehenden Gedanken, wenn keine Kommunikation mehr möglich ist und man nur noch rätseln kann, woran es gelegen haben könnte. Ihr Mann ist tot, ihre Tochter schweigt – und Eva scheint die Welt nicht zu verstehen. Es geht um all die kleinen und großen Entscheidungen, von denen wohl die ein oder andere die Erzählerin an diesen unglücklichen Punkt geführt haben muss, von dem aus es keine Zukunft mehr zu geben scheint, sondern nur den Blick zurück auf etwas Unbegreifliches, eine große Verletzung. Die Introspektion ist hart, die Beobachtungen der Gewohnheiten des Alleinlebens und der Einsamkeit anderer sind präzise und gehen unter die Haut; die kleinen Gesten und Evas Verzweiflung werden in der kühlen, leicht gehetzten Innenperspektive, aus der die Novelle erzählt ist, sehr fühlbar: Ihre Streifzüge durch die Großstadt Berlin, das Gefühl der Einsamkeit am Ende eines langen, an sich vollen Lebens; bis die Novelle in einer letzten Zuspitzung der Verzweiflung eine Wendung nimmt.



Margret Steckel

Getragen wird die Handlung von Evas Strudel der Traurigkeit, wodurch leicht Mitleid mit der alten Dame aufkommen mag, die so im Stich gelassen wurde – so zumindest ihre Version der Geschichte. Doch dass diese Traurigkeit auch Selbstmitleid und Schuldzuweisung sein könnte, das mag einem vielleicht spätestens beim Zuklappen der Novelle wieder einfallen, wenn der Blick auf den Titel fällt ... Rachel! Intensiv und dramatisch nimmt dieses Buch wie aus einem Guss die Leserinnen und Leser mit wenig Dialog und viel Introspektion mit in einen rasch voranfließenden Gedankenstrudel aus Rückblicken und Überanalysen des eigenen Lebens. Es ist eine große Chance, dass derart kurze, stilistisch ausgefeilte Texte einen Ehrenplatz in der luxemburgischen Literatur erhalten und als eigenständiges Buch herausgebracht werden können. ● Claire Schmartz

Margret Steckel: *Mutterrache*. Deutsch. Cappybarabooks, 2023. 56 Seiten

Convulsions planétaire et esthétique de la mondialisation

Entretiens avec Samira Hodaei réalisés entre août et octobre 2023 par Karolina Markiewicz. Traduit de l'anglais par l'auteure



Samira Hodaei était en résidence au Bridderhaus en août dernier

Dans ce prisme de convulsions planétaires logées dans un monde qui se détache de tout, poussons-nous l'individualisme cher aux Lumières à ses limites et devenons-nous complètement insensibles et sourds ? Parfois dans cette réalité-là, il y a des moments de soulagement sous la forme de rencontres. Le 3 août dernier, j'ai rencontré Samira Hodaei. Une artiste d'origine Iranienne, née en 1982 à Téhéran. Elle parle peu mais elle échange de manière souriante sur l'état des choses, sur l'Iran, sur le mouvement « Femme, vie, liberté ». Elle parle avec une force calme mais implacable, celle de croire que les choses, malgré les apparences, vont dans la bonne direction. Que l'Histoire ne se cantonne pas qu'un à moment limité, quelle navigue en va et vient entre le passé et le présent et fait entrevoir l'avenir parfois. Et quelle ne doit pas être liée à la couverture presque désespérée des médias. On était d'accord. J'ai donc voulu voir son travail artistique. J'ai découvert qu'il s'agit d'une artiste attentive et perspicace, à l'exécution minutieuse. Ses peintures et installations analysent l'esthétique de la mondialisation ainsi que des technologies de communication, ce travail interagit avec la culture et l'identité iraniennes, profondément liées à la poésie, à la religion et au pétrole. Samira est basée à Téhéran et à Berlin. Elle est passée et repassera par le Luxembourg.

Land : *Commençons par l'espoir autour duquel nous avons échangé quand nous nous sommes rencontrées à la Korschthal cet été à l'une des mémorables soirées Groovy Thursdays. L'espoir d'un changement dans votre pays qui est l'Iran. L'espoir de changements en général*

Samira Hodaei : En général en tant qu'êtres humains, nous sommes limités. Nous sommes limités par rapport au temps. Et nous croyons que ce qui se passe en ce moment est simplement horrible, mais quand nous regardons en arrière, dans le passé, les choses ont toujours été horribles, voire pire qu'aujourd'hui. Et en ce moment, la réalité des femmes par exemple en Iran mais aussi ailleurs, est meilleure, les droits s'améliorent ou du moins la connaissance et l'expérience de ces droits. Il y a eu des moments où les femmes avaient temporairement plus de libertés qu'aujourd'hui, elles pouvaient faire plus dans la vie publique, mais il faut considérer ce qui se passe dans la société elle-même, au plus profond d'elle-même, dans les têtes de la majorité des gens. Il faut du temps pour que les changements importants opèrent vraiment.

Et il faut des révolutions ?

Il ne faut pas forcément des révolutions qui amènent le sang dans les rues. Peut-être qu'il faut comprendre la révolution comme un changement profond et à long terme. Je crois que les médias rapportent les faits de manière biaisée, je crois qu'ils donnent l'espoir aux gens que quelque va advenir tout de suite ou très rapidement, mais on sait que les choses qui changent vraiment, prennent du temps.

Nous vivons dans des tourbillons successifs, nous voyons toutes les images, souvent sans filtre et dans un continuum effréné. Faut-il donc admettre une autre temporalité ? Faut-il se montrer patient au regard de l'Histoire, même s'il y a des sacrifices, même si cela fait mal et que dans le contexte du mouvement « Femme, vie, liberté », des femmes meurent ?

Si je pense à l'Iran, les choses ne peuvent pas changer d'un jour à l'autre. Pourtant, la couverture des médias l'année dernière l'annonçait. Les gens, qui ont tellement de souffrances et d'espoir dans leurs vies respectives, ont été déçus rapidement, surtout lorsque les médias se sont désintéressés du problème. Mais les médias quotidiens ne peuvent pas faire autrement, c'est un engrenage auquel ils se sont adaptés, nous nous sommes ajustés. Nous allons tous trop vite. Les choses vont trop vite. Nous ne parvenons pas de souffler ni de réfléchir. De prendre la mesure des changements.

Les choses se transmettent par le prisme des images spectaculaires. Il n'y a presque plus de mots, seulement des images. Il n'y a pas de recul,

on ne prend pas la mesure des couches de l'Histoire dont sont faits les événements comme les révolutions. Ces couches, par contre, on peut les percevoir à travers l'art, et particulièrement l'art que vous créez. Il y a même une réflexion poétique sur passé

L'Iran, d'où je viens, est un pays de la poésie. Les Iraniens ont quasi tous chez eux une œuvre mystique du poète Hafez. Ils aiment la poésie aussi parce qu'ils aiment placer des pensées entre les lignes. On peut donner des dizaines de sens différents à une seule phrase. Il n'y a pas de genre en farsi, donc les choses sont plus aléatoires, plus floues. Quand on parle d'amour, par exemple, on ne sait pas s'il s'agit de lui, d'elle, de Dieu. À travers notre langue, on est plus proche de métaphores, du folklore, d'histoires que de faits. Ainsi, on s'intéresse par exemple à l'histoire par le biais de la poésie et non pas à travers des faits réels. Mais j'aimerais revenir aux médias brièvement avant de parler de mon travail. Il y a eu une frustration en Iran, parce que les médias du monde entier se sont rués très vite sur la mort de Mahsa Amini et sur ses conséquences. Puis, assez rapidement, quand il n'y a plus eu de sang dans les rues, ils se sont détournés de ce mouvement féministe colossal. Le combat continue. Chaque femme qui sort dans la rue sans son voile est une petite bataille gagnée. Il n'y a plus de retour possible à la réalité d'avant et ce depuis longtemps. Chaque artiste, chaque écrivain ou cinéaste qui crée ou raconte en se dressant contre la censure participe à cette révolution de longue haleine. La dernière fois que j'ai été là-bas, j'ai vu la beauté de tous ces changements : les danses dans les rues, les embrassades, les gens tellement courageux. Il n'y a plus de retour possible, les choses avancent.

Et l'art dans tout ça...

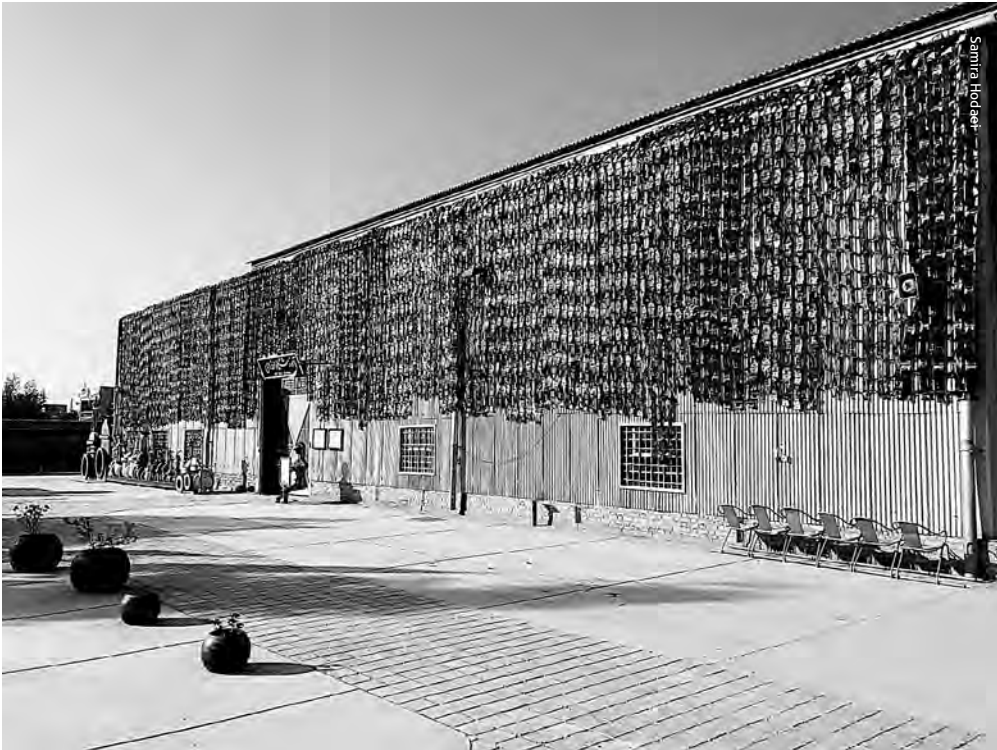
Je voulais être peintre quand j'étais gamine. Mes parents ne sont pas artistes, mais ma mère dessinait bien et elle aimait ça. Elle aurait voulu être peintre, elle aussi, mais ça ne s'est jamais produit pour elle. Le jour où je lui ai dit que je voulais faire des études d'art, elle était très heureuse. Elle m'a toujours soutenue. Donc j'ai décidé de faire de l'art à partir de quatorze ans au lycée. À l'époque, il y avait deux possibilités pour pouvoir étudier l'art en Iran, soit l'architecture, soit l'art graphique. J'ai choisi l'art graphique jusqu'au diplôme de baccalauréat et puis j'ai été à l'université pour continuer l'étude de l'art.

Après l'université, ou même pendant les études, vous avez commencé votre propre pratique de l'art ?

Je me suis ennuyée à l'université au début, parce que j'avais déjà vu les bases, donc j'ai commencé à travailler comme illustratrice. Mes illustrations étaient davantage des peintures que des dessins d'illustration. On me disait « Tu peux faire tout ce que tu veux, tu sais... » C'était une forme d'encouragement. J'ai aussi été l'assistante d'artistes confirmés et je découvrais tout doucement les matériaux. C'était important pour moi de découvrir mon propre langage artistique. L'époque était assez vivante dans le domaine de l'art contemporain en Iran. Les Émirats Arabes Unis ont commencé à s'intéresser à la scène iranienne et les artistes iraniens ont commencé à vendre leur art, mais moi, ça m'a pris un peu de temps pour présenter mon art au public.

Au regard de votre histoire, mais aussi de l'histoire de votre pays, est-ce que votre propre langage artistique est en lien avec l'art propre à celui créé par une femme ? Est-ce que cela est d'une quelle conque importance dans votre pratique ?

Très jeune, je ne me suis pas posée la question. Mais je me rappelle que j'ai dû faire plus d'efforts que mes amis garçons. Les hommes donnaient toujours l'impression d'être plus sérieux et plus constants, leur art même s'il n'était pas abouti était pris au sérieux, voilà et moi, j'avais cette pression quasi constante de devoir montrer des œuvres absolument réfléchies et finies. Il fallait travailler plus en tant que



Presence of an Absence, installation au Abadan training

center, petroleum museums and documents, mars 2019

« J'ai effectué des recherches sur l'industrie sidérurgique au Luxembourg en la comparant avec l'industrie pétrolière en Iran »

femme pour faire partie du jeu. Il y a de nombreuses femmes artistes dont le travail est vraiment bon. Mais dès qu'elles se mariaient, pour les galeries c'était fini. J'ai entendu et vu cela, si souvent. On soutenait tout simplement plus les hommes. Mais les femmes ont des choses à dire et à créer et au regard des changements, il y aura certainement des choses qui émergeront.

Vous avez créé une installation monumentale intitulée Cinema Europe, pour le Künstlerhaus Bethanien à Berlin. C'était en référence à ce lieu qui a brûlé à Téhéran. Franchement quand on en regarde les photos, on ne se dit pas que c'est un art féminin. Vous n'avez pas d'intention de catégoriser votre art comme féminin ou en lien avec une question de femme ?

Je me rends compte de mon statut de femme, de ma position moins avantageuse face à mes collègues hommes, mais je ne fais pas de l'art féminin ou féministe. Je fais de l'art en écho à la réalité qui mentoure. Il y a un travail que j'ai fait à Abadan, en Iran, en 2019 pour l'Apprentice Training museum. L'œuvre assez grande est une installation qui s'appelle *Presence of an Absence*. Le public a cru que c'était l'œuvre d'un homme artiste. Je l'ai montré aussi à Baku et j'ai été témoin de la même réaction. Je crois que c'est parce que c'est monumental, accroché sur une façade et que cela concerne un objet qui appartient aux ouvriers, c'est à dire à des hommes. Un sujet qu'on classerait plutôt comme masculin. Mais pour moi, il y a des strates de mémoires dans ce travail, des histoires qui sont liées à ces hommes et leurs familles respectives et puis à des gestes précis, concrets, répétitifs et durs. Pour décrire plus précisément le projet, j'ai recouvert la façade avec une installation faites de 9 000 gants que j'ai récolté. La façade est celle d'un nouveau lieu culturel lié à l'industrie pétrolière de la ville d'Abadan. Ce sont des gants d'ouvriers de cette raffinerie pétrolière. J'étais subjuguée par l'idée de le faire, j'en avais sans doute aussi peur que ce fut grisant. Ce fut un risque, parce qu'on n'y croyait pas vraiment autour de moi. J'ai installé toute seule d'abord et puis des ouvriers sont venus m'aider. Ils ont validé le projet, l'ont considéré comme étant sérieux et m'ont raconté par la même occasion leurs histoires. Des strates sur des strates sur des strates. C'est ce qui m'intéresse.

Vous venez de faire une résidence d'artiste au Bridderhaus à Esch-sur-Alzette. Il y aura une suite pour montrer votre travail au Luxembourg, je présume. Un travail en lien avec l'Iran et le Luxembourg ?

Oui et j'en suis ravie. Christian Mosar m'a invitée à présenter un nouveau travail en lien avec l'industrie aussi bien luxembourgeoise qu'iranienne. Au cours de ma résidence au Bridderhaus, j'ai effectué des recherches sur l'industrie sidérurgique au Luxembourg en la comparant avec l'industrie pétrolière en Iran. Il s'agit pour moi de comprendre comment l'industrie affecte notre environnement et transforme les paysages ; comment cela provoque la formation de villes et de routes et à quel point cela affecte la culture, la nourriture, le dialecte, mais aussi l'immigration. Ce qui m'a vraiment touchée jusqu'à présent, dans le cadre de ces recherches, c'est que cela m'a permis de connaître davantage de gens ici, d'établir une relation plus étroite et d'entendre leurs histoires de vie. Ce projet sera exposé à l'automne 2024 à la Korschthal. ●

L’utopie réaliste

Marianne Brausch

Atelier Van Lieshout dans l’espace public : une confrontation lisible et adéquate avec l’époque qui pose question à l’échelle urbaine

Le parcours de sculptures dans l’espace public *Art Walk* dans le cadre de la Luxembourg Art Week à Atelier Van Lieshout. L’ensemble de six œuvres, appelé *Rebellion*, a trouvé un écho favorable auprès des administrations – la Ville de Luxembourg, l’Administration des bâtiments publics et l’évêché, en charge des différents sites, certains plus connus que d’autres (une carte les situant est disponible sur luxembourgartweek.lu).

L’environnement boisé du Centre Jean XXIII, qui accueille *Waterwagon*, excentré et en pleine nature, a justement été choisi pour ces caractéristiques par Joep Van Lieshout. Sculpteur néerlandais, né en 1963, il a créé Atelier Van Lieshout en 1995. Ce nom de petite entreprise, est une déclaration d’intention à l’encontre du créateur solitaire et génial – on dit aujourd’hui star. Trente années de créations, entre art, design et architecture, utopies revendiquées. Ainsi, avec *AVL-City* en (2001), Atelier Van Lieshout met en place une enclave d’État libre dans le port de Rotterdam, dont la charte reposait sur un minimum de règles, un maximum de libertés et la plus grande autarcie possible.

L’antithèse fut *Slave City* (2005-2008), présentée pour la première fois au Folkwang Museum, où le rêve de communauté égalitaire vire au système autoritaire.

Waterwagon en représente un des éléments. Des êtres humains esclaves tirent la citerne nécessaire en approvisionnement d’eau, puisque la machine étant bannie Dans *Slave City*, ils n’ont que leur bras comme moyen de traction. Tout système parfait est voué à l’impasse et il semblerait que l’humanité soit arrivée à la fin d’un cycle « contre-nature ». La citerne d’eau *Waterwagon* avec ses charroyeurs prend dès lors la signification écologique bien réelle d’un futur proche où l’eau sera un bien précieux, objet de trafics et de guerres.

Positionner *Last Supper* (2020) sur le parvis de la cathédrale de Luxembourg, c’est annoncer le sacrifice et la mort. Au-delà de l’expression formelle neutre du Christ et des apôtres sous forme de corps abstraits, surgit immédiatement à l’esprit *La Cène* de Léonard de Vinci. Atelier Van Lieshout inscrit ici sans ambiguïté la symbolique biblique dans l’évolution des arts

plastiques contemporains : *Last Supper* peut être un tableau 3D géant, avec son encadrement des figures du dernier repas ou un sanctuaire portatif de procession, sujet de suppliques et de quête de grâce.

Le blanc de ces deux œuvres nous semble le garant d’une attitude de neutralité par rapport à ces lieux consacrés et plutôt une expression activiste, vu la fin programmée de la vie terrestre au stade des problématiques environnementales et écologiques actuelles. Franchi le Pont Adolphe, on passe à la couleur patinée vert-de-gris traditionnelle du cuivre et à la sculpture sur socle (ici en béton banché). L’œuvre en trois parties, qui s’appelle *The Monument* reprend – ou imite – en effet l’art monumental traditionnel mais son sujet, au lieu de glorifier tel héros à cheval qui a remporté une victoire par la bravoure de ses troupes sous son commandement, représente les horreurs de la torture et les victimes de la guerre (*The Equestrian, Mother with Child, Old Man*).

C’est difficilement soutenable dans la situation actuelle des guerres à l’est de l’Europe et au Proche-Orient. La cruauté des rapports entre les peuples vous saute à la figure. Si l’actualité mondiale tragique a été plus vite que le choix du lieu d’installation de Joep Van Lieshout, le placement devant l’architecture de château néo-gothisant de la Caisse d’Epargne, *The Monument* est donc aussi un pied-de-nez à la stabilité du Luxembourg moderne.

Volvo est une vraie automobile réduite en miettes en 2020 par la Drop Hammer House d’Atelier Van Lieshout. Érigée en sculpture verticale, voici un des symboles phalliques favoris des Luxembourgeois et des accessoires de luxe des Luxembourgeoises. L’objet de consommation est écrasé mécaniquement dans une casse de voitures une fois passé de mode. On pourrait résumer en quelques mots le passage visionnaire à la

réalité dans le travail d’Atelier Van Lieshout devant le tramway qui passe en arrière-plan : le grand recyclage des habitudes est en marche.

Dans la lutte entre la baleine *The Wale* et le capitaine Achab (*Moby Dick*, Hermann Melville, 1851), le héros fatigué trouve refuge comme Jonas dans le ventre du cétacé devant le Musée Dräi Eechelen, qui retrace l’histoire militaire de et du Luxembourg. Longtemps créateur de polémiques tant au sens formel que du contenu politique, l’évolution de l’expression plastique de la sculpture, dans des situations urbaines adéquates fait que le sens des œuvres d’Atelier Van Lieshout est compréhensible par tous.

Mais au vu de la disproportion d’échelle entre la Place de Metz et *The Monument*, du Rond-Point Schuman avec *Volvo*, ce qui frappe, c’est l’inadéquation et le manque de sens de ces non-lieux. Bien qu’ils jouent du fait de leur fonction (place, carrefour), le rôle de coulisse pour les œuvres, ils apparaissent comme des friches urbaines à repenser d’urgence. ●

The Rebellion by Atelier Van Lieshout, est à voir dans l’espace public de Luxembourg jusqu’au 23 novembre



Waterwagon, au Centre Jean XXIII

RENTREE LITTÉRAIRE (3)

En vers et contre tout

Don John

Trois hommes et une femme s’exilent pour s’interroger sur les dégâts que nous infligeons à la planète et, par ricochet, à nous-mêmes

Parce que l’écriture d’un livre nécessite du temps et de la patience, la littérature paraît commenter le réel avec un temps de retard qui, dans un monde où l’information circule dans une instantanéité de tous les moments, pourrait être synonyme de crise, voire d’arrêt de mort.

C’est ce à quoi faisait référence Giorgio Agamben, qui pense que l’homme est toujours en porte-à-faux avec le contemporain, qu’il

est en décalage par rapport au réel, dans un temps de latence souvent bénéfique : imaginez un monde où le milieu littérature aurait accéléré son rythme de production, inondant le marché des innombrables journaux intimes de tous ces confinés qui ont cru se découvrir écrivains dès mars 2020, par un coup de baguette magique. Surtout, ce décalage permet de prendre la mesure et le poids de ce qui agite le monde, de transcender un phénomène de société en en déployant l’universalité, en l’allégorisant. C’est

ce que fait Gaspard Koenig, finaliste du Goncourt, dans *Humus*, qui raconte un exode rural sur fond de changement climatique et d’un monde qui s’effondre : lors d’une conférence du professeur Marcel Combe, Arthur fait la connaissance de Kevin, avec qui il développera une étrange passion pour les lombrics, tous deux réalisant que c’est à travers le vermicompostage qu’ils pourront restaurer la vitalité des terres et, ce faisant, sauver le monde.

Bien que les deux viennent de milieux on ne peut plus différents – le père d’Arthur est un juriste connu, Kevin a grandi dans le dénuement et dans l’ennui limousin –, l’attraction mutuelle les liera un temps avant que les liens de l’amitié, ténus comme le fil d’un ver à soie, ne se rompent, Kevin se lançant avec naïveté dans une start-up dont les lecteurs se douteront qu’elle signera la fin de son innocence là où Arthur va essayer de guérir les terres démolies par son papy agriculteur.

Nourri d’une réflexion mélancolique sur un monde qui se finit et dont on sait qu’il se porterait beaucoup mieux sans l’avidité des humains, le roman de Koenig n’a pas toujours les moyens de ses ambitions : son art du dialogue tombe parfois à plat. Les personnages féminins, qui ne passeraient pas le test de Bechtel, servent surtout à alimenter la rivalité naissante entre les figures mâles. Pourtant, la colère qui anime Arthur quand celui-ci constate que, fidèle au fameux vers d’Éluard, l’homme a bien pelé la Terre comme on pèle une orange, est saisissante et permet de fermer les yeux sur un final apocalyptique dont l’hyperbole rompt avec le ton du roman.

Autre histoire d’un envol qui se brise, le Québécois Kevin Lambert raconte, dans son *Que notre joie demeure* tout juste récompensé par le prix Décembre, la chute de Céline Wachowski, starchitecte sexagénaire dont la réputation n’est plus à faire et qu’une récente série Netflix a parachevé de propulser au stade de Québécoise la plus connue au monde. Blessée dans son orgueil parce que sa propre ville natale ne lui a jamais confié de projet architectural digne de ce nom, Wachowski a accepté avec joie la proposition de construire le siège de Webuy, projet qui lui sera fatal. La publication dans le *New Yorker* d’un article sur la gentrification montréalaise corroborera ce sentiment de déclin, de déluge, qui assaille déjà la société des nantis que Lambert évoque au cours de la première partie du livre, dédiée à une soirée de fête entre riches et sur laquelle souffle un vent destructeur ils se croient épargnés.

Au cours d’un roman qui se développe en trois temps, l’auteur déroule un style que des critiques ont qualifié de proustien pour la simple raison que Lambert écrit des phrases longues. En réalité, il a bien plus recourt à la parataxe qu’à cet art de la subordonnée sinieuse pour lequel on a encensé l’auteur de la *Recherche*. Lambert élabore une succession de monologues intérieurs guidés par une narration omnisciente qui change de focale à tout bout de champ, dissolvant l’identité des riches en un long récit collectif joycien. Son écriture reste assez subtile pour nous faire détester, à tour de rôle, les pseudo-whistleblowers qui cherchent à faire feu de tout bois et ce monde des parvenus qu’on prend un malin plaisir à voir se mourir au détour de phrases au souffle long, rythmées comme une lente danse de l’apocalypse.

Cousin lointain et plus pacifique de l’agricole vénère de Gaspard Koenig, Julien, le narrateur de *La Foudre* de Pierric Bailly, est un ermite qui passe son temps à garder un troupeau de moutons dans le Haut-Jura, embrassant la vie solitaire de son grand-père John. Alors qu’il s’apprête à abandonner son mode de vie solitaire pour rejoindre sa compagne sur l’île de la Réunion, son passé le rattrape sous forme de fait divers : Alexandre, un ancien ami devenu ennemi juré à la suite d’altercations au sujet du bien-être

animal, a été placé en détention après avoir assassiné un jeune villageois dont il n’a pas réussi à soigner le chien mourant et qui, faisant partie du clan des chasseurs du village où Alexandre s’est installé, laissait des animaux morts devant la maison du vétérinaire. Passionné par le procès d’Alexandre, entrant en contact avec Nadia, la partenaire d’Alexandre puis décalant son départ pour la Réunion afin de pouvoir assister au procès de son ami, Julien réalise trop tard qu’il est en train de tomber éperdument amoureux de Nadia.

Poursuivant ici plus en sourdine ses réflexions sur la paternité, Bailly met en scène un narrateur taiseux, qui bien que nous racontant dans les faits les péripéties de sa vie, nous refuse en partie l’accès à sa vie intérieure, puisqu’il se le refuse à lui-même. L’auteur réussit une fois encore à brosser, dans un style limpide et une langue simple, le portrait d’un écorché vif dans un texte puissant sur ces hasards qui font dérailler nos existences. D’où que la foudre du titre s’applique pareillement au déchainement de la nature et des émotions qui nous assaillent.

Plus second, voire troisième degré, Luc Chomarat nous met dans la peau de l’éditeur Delafeuille, qui a pour mission de trouver *Le livre de la rentrée*, celui qui fera vendre. L’injonction est donc aux antipodes de ce décalage dont parle Agamben, puisqu’on cherche un produit qui s’inscrirait tellement dans le *zeitgeist* qu’il ne saurait plus s’en distinguer, dans une optique d’un pur produit marketing à même de rafler les prix de la saison.

Le *zeitgeist* étant féministe, il lui faut un portrait de femme forte. Fuyant Paris, où le neveu d’une editrice lui soumet un manuscrit bourré de fautes qui, mimésis formelle oblige, imite une conversation à bâtons rompus de deux individus communiquant sur les réseaux sociaux, Delafeuille passe quelques jours chez son ami l’écrivain Luc, dont il pense que son nouveau projet de roman pourrait faire l’affaire, puisqu’il a commencé un texte sur son épouse Delphine, aux charmes de laquelle Delafeuille est tout sauf indifférent.

Petit hic, le manuscrit de Luc s’avère d’une misogynie aussi insupportable que le comportement de l’auteur l’est envers l’épouse, qui adore préparer des apéritifs et cuisiner pour son mari. Autre petit souci, Delafeuille a déjà fait son apparition dans deux autres romans de Luc, de sorte qu’on se rendra bien vite compte que cet personnage obéit au doigt à l’œil aux phrases d’un auteur qui s’amuse à l’enfermer dans son roman.

Roman construit comme une longue métalepse dont l’univers se construit sous nos yeux, hommage aux métafictions d’un Borges ou d’un Cortázar qui rappelle par moments *Travels in the Scriptorium* de Paul Auster, *Le livre de la rentrée* est un intelligent roman-piège qui évoque la vampirisation qu’un écrivain peut faire subir à son sujet tout en pastichant ce besoin qu’éprouve l’industrie du livre à suivre l’actualité de façon irréflective. ●

Humus de Gaspard Koenig, 2023 Éditions de L’Observatoire, 384 pages, 22 euros

Que notre joie demeure de Kevin Lambert, 2023 Le Nouvel Attila, 368 pages, 19,50 euros

La foudre, de Pierric Bailly, 2023 POL éditeur, 462 pages, 24 euros

Le livre de la rentrée, de Luc Chomarat, 2023 La Manufacture du Livre, 240 pages, 19,90 euros



Gaspard Koenig

À boire et à manger

France Clarinval

L'exposition *Hors d'œuvre* pointe les rapports ambivalents entre l'art contemporain et la nourriture



Vue sur l'installation de Puck Verkade

Les liens entre les arts visuels et la nourriture ne sont pas nouveaux. On a vu des buffets destinés aux dieux et déesses dans l'Antiquité égyptienne ou grecque, des natures mortes depuis les maîtres flamands du 17^e siècle, des reliefs de repas sur les tables de Daniel Spoerri, des boîtes de soupe de Warhol, ou, plus près de nous, la *Chocolate factory* de Paul McCarthy. Consacrer une exposition à ces liens n'est pas bien nouveau non plus. *Cook-book* curatée par Nicolas Bourriaud à Montpellier en 2019 avait placé la barre bien haut.

Avec *Hors d'œuvre*, au Cercle Cité (jusqu'au 21 janvier), Anastasia Chaguidouline, direc-

trice des lieux et commissaire de l'exposition, reprend donc une recette connue et l'agrément à sa sauce. Elle instaure un dialogue entre des artistes de différentes générations issus du Luxembourg, du Benelux et de la Grande Région. Elle place aussi son exposition dans un contexte plus large, avec un parallèle avec *All you can eat - L'homme et son alimentation* qui se tient au Lëtzebuerg City Museum. « Avec les questions écologiques, la surconsommation, la production et la (dé)valorisation du travail, la nourriture est devenue un matériel dans l'art contemporain afin de mettre en lumière des sujets sociétaux critiques », annonce la présenta-

tion. L'exposition ne va pas tout à fait aussi loin que cette invitation, même si les questions de gaspillage, d'addiction, d'identité ou de jouissance sont bien présentes.

Une découverte d'abord, le travail de Jieun Lim : un néon blanc avec les mots *Dried squid cold beer and peanuts* en lettres majuscules. Ce texte provient d'un film coréen où un vendeur ambulancier annonce le contenu de son trolley. Sorti de son contexte, la citation peut faire penser à une enseigne publicitaire, à une description conceptuelle façon Joseph Kosuth. La référence culinaire est à la fois évidente et intrigante. On y perçoit

une spécificité très régionale, mais la traduction en anglais lui donne une portée plus large.

En face, la série de photographies *Chewing in Venice 2* de Simone Decker, créée pour la Biennale de Venise de 1999, déroute et intrigue. Des chewing-gums géants envahissent-ils la Sérénissime ? L'artiste travaille en fait avec un angle de vue spécifique qui trompe littéralement le spectateur. Les notions d'échelle et de perspective sont brouillées. Elle explore ainsi la manière dont l'espace public est aménagé et occupé, les minuscules gommages deviennent les sculptures, des murs, des barricades. On peut analyser ces images comme une mise en garde par rapport à la pollution et aux déchets dans une ville qui croule sous le poids des touristes.

Un lien évident se tisse avec le travail vidéo de Bea de Visser. *Blowup* montre de très près des jeunes filles mâchant des chewing-gums et faisant des bulles, un rituel courant et en apparence innocent. Le gros plan engage le spectateur de manière plus intime et les images prennent des allures plus sexuelles, soulignant la dualité entre l'ingénuité et la vulgarité dans l'image idéalisée des femmes.

On avait déjà apprécié le travail de Trixi Weis autour du sucre lors d'une exposition à Dudelange. Elle remet le couvert avec *Sugar*, une maison miniature réalisée en sucre, un clin d'œil à l'enfance et ses plaisirs qui finissent par devenir addictifs. Elle adopte aussi une démarche critique de la société occidentale à travers sa performance *Economy class* : Les verres fabriqués par l'artiste sont coupés en deux horizontalement et ne peuvent donc qu'être remplis à moitié. Le sucre est aussi mis en avant dans *Sweet Country* de Florence Haessler. Son triptyque rouge-blanc-bleu rappelle les couleurs du drapeau luxembourgeois, son pays d'adoption, tandis que les bonbons qui y sont peints avec hyperréalisme évoquent une sorte de passé idéal et figé. Alexandre Lavet rend lui aussi hommage à la ville qui l'accueille, Bruxelles. *All the good times we spent together* sont des imitations de canettes de bière, là aussi hyperréalistes.

Une sélection courte mais cohérente qui rend compte des enjeux du sujet sans prise de tête

Mais là où Florence Haessler met en évidence la beauté plastique et brillante des emballages, Alexandre Lavet se moque de la consommation alcoolique lors des vernissages et laisse planer le doute quant à la réalité de ses œuvres, volontairement abandonnées au sol.

Monumentale et imposante, l'installation de Puck Verkade, *Plague*, mélange avec humour des sujets actuels tels que le féminisme et la conscience écologique. Un décor de frites en cartons encadre un écran vidéo où le film en stop motion s'amuse de la collision entre une femme au foyer et une mouche de plus en plus envahissante, dans une métamorphose digne de Kafka. Enfin, disséminées dans l'exposition les quatre peintures d'Ugo Li reprennent l'iconographie classique des banquets et des natures mortes. Son travail sur les perspectives, ses jeux de mots, ses motifs récurrents (chaises, verres de vin, parties de corps humain), rabat les cartes du rituel de la consommation de nourriture pour l'amener à un cadre plus personnel. On est comme suspendu à un moment, comme un plan de cinéma qui précède une catastrophe.

On reste un peu sur sa faim car on a vite fait le tour de l'exposition. Mais la sélection est cohérente et rend bien compte de la relation complexe entre l'homme et son alimentation d'un point de vue contemporain. ●

d’Lëtzebuenger Land, régie publicitaire

... Et votre annonce fait

Contact :
Zoubida Belgacem
+352 48 57 57 32
zbelgacem@land.lu

Postes vacants

L'Administration de la gestion de l'eau

se propose d'engager

4 agents sous le statut du salarié de l'État :

Un agent d'entretien des cours d'eau pour l'Atelier régional de Capellen (m/f)
(Ref. AGE-SAL-003) ;

Un chauffeur professionnel pour l'Atelier régional de Capellen (m/f)
(Ref. AGE-SAL-004) ;

Deux agents d'entretien des cours d'eau pour l'Atelier régional de Diekirch (m/f)
(Ref. AGE-SAL-005 et AGE-SAL-006)

dont les missions principales sont :
(AGE-SAL-003/005/006) :

- Assurer des travaux d'entretien et d'aménagement des cours d'eau ;
- Collaborer aux travaux de renaturation des cours d'eau ;
- Faire l'abattage et l'élagage d'arbres et d'arbustes ;
- Procéder à l'entretien de machines et d'équipements ;
- Exécuter des travaux de serrurerie ;
- Effectuer de petits travaux en maçonnerie.

(AGE-SAL-004) :

- les missions reprises ci-dessus auxquelles s'ajoute :
- Conduire des poids lourds et des machines de chantier.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter les vacances de poste sur Govjobs (<https://govjobs.public.lu/fr/postuler/postes-ouverts/salaries.html>) et en cas d'intérêt, introduire votre dossier de candidature via courriel à rh@eau.etat.lu

Poste vacant

Opportunité de Carrière :
Prévisionniste/Observateur (m/f) en Météorologie au sein du Service météorologique de l'Administration de la Navigation Aérienne – Luxembourg Findel

Employé de l'Etat/Fonctionnaire – Carrière B1 – Temps plein – CDI

Formation requise :

- Diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou secondaires techniques ou équivalent.

Missions principales :

- Fournir une assistance météorologique à la navigation aérienne et aux services de météorologie nationale, y

compris l'édition d'alertes ;

- Contribuer activement aux activités Qualité, Sécurité, Environnement ;
- Service en rotation. (Shift)

Qualités et aptitudes nécessaires :

- Excellente communication ;
- Esprit critique et scientifique ;
- Sens de l'observation ;
- Capacité de décision ;
- Gestion du stress autonome ;
- Maîtrise de la communication en français, allemand, luxembourgeois, anglais à l'oral et à l'écrit.

Des tests en physique et mathématiques de niveau 1^{ère} générale suivis d'une entrevue en face à face sont prévus pour les candidats sélectionnés. Rejoignez notre équipe dédiée à la sécurité de la navigation aérienne au Luxembourg et ailleurs.

Les personnes intéressées peuvent postuler sur la plateforme Govjobs.public.lu sous le lien suivant :

<https://govjobs.public.lu/fr/postuler/postes-ouverts/postes-vacants/fonctionnaires/2023/B1/Octobre/20231023-prvisionnisteobservateur-233214.html> avant le 24 novembre 2023.

d’Lëtzebuenger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029,N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (48 57 57-1; land@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), Luc Laboulle (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), Stéphanie Majerus (48 57 57 35; smajerus@land.lu), Sarah Pepin (48 57 57 36; spepin@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg Courrier Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Letzeburger Land **Instagram** letzeburger_land **Impression offset** Mediahuis Luxembourg S.A. **Prix par numéro** 5,00 € **Abonnement annuel** 180,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLULL: IBAN LU59 1111 0000 5656 0000 **www.land.lu**

Heat, die Fortsetzung

Marc Trappendreher



In dem mit Spannung erwarteten Film *Heat 2* wird Adam Driver eine jüngere Version von Robert De Niro spielen

Michael Mann hat gemeinsam mit der Krimiautorin Meg Gardiner seinem 1995 erschienenen Film *Heat* ein neues Werk in Romanform hinzugefügt. *Heat 2* ist Prequel und Sequel zugleich, die einschneidenden Ereignisse des Films bilden dabei die Zäsur. Vom Jahr 1995 ausgehend, wechselt Mann zwischen Vergangenheit (1988) und Zukunft (bis 2000) beständig hin und her. Mit einer Akririe und Detailtreue, die auch dieses Hybridwerk augenfällig in die Konstanz seiner Film- und Fernseharbeiten stellt.

So erzählt er die Vorgeschichte Neil McCauleys und macht dessen im Film mehrfach wiederholte Lebensdoktrin verständlicher: „Don't let yourself get attached to anything you are not willing to walk out on in 30 seconds flat if you feel the heat around the corner.“ Er berichtet von Vincent Hanna, dem unerbittlich und obsessiv ermittelnden Polizisten des LAPD, und geht näher auf dessen Jagdinstinkt ein. Er begleitet Chris Shiherlis, die von Val Kilmer verkörperte Figur, deren Schicksal am Ende von *Heat* offen blieb. Mit der Figur des Otis Wardell ist ein ultrabrutaler sadistischer Psychopath vorhanden, der an den von Kevin Gage interpretierten Gangster Waingro erinnert. *Heat 2* ist eine Erzählung über das Abklingen einer allzu kurzen, aber intensiven Seelenverwandtschaft; über die Flüchtigkeit der menschlichen Begegnungen; über die Entfremdung in einer spätkapitalistischen Gesellschaft, wie Mark Fischer oder Frederic Jameson sie beschreiben; über moderne urbane Architektur mit vielen Nicht-Orten, reinen Transiträumen ohne wahre Identität, wie Marc Augé sie definiert hat.

Der Roman spart denn auch jene existenzphilosophischen Fragestellungen nicht aus, die nicht nur *Heat* maßgeblich bestimmten, sondern für Manns Gesamtwerk überaus konstitutiv sind. Ob Menschen über das Schicksal miteinander verbunden sind oder das Leben doch mehr von Zufällen geprägt ist, lautet die verbindende Frage der diversen Erzählstränge aus Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft, die der Roman stellt. Im Roman ist mit dem direkten Verweis auf Albert Camus nun auch textuell belegt, was man im Film *Heat* nur ansatzweise erahnen konnte: Dieser Gangster ist ein durch und durch existenzbewusster Mensch, jemand, dem die eigene Nichtigkeit sehr klar ist – er kennt seinen Bezug zur Welt, in der er lebt, und zu der Zeit, die er zur Verfügung hat. Er ist jemand, der alles rationalisieren kann. „Wir sind alle Fußabdrücke. Die Flut kommt, und du bist nie da gewesen. Das hat ein Typ namens Albert Camus geschrieben“, sagt McCauley an einer Stelle.

Wenn *Heat 2* als Leseerlebnis so detailreich und sinnlich wirkt, dann auch, weil der Roman das Resultat akribischer Recherchen ist, die Mann seit mehr als zwanzig Jahren in Vorbereitung auf den Film betrieben hat. Oft wird darauf angespielt, dass er als Filmregisseur im Grunde einen ähnlich hohen Grad an Professionalität anstrebe, wie seine Filmfiguren. Tatsächlich ist Mann

die Authentizität des filmisch Gezeigten überaus wichtig. Ausgehend von realen Begebenheiten hat er über die Jahre einen Stil kultiviert, der ihn augenscheinlich zu einem Filmemacher mit eigener Handschrift werden ließ. Man müsste von einer Form des „erhöhten Realismus“ sprechen, der auch für den Roman prägend ist. Die Erlebnisse des Polizeiermittlers Chuck Adams, einem langjährigen Freund Manns, lieferten die grundlegenden Pfeiler der Erzählung – ein Herzensprojekt Manns, das er mit überaus großer Ehrfurcht in Angriff nahm. Noch bevor der Spielfilm entstand, verfilmte Mann den Stoff fürs Fernsehen. *L.A. Takedown* (1989) ist der Pilotfilm für die gleichnamige *NBC*-Serie, die jedoch nie realisiert wurde – eine Art Blueprint des späteren Films. Mit seiner Laufzeit von 92 Minuten und den sehr überschaubaren Schauplätzen ist dieser Fernsehfilm für Mann – wie seine Fernseharbeiten ohnehin – mehr ein Experimentierwerk, für welches das Fernsehen den Rahmen bereitstellte. Ein ähnliches Experimentierwerk ist nun auch *Heat 2*, ein Erkunden der medialen Grenzverlagerung – der Versuch eines filmischen Romans oder eines romanhaften Films.

Mann war immer schon ein Vorreiter – nicht nur wird er gerne als der letzte Autorenfilmer gesehen. Er ist auch jemand, der sich ungern wiederholt; seine Eigenwilligkeit gebietet es ihm, neue kreative Wege zu gehen, das treibt ihn an. So auch das Erproben des Romanschreibens, einer Kunst, die er nicht beherrsche, wie Mann meint, deshalb holte er sich Hilfe bei Meg Gardiner. Der knappe, nahezu elliptische Stil der zeitgenössischen Kriminalliteratur ist deutlich spürbar, so wie man ihn – freilich in gesteigerter Form – auch von Don Winslow kennt.

Heat 2 ist aber darüber hinaus ein sonderliches Werk. Im Gegensatz zur tradierten Form der Literaturadaption für den Film geht Mann – auch hier erweist er sich als grenzüberschreitender Künstler – nun den umgekehrten Weg, dreht den medialen Transformationsprozess um. Das Ergebnis ist erstaunlich und überaus stimulierend. Es sind die Bilder und Töne des Films, die die reiche atmosphärische Textur von *Heat* ausmachten, die nun über das geschriebene Wort wieder aufleben. *Heat 2* ist kein Drehbuch, aber man spürt den Drive der Erzählung, der auf Parametern des filmischen Rhythmus, etwa der alternierenden Montage oder dem Smash Cut, aufgebaut ist. Das meint nicht, dass der Roman nicht mitunter ausschweifend erzählt ist, das liegt ohnehin in seiner Kunstform begründet, die Lesedauer gestaltet sich individuell und ist nicht auf die Laufzeit eines Filmes begrenzt. Deshalb auch kann sich der Roman den Raum für innere Monologe geben oder kann *backstory wounds* näher beleuchten. Man(n) ist nun direkt im Kopf der Figuren.

Der Fantasie während des Leseprozesses sind indes sehr enge Grenzen gesetzt – ganz im positiven Sinne: Der Film schickt die ihm medial inhärente Konkretisierung voraus, auf die sich der Roman

Heat 2 von Michael Mann ist ein Kriminalroman, der zugleich Prequel und Sequel zum 1995 erschienen Film Heat ist. Ein erstaunliches und überaus inspirierendes Werk

zwangsläufig stützt. Neil McCauley ist Robert De Niro, Vincent Hanna ist Al Pacino und so weiter. Weil der Film dem Roman vorausgeht, kann man sich die jüngeren Versionen der Charaktere nur mit den entsprechenden Schauspielern samt ihrer Manierismen, ihres Sprachdukts vorstellen; das Stadtbild von Los Angeles ist das Stadtbild des Films mit seinen endlos scheinenden Flächen aus Lichtern, den Beobachtungen Jean Baudrillards sehr nahekommend. In seiner detailreichen Beschreibung der Stadt Los Angeles und ihren Freeways spielen die visuellen und auditiven Sineseeindrücke des Films während des Leseprozesses unentwegt hinein, ja, man möchte meinen, den Soundtrack von Moby hören zu können. Auch Chicago ist Schauplatz des Romans – Assoziation zum urbanen Milieu aus Manns erstem Kinofilm *Thief* (1981) kommen da ebenso in den Sinn.

Das so unsinnige, aber doch beständig virulente Kriterium der Werktreue – ein ohnehin ganz ambivalenter Maßstab – greift in *Heat 2* nicht, Mann hat es außer Kraft gesetzt. Umso erstaunlicher erscheint nun die Neuigkeit, dass *Heat 2* das nächste Filmprojekt des Regisseurs werden soll. Adam Driver wird als der junge Neil McCauley gehandelt. Aus dem Buch, das aus dem Film entsprungen ist, wird nun wieder ein Film. Anders als der Roman kann die Filmfortsetzung ob seiner medialen Grundbedingungen die Freiheit der Imagination nicht bedienen und mithin die Anforderungen an die Werktreue, die sich bei einer Fortsetzung nun mal zwangsläufig ergeben, nicht vollends umgehen – auch nicht mit den digitalen Pixeljungebrunnen, die seit Martin Scorseses *The Irishman* (2019) vermehrt zum Einsatz kommen. ●

ABSTRACTION

L'émotion plutôt que la couleur

Comme d'autres peintres ayant avant lui ouvert la voie de l'abstraction (Mondrian, Kandinsky, Malevitch), Mark Rothko (1903-1970) a commencé par la figuration. C'est d'ailleurs par son unique autoportrait (de 1936) que débute l'exposition que lui consacre la Fondation Vuitton à Paris. Le peintre y ressemble, avec son grand front, sa moustache, son long nez et ses lunettes rondes, à Groucho Marx, en dépit du sérieux et de l'intensité de son visage. Alors qu'il se peint au plus près, Rothko se montre au spectateur étrangement distant, un brin austère, enveloppé de couleurs sourdes et terreuses qui dominent la composition. Des couleurs d'humilité desquelles tranchent seulement le blanc d'une chemise et le rouge d'une cravate. Le verre de ses lunettes ne reflète rien d'autre qu'un camaïeu de bleu-gris-violet sous lequel percent deux pupilles noires. Le regard ainsi annulé, impénétrable, prive le visiteur de toute interprétation psychologique. Un paradoxe fonde ainsi ce remarquable autoportrait : le peintre s'exhibe, s'expose, tout en veillant à fuir le spectateur, à échapper à son regard, caché derrière ses binocles. Tel un voyant, un prophète ?

Si le *retrait* est bien le propre du portrait – comme nous le rappelle son équivalent italien *ritratto* – cette approche tend à se généraliser sur d'autres toiles réalisées à la même époque. Deux ans avant son autoportrait, Rothko se retire dans l'obscurité d'une salle de cinéma pour capter l'attention des spectateurs au cours d'une séance (*Movie Palace*, 1934/1935). La toile du peintre se substitue à la toile de cinéma, prenant pour modèle le public plutôt que le film lui-même, rejeté hors-cadre. Dans une facture expressionniste, Rothko donne à voir un exemplaire frémissant de la vie moderne, une scène énergique, bâtie sur une diagonale vélocité et ascendante qui traverse les différents gradins, selon une composition étagée qui fera retour dans ses œuvres des années 1940. Autre plongée dans la modernité, et autre façon de se retirer du monde tout en y étant pleinement impliqué : ses vues intérieures du métro new yorkais, envahies de solitudes, d'attente, de passagers anonymes. Une critique en règle de l'individualisme américain. Car au lieu d'humains, nous avons affaire à des apparences schématiques, spectrales, sans visages définis : de simples petits bâtonnets terrés dans l'underground, immobiles, fusionnant avec le lieu et ses poutres (*Untitled [subway]*, 1937).

Viennent ensuite les figures monstrueuses du début des années quarante inspirées du théâtre antique. Tenant tout à la fois du totem, de la statuaire et de la frise, elles revêtent un statut composite et condensent souvent trois ou quatre têtes de face et de profil, dans un improbable mélange de Janus et de déconstructions cubistes. Y

Culture et barbarie, violence et spiritualité : étrange dialectique constitutive de la civilisation occidentale.

prédominant des compositions stratifiées, étagées : les figures sont scindées en deux ou trois parties plus ou moins autonomes entre elles, traitées chacune différemment. Lorsque Rothko attaque ces figures chimériques, il entame la rédaction de *The Artist's Reality*, où il fait part de son désir de formuler un mythe pour son époque qui aurait une valeur « communautaire ». Ce qu'il fait à travers ses figures convoquant à chaque fois le mythe antique (*Antigone*, 1939), mais aussi, plus marginalement, des épisodes empruntés au judaïsme (*Rites of Lilit*, 1945) et au christianisme (*Gethsemane*, 1944). Ce besoin de fédérer autour des mythes, de les actualiser et d'en créer de nouveaux vient sans doute en réaction à l'effondrement du monde que l'on observe sur le Vieux continent. Puis Rothko abandonnera la figure humaine (« C'est avec la plus grande réticence que j'ai découvert que la figure humaine ne convenait pas à mes besoins. Quiconque l'employait, la mutilait », constate-t-il).

La dernière partie du parcours est dédiée à ses « multiformes », qui ouvrent la période la plus connue de l'œuvre de Rothko. Le format de ses toiles s'agrandit alors, afin d'accroître l'effet de présence des couleurs sur le spectateur ; la signature de Rothko disparaît elle-aussi, tandis que ses toiles sont délivrées de tout encadrement, donnant un caractère infini à sa peinture. Ne nous y trompons pas cependant : derrière l'apparente sérénité de ses couleurs en suspension sourd une violence qu'il a connue très tôt en Russie, confronté aux pogroms. À une riche collectionneuse venue lui demander des tableaux aux couleurs plus « festives », Rothko répondit que le rose, le rouge, l'orange et le jaune étaient les couleurs de l'enfer... L'artiste a toujours refusé d'être vu comme un « coloriste » et voulait plutôt élever la peinture « au même degré d'intensité que la musique et la poésie ». Culture et barbarie, violence et spiritualité : étrange dialectique constitutive de la civilisation occidentale. ● Loïc Millot

Mark Rothko est à voir à la Fondation Vuitton à Paris, jusqu'au 2 avril 2024



Les liens entre Rothko et Giacometti selon un projet pour l'Unesco resté sans lendemain

AU MUSIKVEREIN, VIENNE

Wagner, Nitsch et la Trachtenkapelle

Lucien Kayser

Un hommage posthume, allant de compositeurs vénérés à sa propre 9^e Symphonie, *Die Ägyptische*

Après le Burgtheater et l'Albertina, lieux de consécration à Vienne, pour l'actionniste, l'artiste plasticien en général, Herman Nitsch a eu de son vivant l'appel de Bayreuth pour y déployer ses images (faites de peinture et de rituel) au fil de la musique de Wagner, plus précisément de la *Walküre* en été 2021. Nitsch est mort au mois d'avril de l'année suivante, il a fallu attendre la veille de la Toussaint, de 2023, pour lui faire investir un autre édifice public privilégié, le Musikverein, connu dans le monde entier pour le concert du nouvel an, dans les dorures de la grande salle, des Wiener Philharmoniker.

Nitsch und seine Musik, il faut commencer par préciser le titre du concert du Tonkünst-

Difficile d'imaginer de la musique de fanfare dans l'enceinte de Prinzendorf. Au Muzikverein, ça détonnait dans un joli contraste

ler-Orchester Niederösterreich. Bien sûr, l'adjectif possessif dit vrai, ô combien, Nitsch a lui-même créé un œuvre musical considérable, il n'y a qu'à regarder les documents de ses actions, de son Orgien-Mysterien-Theater, autant de partitions. À côté, au-delà, il existe les œuvres autonomes, indépendantes de tout événement. Sa musique, le concert allait débiter par la mettre dans son contexte créateur, avec trois compositeurs (il en aurait sans doute fallu plus) qui ont compté, sans doute plus que d'autres, dans l'ordre des interprétations : Webern, Wagner, Scriabine.

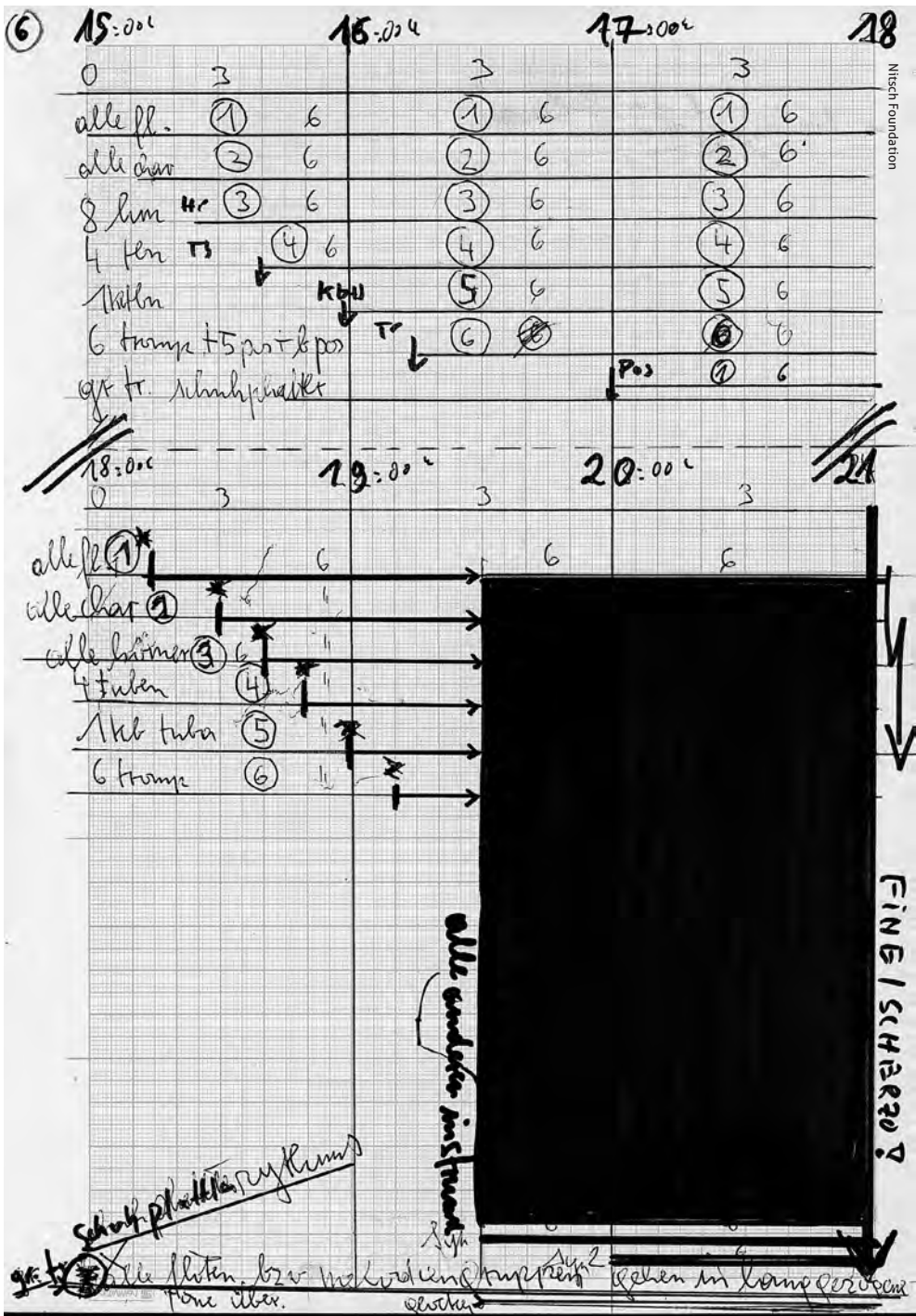
Il faut remonter de cent ans, exactement. Avec les *Sechs Stücke für Orchester op. 6*, d'Anton Webern et leur création sous la direction de Schönberg dans cette même salle le 31 mars 1913, et le scandale qui suivit. Cette épuration surprit, des pièces allant de cinquante secondes à quatre minutes, seul Cage fera mieux après, là on est d'une certaine façon à l'opposée de Nitsch, et si proche de lui en même temps, rappelons ce qu'en a écrit Boulez pour le Domaine musical de 1957, le contraste d'effets massifs à pleine sonorité et de l'emploi par division de timbres d'une rare délicatesse. Après, ce furent le prélude de *Tristan*, le *Poème de l'extase op. 54*, que le jeune chef d'orchestre Patrick Hahn eut l'idée inattendue, mais très vite acceptée et trouvée gratifiante, de jouer sans interruption, d'un trait, dans un passage du 19^e au vingtième siècle, ouvrant sur d'autres horizons. Où il était donné de saisir un autre jour qui pognait déjà, et la dialectique se révélait jusque dans les vers de la propre plume de Scriabine : « L'esprit/ porté par les ailes de la soif de vie/ s'élance en un vol audacieux/ dans les hauteurs de la négation. » On ne se lassera pas d'écouter les ultimes minutes du *Poème* dans l'enregistrement des Berliner sous Petrenko.

Le ton était donné pour la Neuvième Symphonie de Nitsch, *Die Ägyptische*, de 2009, appelée de la

sorte en souvenir d'un voyage, des impressions fortes ramenées de l'aire d'une civilisation archaïque monumentale. La symphonie, créée la même année au musée de Mistelbach, ramenée ici à une quarantaine de minutes, se caractérise très bien par le qualificatif que Nitsch a donné au premier mouvement, gewaltige exposition, mais là encore passe, on glisse d'une partie à l'autre, à l'adagio, au scherzo, au final. De la sonorité individuelle de l'orgue d'emblée, bientôt couverte par l'orchestre, jusqu'à l'extrême masse du *grossangelegtes*, positives oder tragisches finale. Entretemps, il arrive que des mélodies s'ébauchent, des *Klangteppiche*, tapis se tissent, s'effilochent, se déchirent brutalement.

Nitsch ne nous laisse pas le temps, ne cesse de nous surprendre. Voilà que les sons de la flûte piccolo se sont à peint fixés dans notre ouïe que dans notre dos ils se trouvent repris, amplifiés par les instruments de la Musikkapelle Zellerndorf. Elle a pris place au balcon, aux ailes de la salle, aux galeries, et va même tout en jouant défiler, en uniforme, en costume folklorique, dans les travées du Goldenen Saal. Chose qu'il aurait été difficile d'imaginer a priori.

De la musique de fanfare, qui n'est pas étrangère à Nitsch, trop attaché pour cela à la terre. Mais dans l'enceinte de Prinzendorf, à plus forte raison dans les processions à travers les champs ou les vignes des alentours, ça résonnait autrement, flonflons d'Autriche, de Bohême, d'Italie. Là, au Musikverein, faut dire que ça étonnait, détonnait carrément, produisait un joli contraste. Et dans la démarche de Nitsch, grave, dramatique, allant à l'extrême de l'être, de l'existence, il émergeait une salutaire portion d'humour. ●



Page de la partition de la Neuvième Symphonie

BANDE DESSINÉE

Jones avant XIII

Pablo Chimienti

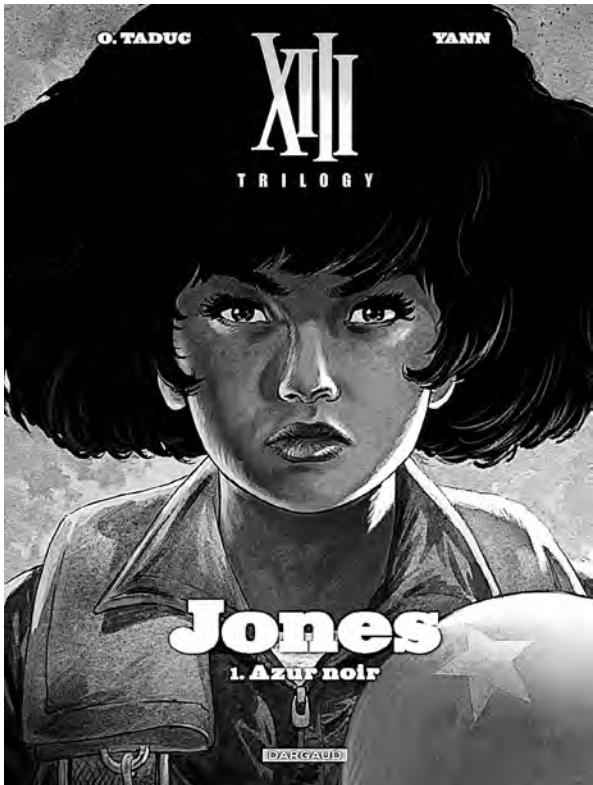
XIII, une des séries phare de l'édition BD, ne cesse de se réinventer. Après une série originelle en 19 tomes, un deuxième cycle et une ribambelle de *XIII Mystery*, l'univers créé par Van Hamme et Vance revient avec un nouveau spin-off et une première trilogie dédiée à Jones.

Jean Van Hamme et William Vance, respectivement scénariste et dessinateur des premiers albums de *XIII*, âgés désormais de 84 et de 82 ans, ont depuis longtemps passé la main. Mais l'univers qu'ils ont créé ensemble avec, en 1984, *Jour du soleil noir*, continue à peser lourd dans le marché de la bande-dessinée franco-belge. Au point que, près de quarante ans après la sortie du premier album et seize ans après la fin du premier cycle, un nouveau spin-off vient de voir le jour, avec la sortie simultanée de *La Version irlandaise* et du *Dernier round*, 18^e et 19^e albums de la série. En cumulant toutes ces variantes, ce nouveau *XIII Trilogy* : *Jones – t1 – Azur noir*, signé Olivier Taduc (Sark, *Les Voyages de Takuan*, *Chinaman*, *Mon pépé est un fantôme...*) et Yann (Huit mois dans l'enfer des hauts de pages, *Les Eternels*, *Pin-up*, *Angel Wings...*), n'est rien de moins que le 42e album de la saga.

Jones, la plus proche collaboratrice – et plus si affinité – de XIII, avait déjà eu droit à un album dans le cadre de *XIII Mystery*, en 2010, scénarisé déjà alors par Yann : *Little Jones*. Comme le titre l'indique, il était alors question de l'enfance de Jones, jeune orpheline noire dans le ghetto de Chicago dans les années soixante, dont le frère adolescent, Marcus, se rapproche du mouvement des Black Panthers et finira par préparer un attentat. La petite fille, par peur qu'il se fasse tuer, finira par le dénoncer.

C'est la suite de cette histoire que nous proposons aujourd'hui Yann et Teduc. Le lecteur redécouvre Jones au tout début des

années 1970. Le monde a les yeux rivés sur les écrans de télé pour suivre le sauvetage de l'équipage d'Apollo XIII. C'est le moment que choisit Marcus, pour s'évader de prison en compagnie de ses deux camarades de cellule. Jones est alors officier



pilote à l'école de la Navy. La vie militaire convient parfaitement à l'ancienne SDF qui a dû se battre continuellement pour survivre et qui a, depuis, gagné les galons de sous-lieutenant. Les épreuves sont dures, mais Jones a « de petites ailes dans le dos » selon un de ses instructeurs. Et c'est vrai que rien n'effraie la jeune femme ; au point qu'aucun appareil volant ne semble résister à son talent naturel pour le pilotage.

Plusieurs récits vont se poursuivre en parallèle. On suit la vie quotidienne de Jones à l'école militaire, avec ses tests à réviser ou à vivre dans les aspects les plus pratiques – se faire éjecter d'un cockpit ou prendre part à un exercice taille réelle de close combat –, ses relations plutôt aisées avec ses camarades et avec ses enseignants, mais aussi, par moment avec son mentor, l'alors général Carrington. Quelques flashbacks rappellent, cependant, qu'elle vient de loin. On suit la fuite de Marcus et de ses camarades qui les amène dans le quartier vietnamien de la ville. On observe la montée en puissance du mouvement d'activistes amérindiens « Red Power Warriors » dont les leaders vont occuper, armés jusqu'aux dents, l'île d'Alcatraz pour faire entendre leurs revendications au gouvernement américain. Des récits de fictions bien intégrés à la réalité de l'époque, la conquête spatiale, les derniers sursauts du mouvement des droits civiques et puis, et surtout, la guerre du Vietnam. C'est là où sont postés les « Spads », le bataillon dirigé par Carrington, mais aussi de là qu'est revenu, depuis peu, le revêche mais séduisant instructeur McKaa. Bien évidemment ces différents ces décors et ces personnages finiront par se lier et s'influencer dans le récit concocté par Yann et mis en image par Taduc.

Ce *Jones* s'inscrit parfaitement dans la saga *XIII* ; c'était d'ailleurs très probablement dans le cahier des charges des auteurs. On a beau connaître les personnages, être habitués aux constructions narratives de la série, la sauce prend encore !

Ce Jones s'inscrit parfaitement dans la saga XIII. La sauce prend encore !

Personnages de fiction, récits imaginaires et moments importants de l'histoire récente américaine se mêlent ici avec intelligence. Certes, comparé aux *XIII Mystery*, on ressent avec cet *Azur noir* comme une sensation d'inachevé. Mais quoi que plus normal, on n'est plus là devant un one-shot, mais face à une trilogie clairement annoncée. Le deuxième tome, *Rouge Alcatraz*, est attendu pour l'an prochain, le dernier tome de la trilogie, dont le titre n'a pour l'heure pas été dévoilé, pour 2025. ●

XIII Trilogy : *Jones – t1 – Azur noir*, de Yann et Olivier Taduc. Dargaud

Brasseries sans domicile fixe

Benjamin Bottemer

L'univers des micro-brasseries luxembourgeoises s'est développé depuis une petite dizaine d'années, avec l'arrivée de marques créées par de jeunes brasseurs et entrepreneurs : The Twisted Cat, Echternacher Brauerei, Wolff Brewing, Satori, Totenhopfen Brauhaus, Wait and see... Qu'ils soient des adeptes de la tradition belge,

des pils légères et limpides, ou des IPA anglo-saxonnes, nombre d'entre eux ont adopté le brassage nomade (ou « gypsy brewing ») qui consiste à utiliser le matériel d'une brasserie-hôte pour réaliser ses brassins. Une pratique plutôt courante dans le milieu brassicole mais particulièrement répandue au Luxembourg, car y trouver

un local adapté et abordable a tout du chemin de croix, en particulier dans la capitale.

Joseph Wolff, qui a lancé Wolff Brewing en 2022 après l'aventure Stuff Brauerei, se rend chez Heischter, à Heiderscheid, pour y brasser sa bière. « Avec Stuff, on avait nos propres locaux, mais je brassais déjà chez d'autres lorsque j'avais besoin de produire plus. Avec Wolff Brewing, je n'ai pas encore assez de capitaux pour louer mon propre lieu », explique-t-il. Joseph, britannique-luxembourgeois formé à Bruxelles, privilégie l'équilibre et les bières de fermentation haute, aux goûts plus prononcés. Il s'ouvre également à des recettes plus audacieuses (« les gens aiment aussi être surpris »). Lorsqu'il a besoin d'un matériel supplémentaire et spécifique, il brasse aussi chez des amis en Belgique. « Je garde toujours le contrôle sur la recette et sur la qualité », précise-t-il.

Patricia Garbelini et Sergio Leal de Totenhopfen Brauhaus parcourent le monde afin de réaliser chaque nouvelle recette avec une brasserie partenaire, des États-Unis au Brésil en passant par le Portugal, l'Allemagne ou encore l'Europe de l'Est. « Le brassage nomade était moins une idée qu'une nécessité pour nous », explique Patricia. Cependant, Totenhopfen a fait de cette contrainte une partie intégrante de son identité, mettant volontiers en avant les aspects enrichissants de ces collaborations internationales. « Elles favorisent les échanges interculturels et la créativité. Elles permettent de faire découvrir aux consommateurs une plus large gamme de saveurs et de techniques. Collaborer nous permet d'apprendre les uns des autres, tout en offrant l'opportunité

d'expérimenter des recettes non conventionnelles », détaille la brasseuse.

Par exemple, Totenhopfen travaille actuellement à éliminer le lactose dans de nouvelles recettes de style « pastry » : le partage d'expérience amène différentes manières d'atteindre l'équilibre souhaité. Patricia souligne les affinités et la confiance nécessaires à ce type de relation à distance. « C'est crucial car nous ne pouvons pas être présents à la brasserie tous les jours » note-t-elle. Parmi les nombreuses collaborations à venir, Totenhopfen s'apprête à travailler avec Siberia, en Tchéquie, pour une Double IPA, ou pour une bière aigre aromatisée à la goyave, à la betterave et au zeste de citron vert avec les roumains de Bereta. Joseph Wolff a lui aussi déjà expérimenté ce type de collaboration : sa Dark IPA « Rosa Luxembourg » a été réalisée avec une brasserie espagnole. « Chacun a imaginé une recette, puis on a harmonisé, décrit-t-il. Aujourd'hui la bière est disponible dans les deux pays ».

Wolff Brewing et Totenhopfen ont une autre ambition : ouvrir un « brewpub », un lieu mixant bar et brasserie. Mais la limitation des licences de cabaretage, leur coût et leur concentration entre les mains des grandes brasseries rendent ce type de projet difficile. Joseph Wolff a décroché une licence mais cherche encore un local. Selon Patricia, « pour les petites entreprises indépendantes, il n'y a pas eu beaucoup de progrès en termes d'opportunités depuis 2016, et la situation immobilière au Luxembourg pose aussi des défis importants. Pour sépanoir dans cet environnement, il faut compter sur la créativité ou explorer des opportunités dans les pays voisins ».



Les bières luxembourgeoise à l'honneur au The Store

Stil

L'ENDROIT



Beefbar

C'est le dernier né d'une franchise qui a vue le jour à Monaco et qui est présente dans une bonne vingtaine de destinations du type Mykonos, Dubaï, Saint Tropez, Meribel, Saint Barth, et du plus chic et du plus choc. Le Beefbar vient de s'installer à Strassen chez Smets, à la place du regretté TwoSixTwo. On est

dans un cadre cosu et luxueux, avec des alcôves en cuir blond, des tables en marbre vert, un plafond en bois marron (photo : fc). Le personnel, essentiellement anglophone, est au garde à vous et aux petits soins pour une clientèle très masculine et très business. Le directeur général de l'établissement, Oto Horacek, a déjà travaillé chez Concept+Partners et Manso Group avant de passer plusieurs mois à se former à la maison mère de Monte Carlo. Le nom du restaurant annonce la couleur : c'est un temple pour carnivores, avec viandes d'exception (importées d'Australie, du Japon et des

États-Unis, un Chateaubriand luxembourgeois rattrape un peu le bilan carbone), morceaux de choix et armoire de maturation. Les entrées puisent leur inspiration dans la *street food* internationale avec des plats conviviaux à picorer : ailes de poulet, gyozas, quesadillas ou bouchées de veau. Pour la suite, la carte offre une série de plats *comfort food* (burger, pâtes, poisson vapeur) mais surtout une liste de viandes grillées de haut vol. La tendreté de la viande, la qualité des cuissons et la maîtrise des assaisonnements ont un peu de mal à faire oublier les prix très haut de gamme, en particulier des « sides ». Les accompagnements ne sont en effet pas compris et on débourse quand même 9 euros pour un caquelon de purée, le même tarif pour une petite saucière (pas très chaude) et carrément 19 euros pour des champignons sautés. fc

LE PRODUIT

Fée Verte



Labsinthe nourrit toute sorte de fantasmes liés à sa prohibition au début du vingtième siècle. Cet élixir, à base de la plante médicinale qui lui donne son nom, d'anis, de graines de fenouil, et d'autres herbes aromatiques, est né en Suisse vers 1780. Il devient français quand la famille Pernod reprend la distillation industrielle. Il se popularise dans les années 1870, d'abord pour ses vertus antiseptique. La Révolution industrielle démocratise la consommation d'alcool. Le nombre de débits de boisson augmentent et l'alcoolisme suit. La réputation de l'absinthe est sulfureuse car elle contient de la thuyone, réputée toxique pour le système nerveux. À l'époque, les viticulteurs voient dans « la Fée verte », populaire et bon marché, une redoutable concurrence et font pression sur les hommes politiques. Affiches, discours, pétitions mobilisent la France.

Une loi interdisant la fabrication, la vente et la consommation de l'absinthe est promulguée en 1915. Cette interdiction ne sera levée qu'en 2011, avec une réglementation sur la présence de thuyone dans les boissons et l'alimentation. L'absinthe ne rend donc pas plus fou que d'autres boissons alcoolisées. Le Luxembourg n'a interdit la commercialisation de l'absinthe qu'à partir de 1970. L'herboriste Guy Zimer a travaillé avec la distillerie Clos du Fourschenhaff à Eschweiler pour retrouver des recettes et élaborer une absinthe luxembourgeoise, dès 2015. « Jusqu'à l'abrogation du règlement de 1970, nous avions

le droit de produire, mais pas de vendre », rappelle Edouard Dolizy, à la tête de la distillerie. Depuis août 2022, la vente d'absinthe est légale au Luxembourg et les premières bouteilles voient le jour avec cette mention « Première absinthe légalement distillée au Luxembourg depuis sa prohibition ». Cette eau-de-vie d'herbes est produite par distillation et colorée naturellement par la macération des plantes, sans additif. Elle vient d'obtenir la médaille d'or à la Deutsche Landwirtschaftsgesellschaft avec 97,75 pour cent. Attention, l'absinthe titre à 70 degrés d'alcool, ce n'est pas anodin. Il faut donc la diluer avec de l'eau, entre quatre et six fois le volume d'alcool. Les plus audacieux préféreront le Death in the afternoon, inventé par Hemingway, avec du champagne à la place de l'eau. On peut aussi s'en servir dans des recettes. fc



„... mehr Humor in unsere Politik bringen. Das konnten wir früher viel besser.“ (Land, 03.11.23).



Esou kéint gréngen Humor ausgesinn.



An och esou (wêi fréier).



De gréngen Humor gëtt et just an der Opposition.

Dösen eidele Fräurum kann sech
d'Land an Zukunft spueren.
Dösen Deel kann elo, och mat
frëndlecher Ennersetzung vun
der nächster Regierung, gäien fir
privat Geschäfte gemozt ginn - als
Toilettepapier.

puer

14.04.1912

Aide à la Presse

Unvorsichtigerweise vertraute das *Land* diese Seite dem Kunstkollektiv Richtung22 zum unzensurierten Ausdruck an. Ein Fehler – wie sich in Zukunft noch herausstellen wird

Dat kënne mir eis spueren!

Unser Audit für das *Land* liest sich wie das Koalitions-
 Programm der nächsten Regierung: Verzicht wird
 gesagt, es hätte schlimmer kommen können. Und
 es ist ja noch nicht so schlimm wie im Ausland,
 also sparen wir uns die Worte.

Wissenschaft

Max Weber betriebs abgeschriebene Studienarbeit? Georges Wiczer? Lockerer Umgang mit Quellen und charmante „Trawal“ aufzustellen, die DP hingegen hat wohl keine Lust, das Thema „Energie“ zu diskutieren. Gut möglich, dass diese unüblichen Themen einfach mit in die Opposition wandern.

Frauen Landes. Um komplexe Sachverhalten zu klären, genügt

[illegible]

Außenpolitik

[illegible]

Rechtsruck

in Sachen Rechtschutz sind wir noch mal glimpflich durchgekommen. Ja, jetzt sind die wassercheibigen Fraktionen im Parlament, ja, jetzt hat eine Partei, die sich als Sozialistkandidat aus dem Schrank verbanen möchte, die Fraktionsstärke, ja, diese Partei macht sich zum Beispiel Hoffnungen auf einen Sitz im EU-Parlament, um dort mit Idealisieren und Spätsitzen auch noch eine Südkurve zu nehmen. Braucht das Land Priorität, Annahmestückung, braucht die erste Lärre, benannt sind sie mit großer Geste ihre ersten Gesprächen vor der Mikrofonen der Nation und auch spüren. Als Luc Frieden und Xavier Bettel nach ein zusätzliches Satzprogramm kann sich das Land Satire

